



LE NOUVEL ARGENT

MÉDIATEUR ENTRE LE BESOIN ET LA VALEUR DE LA PRESTATION

CAPACITÉ - TRAVAIL PRESTATION

LEUR POSITION DANS L'ÉDIFICATION DE LA SOCIÉTÉ

Alexander Caspar

Traduction : François Germani

Pré-édition de travail

et de relectures

État au 12 décembre 2020

Institut pour une tri-articulation sociale

Atelier francophone

*

Adresse en ligne du document, voir :

http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/Articles/2010-01-001_Caspar.html



Petit avertissement du traducteur

Les textes regroupés dans cet ouvrage font partie d'une des tentatives, sans concessions, les plus avancées pour envisager jusque dans la pratique les conceptions ébauchées par R. Steiner en matière de tri-articulation dans leurs conséquences pour l'économie. C'est à dire, jusque pour celles concernant le médium ou moyen abstrait permettant des échanges modernes. Cela signifie de repenser de nombreuses façons de faire instituées et nous préparer à modifier nos propres comportements. Par certains côtés, nous voici sur un champ où, comme francophone, nous ne disposons que de l'ouvrage "Dépolluer l'économie - Révolution dans la monnaie" de Michel Laloux. Et il peut être très intéressant de confronter les propos.

Ils restent cependant, là aussi, le fait d'un homme plus ou moins "isolé" là où R. Steiner parle souvent aussi de ce que seul un jugement collectif peut valablement cerner des processus économiques, et remplacer l'ancien jugement instinctif. Le propos de l'auteur est donc difficile du fait de l'imbrication de concepts apparemment usuels qu'il ne peut cependant préciser dans son utilisation propre qu'au cours de l'ouvrage. Il ne s'agit pas encore ici de prédire l'effet de telle ou telle mesure visant un effet économique, et de "piloter" l'économie, mais bien de parcourir de nouveaux chemins conceptuels afin d'élargir le champ des perceptions. Face à de tels textes, et particulièrement quand il s'agit de transférer le propos d'une langue, voir d'une culture, à une autre, surmonter correctement l'obstacle n'est vraiment possible, à moins d'être un génie, qu'avec un minimum de travail partagé. C'est pourquoi *la présente traduction, dans une première publication, reste plus que jamais (*) une proposition pour première étude et des relectures afin d'en proposer une meilleure ultérieurement.*

F. Germani, 11 décembre 2020

(*) C'est la même chose pour les textes relatant les propos de Steiner, où se montre justement, par la confrontation à un tel travail, que nous nous sommes habitués à nous satisfaire d'une lecture, et aussi de traductions, superficielles et nivelantes, rendues possibles par le temps qui passe et des attentes par trop "philosophiques".



Table des matières

Avant-propos	9
I FAIRE L'ÉCONOMIE DANS L'AVENIR LE CHEMIN HORS DE L'IMPASSE	11
Introduction	12
I. Le problème du prix et les thèses	14
Première thèse	16
Deuxième thèse	17
Troisième thèse	18
II La base de la création de valeur et le « revenu originel » (ou « primordial »)	20
La valeur de la prestation	20
III Le rôle de l'agriculture	27
La formation de capital	27
Qu'est-ce qui ressort de notre exemple ?	28
IV. Partage/division du travail et capital	33

Disposition sur le/du capital	33
V. Capital - Travail - Revenu	37
VI. La création d'argent	42
Image du présent	42
Image prospective	43
VII Le principe d'association	51
VIII. Le membrement de l'État	58
IX. Illustrations et tableaux	66
Figure 1	67
Figure 2	68
Figure 3	69
Figure 4	70
Figure 5	71
Figure 6	72
Figure 7	73
Figure 8	74
Figure 9	75
Figure 10	76
Jeu illustratif	77
Premier tour/passage : économie d'échange	77
Stade 1	77
Stade 2	78
Stade 3	79
Stade 4	79
Deuxième passage : création de l'argent	79



Stade 1	80
Stade 2	80
Stade 3	81
Stade 4	81
II L'AVENIR DE L'ARGENT	84
Perspectives sociétales d'avenir	85
LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE	88
I. LA SCIENCE DE L'ARGENT	88
Le concept de valeur dans l'économie	89
La mesure de la valeur primordiale - du point de vue qualitatif et quantitatif	92
Le concept de valeur dans l'actuelle science	96
Le rôle de l'agriculture - L'émancipation de la base de nature - Capital = valeur épargnée d'extraction/d'obtention à la nature	97
Exprimé en une formule :	99
De quoi dépend le bien-être/la prospérité d'une communauté humaine ?	101
Propriété et argent - aujourd'hui et demain	101
Le sol considéré comme marchandise/La marchandise fond et sol (foncier)	102
Le travail considéré comme marchandise/La marchandise travail	103
Le capital considéré comme marchandise/Marchandise capital	105
La contrainte à la croissance	105
Amalgame de l'intérêt du capital et de la rente foncière	108
II. L'AVENIR DE L'ARGENT	109
L'association, le domaine, l'organe	113
L'association apparaît sous différentes formes d'organisation comme :	113



L'espace de la devise.	113
L'organe d'observation	114
L'organe de coordination	115
Les tâches de l'organe d'observation sont :	115
1. La constatation :	115
2. La détermination	115
3. L'observation :	116
L'ajustement des valeurs avec l'aide de l'organe de coordination se passe :	116
La masse monétaire - les différentes sortes d'argent - la circulation de l'argent	118
La circulation des sortes d'argent	123
Maniement pratique de nouvelles connaissances à l'exemple de problèmes actuels	132
Habiter :Intégré dans le quota social	132
Exemple de cas de l'économie associative à manier	132
Comment la terre devient-elle une propriété ?	133
Construction de logement dans l'association	133
Le financement du système de santé	134



Conditions préalables	134
Argent des dons dans le domaine médical, variable	135
Argent de don en fonction avec l'argent de prêt	135
Mise en œuvre pratique	136
Le principe du responsable/pollueur-payeur :	137
Argent de prêt dans le domaine médical, variable	137
Édification de la société	138
Rétrospective - présent - prospective. Introduction	138
I. Le principe à réaliser	139
II. De la dominance du droit à la dominance du marché, de la société féodale à la société bourgeoise	140
Propriété et capital dans la perspective actuelle	140
Rendement du capital et revenu du travail	141
La tyrannie du capital-marchandise et le travail : l'amalgame du revenu et du gain de prestation produit le problème de la conjoncture	141
Impact/effet économique-financier de la propriété actuelle ; les problèmes inhérents/immanents au système	142
La propriété actuelle et la faculté individuelle	144
III Concept d'une réforme de l'économie et de la société	145
Du système de capital et de salaire au système de prestations	151
L'économie dans la comparaison des systèmes	153



III Articles, conférences	160
IV Complément pour le lecteur intéressé en théorie de la connaissance	161
Que signifie « inversion » ?	162
Postface	173
Sur l'auteur	174



Avant-propos

Ce livre est une compilation d'écrits que l'auteur a rédigés et publiés après 1989. Le cercle de leur problème est toujours le même : la saisie méthodique de la valeur économique, qui a été conceptuellement négligée jusqu'à présent, repose sur cette valeur, c'est ainsi pour la signification réelle du capital comme pour la fonction du prix. Il s'agit de la devise en tant qu'équivalence de la valeur des prestations économiques et de leur mesure monétaire. Un tel argent permet d'établir une compensation par le moyen de revenus, entre les besoins qui se manifestent librement et la valeur des prestations correspondantes, orientées vers le marché. La justification de la satisfaction de tous les besoins par l'adéquation entre la valeur que le besoin d'une prestation lui confère et la valeur économique que l'on peut exiger de sa production, le lecteur la trouve lors de la lecture sur la "valeur originelle". Évidemment, dans la circulation monétaire, les revenus proviennent directement des recettes de la vente des prestations et, à nouveau, dans les prix des prestations. Cependant, l'écrit veut rendre clair que pour surmonter les effondrements de conjoncture, le chômage et la contrainte de croissance, des institutions sociales sont nécessaires, mais aussi possibles, qui, basées sur la reconnaissance de la valeur économique, peuvent faire de cette valeur la référence/grandeur d'orientation pour les prix des prestations et les revenus ; de cette façon, la relation entre les revenus et les prix du marché est détachée de leur relation de dépendance dans le système économique actuel. L'approche est fondamentalement nouvelle en termes de méthodologie, et les réflexions ne se réfèrent donc pas à des théories économiques antérieures ; elles sont consignées sous forme de résultats d'observations économiques selon la méthode scientifique. Le lecteur ne manquera pas de remarquer que les pensées sont devenues de plus en plus nettes dans l'ordre dans lequel elles sont écrites. Le premier article "Wirtschaften in der Zukunft " (Pratiquer l'économie dans l'avenir)¹ était accompagné d'images qui, sous forme de représentations fixes, devaient permettre de mieux saisir le processus de pensée. Dans ce qui suit,

1. 1996 Publikation Klett und Balmer +Co Verlag, Zug
1997 en traduction russe „Trovant“ Verlag, Moskau
2010 retravaillé

cependant, le lecteur doit plutôt créer, à partir des pensées, des images en mouvement, un tableau dans lequel il fait l'expérience de leur contexte dans une vue d'ensemble. En ce sens, les répétitions dans les textes devraient faciliter l'étude des contenus. Les représentations économiques enlisées d'aujourd'hui sont un obstacle à une économie basée sur la division du travail qui fait un usage durable de la formation de capital, et le fait de s'accrocher au système monétaire actuel rappelle le Tasso de Goethe : "Ainsi, le capitaine s'accroche enfin au rocher sur lequel il devait échouer. »



Première partie

**FAIRE L'ÉCONOMIE DANS
L'AVENIR
LE CHEMIN HORS DE
L'IMPASSE**

Introduction

Le développement d'une économie créatrice de capital, divisant le travail, a provoqué des représentations contraignantes dans l'humanité. Les craintes/peurs de la surproduction, du chômage et donc des pertes de revenus qui en résultent se propagent dans les états industrialisés. Dans les régions du monde décrites comme pays en développement, par contre, règne la résignation à souffrir de la sous-production, du chômage et d'un faible/bas niveau de vie qui menacent l'existence en raison du manque de marchés locaux qui se développe de la sous-production. Cet écrit aimerait dissoudre le cercle des pensées dans lequel s'est empêtrée l'humanité d'aujourd'hui et qui sous-tend ses institutions économiques et sociales.

Les pensées de ces humains qui occupent aujourd'hui des positions de pouvoir dans des contextes sociaux sont souvent soit inspirées par des utopies rapaces/rêveuses/grégaires, qui dégénèrent en cruauté et en contrainte, soit s'orientent à une routine dépourvue d'esprit, qui conduit progressivement l'organisme social à la désintégration. Le fait que les dirigeants mènent l'humanité et l'humanité dans l'abîme est craint avec droit par une grande partie des dirigés. Ce sera aussi le cas aussi loin que ne seront pas recherchés et trouvés, à partir des conditions de vie de l'humanité, de nouveaux principes quant à ce que devrait être la structure sociale qui peut conduire à un assainissement des conditions de vie.

L'illusion de beaucoup d'humains, qui se donnent aujourd'hui pour progressistes et sociaux, réside tout de suite dans ce qu'ils ont repris sans s'en rendre compte des habitudes de pensée de cette classe qu'ils rendent responsable de toutes sortes de méfaits et croient devoir combattre à cause de cela. Mais il ne s'agit pas d'amener de nouveaux contextes avec de vieux concepts, seulement à travers une autre classe humaine, mais de nouvelles perspectives.

Au fil du temps, la volonté humaine a établi des institutions sociétales. On s'y est installé ainsi qu'on pense qu'il faut se forger des avis à partir d'elles sur ce qui serait à changer. La pensée ne se reconnaît plus dans les données de la

réalité économique comme ce qui la conditionne. On s'oriente dans les pensées d'après des faits créés, que les pensées devraient quand même dominer. On gagne un jugement grandi aux faits quand, comme dans cet écrit, on retourne aux pensées fondamentales qui reposent à la base de toutes les institutions sociales¹. Comme entrave agit aujourd'hui qu'on laisse facilement valoir comme « conforme à la réalité » seulement ce qu'on est habitué à penser, et rejette aussi comme « théorie utopique » du « lié à la pratique » quand on n'est pas habitué à le penser.

En ce que les institutions économiques seront façonnées comme transparentes à travers de telles pensées fondamentales, il deviendra possible par le principe d'association encore à décrire, de provoquer un équilibre entre les besoins humains et la valeur des productions humaines. Le travail inutile si répandu pour procurer actuellement des revenus, qui crée un servage moderne et met inutilement à rude épreuve et la nature et l'humain, tombe parce que le travail ne circulera plus comme une marchandise dans l'économie et le revenu ne dépendra plus *immédiatement* d'un travail. Tout comme l'humain parvient à un revenu par les pendants sociaux, il viendra aussi à une activité. La peur servile devant le chômage en tombe donc également.

Sur la base de la division du travail et de la rationalisation progressant, les humains trouveront de moins en moins de satisfaction du résultat immédiat de leur travail, mais beaucoup plus s'ils se sentent comme le membre créatif d'un organisme social façonné de manière sensée. Par l'articulation de l'organisme social présentée à la fin de cet écrit l'économie sera maintenue dans les limites du rôle lui revenant. Après tout, à notre époque, elle a tendance à devenir le Léviathan qui domine tout.

1. De la structure de cet écrit résulte la différence dans la dérivation (la preuve) des concepts par rapport à la méthode scientifique courante aujourd'hui.



I. Le problème du prix et les thèses

Les difficultés devant lesquelles la vie économique récente est placée seront comprises seulement lorsque le *problème des prix* sera poussé au centre de la pensée économique.

L'économie livre des biens pour la consommation. Des biens spirituels aussi peuvent être saisis économiquement de telle sorte qu'ils servent à la consommation. Ces biens sont des valeurs parce qu'existe un besoin après eux. On peut décrire la valeur économique comme un état de tension en ce qu'on dit : d'un côté se tient le besoin humain, qui peut être un intérêt naturel ou artificiel. De l'autre côté, le bien dans sa qualité se tient à un endroit déterminé où il peut être consommé et en un certain temps. La *tension qui crée de la valeur* pointe du côté de la marchandise vers l'économie et, parce qu'aucune marchandise ne naît de la simple circulation, vers la nature, vers fond et sol/le foncier/la terre. Du côté du besoin, elle renvoie à la vie culturelle, spirituelle des êtres humains, de l'évolution et du progrès de laquelle seront toujours créés de nouveaux besoins.

Faire de l'économie/gérer signifie amener à l'échange les prestations que les humains produisent¹. De telles prestations représentent des *valeurs d'économie de peuple*² qui seront échangées. Ce qui est *formateur de valeurs*, c'est l'*activité humaine* qui élabore et transforme plus ou moins un produit de la nature et l'apporte en circulation/échange économique. Sur cette formation de valeur, nous viendrons à parler dans le prochain chapitre. L'activité humaine doit être saisie de *deux* côtés : elle peut être plus *corporelle* ou plus *spirituelle*. Au sens de l'économie de peuple, l'activité corporelle peut consister seulement en un travail immédiat à la nature, l'activité spirituelle seulement consister en un

1. Le terme " prestation " comprend les résultats matériels et immatériels du travail ; si quelqu'un voulait objecter à ce stade que ce ne sont pas les prestations en soi qui déterminent l'activité économique, mais les pénuries, ce serait aussi malin que de dire que l'objet du métabolisme n'est pas la nourriture, mais la faim.

2. (NDT Ou plus traditionnellement d'économie politique, mais ici politique et économie sont appelés à se démêler)

travail qui organise et rationalise³ le travail corporel. L'activité humaine se lie donc d'une manière créatrice de valeur d'après un côté à la nature, où le processus d'économie de peuple obtient ses produits. À partir de l'autre côté, elle est régulée par l'esprit. À cet égard, par la formation des talents et des facultés, la vie de la culture œuvre, formant des valeurs, dans le processus d'économie de peuple.

L'échange des valeurs s'exprime dans la formation de prix. Le prix d'un bien – maintenant non exprimé en argent – est ce qui représente sa valeur *dans la comparaison* à d'autres biens. Donc, combien de pain correspond à un costume, combien de costumes à une pièce de mobilier, etc.

En ce qui concerne le problème du prix, il s'agit de comprendre pourquoi chaque bien doit obtenir un certain prix/un prix déterminé. Il ne s'agit pas maintenant de dire que ceci ou cela serait le prix d'un bien. La réflexion n'aura pas à s'occuper d'indiquer une « valeur objective » fixe d'un bien, mais s'efforcera de trouver des *aménagements/institutions économiques (y compris un ordre monétaire) par lesquelles les biens produits entrent en circulation/échange économique et se valorisent mutuellement de telle sorte que la valeur d'un bien corresponde essentiellement à la valeur des biens dont le producteur a besoin pendant la période de fabrication d'un nouveau bien au sens large qui reste encore à expliquer.*

Le contenu de nos explications supplémentaires est la réalisation d'une formation des prix qui repose sur ce que la valeur *que le besoin accorde à un produit correspond à la valeur qu'un produit possède pour le fabricant*⁴. Seule une institution de bon sens/sens commun économique⁵ pourra transférer cette formation de prix pour tous ceux qui sont impliqués, d'une pure compréhension de principe dans la vie concrète, quand elle rend toujours de nouveau dans le factuel, l'activité de création de valeur orientée vers les biens, dépendante de la tension de formation de valeur conditionnée aux besoins. Aujourd'hui, une telle formation de prix est contrecarrée par des institutions confuses qui ont des conséquences fatales pour les humains et l'environnement et appellent à un changement :

3. La saisie économique du travail intellectuel au sens non économique (enseignement, création artistique, etc.) sera traitée ultérieurement.

4. voir chapitre IX figure 8 p. 74.

5. voir chapitre "VII Le principe d'association" p. 51.



Première thèse

Dans la vie de l'économie, la valeur relative des biens s'exprime dans le prix, qui est indiqué en valeur d'argent. Au lieu d'être uniquement et seulement le moyen de compensation pour les rapports mutuels de valeur des biens, l'argent est cependant devenu lui-même une marchandise, et se glisse, faussant le prix, entre les valeurs qui correspondent aux besoins et servent la consommation. *Le caractère de marchandise de l'argent vient en l'état par la façon dont il est créé.* L'actuelle création de l'argent ne se tient pas dans un pendant immédiat avec la production⁶. Tout de suite parce que l'argent peut être rendu/fait « plus cher » ou « meilleur marché », on veut intervenir dans le processus de production encourageant/accéléralant ou modérant/freinant, et souligne encore avec cela le caractère de marchandise de l'argent. Aujourd'hui, la valeur des biens est faussée par les rapports de prix, qui résultent/se donnent, entre autres, de la politique monétaire de l'État. Ce qui œuvre toujours souterrainement se révèle en toute clarté en des temps critiques : les prix sont maintenus par le fait que l'État assume/endorsse la « garantie » pour la valeur de l'argent, donc pour la valeur d'une unique marchandise.

L'argent est devenu quelque chose avec quoi on gère/fait-économie comme avec des objets réels. Tant que l'argent lui-même est un objet de l'économie, il reflète quelque chose d'imaginaire aux humains et tyrannise la vie sociale. Sur la base d'une fausse formation de prix tout comme d'une politique erronée/aberrante en matière de revenus et de création d'emplois, nous voyons s'accroître une montagne de dettes qui ne cesse de grandir dans le monde entier. Des myriades d'humains travaillent à ses intérêts et ses remboursements, à cause d'une fausse structure de prix cependant avec les perspectives de succès d'un Sisyphes. La dette et les charges d'intérêts sont allégées par une multiplication permanente de l'argent, laquelle permet une augmentation supplémentaire des dettes. Comme l'équivalent de la dette croissante de tous les côtés, nous avons, selon le bilan d'économie de peuple, des actifs en croissance, des argents/des fonds flottants, qui mettent en mouvement un énorme appareil de banques en tant que gestionnaires de dettes et d'actifs. Des armées d'humains sont forcées dans ce système de trouver leur ressource en gaspillant leur intelligence sur comment encore plus d'argent peut être fait de l'argent, mais en quoi seulement des valeurs sont déplacées d'une poche à l'autre sans en créer d'effectivement nouvelles. C'est ainsi qu'une partie de l'humanité gère et joue avec le travail de

6. voir chapitre VI "La création de monnaie" p. 42.



l'autre. Sans relation avec la production, forçant/propulsant ou pressant des prix, les masses d'argent prennent rapidement possession d'actions, de fonds et sols, de matières premières, d'œuvres d'art, entre autres, mais s'en détachent aussi aussitôt de nouveau quand cela conduit à un accroissement du capital. Parce que l'argent est administré comme s'il ne devait être soumis à aucune dévaluation, il est devenu un concurrent déloyal des biens de consommation, qui sont toujours périssables.

C'est donc une des choses : il est nécessaire que l'argent/la monnaie soit réduite à sa fonction de moyen d'échange placé sur une nouvelle base en étant soumis à un vieillissement au moyen d'une date de péremption, qu'elle devienne plus tard/plus loin comptable formant capital dans l'économie associative par la façon de son émission et mesure des prestations (*voir chapitre "La création monétaire", p. 42*).

Deuxième thèse

Aujourd'hui, l'opinion qui prévaut est que chaque formation de prix se règle automatiquement par « l'offre et la demande ». Aujourd'hui, le prix est déterminé par le marché. Il s'oriente à ce que des gens soient-là qui peuvent acheter les biens parce qu'ils ont l'argent nécessaire. La valeur d'un bien produit forme très volontiers l'impulsion à la demande, mais il est douteux si une offre correspondante de monnaie/moyens monétaires est disponible pour la satisfaction de la demande. Pour le consommateur, le prix qu'il est prêt à payer dépend de la valeur qu'il accorde à l'objet de son besoin tout comme de la quantité d'argent, respectivement du pouvoir d'achat disponible. Celui-ci est conditionné par son revenu qui, en tant que revenu de travail, dépend de quel prix possède sa « marchandise » travail. Mais parce que le travail lui-même a un prix, les prix des biens reflètent combien doit être travaillé et payé de salaire. La manière de comparaison de la valeur des biens traitée au chapitre suivant – donc ce sur quoi nous avons indiqué comme formation saine des prix – se donnera cependant seulement quand le revenu de travail et le bénéfice de prestation ne sont *pas immédiatement* couplés l'un à l'autre, mais se tiennent à la valeur économique des prestations.

Pour les humains actuels, l'une des choses les plus difficiles est de penser la valeur d'économie de peuple d'un produit séparé du travail, qui pris pour lui seul, ne possède aucune valeur d'économie de peuple. Nos explications



supplémentaires s'efforceront de montrer quelles conséquences catastrophiques se donnent tout de suite de cette incapacité actuelle et *comment le "nœud gordien" du lien/rattachement immédiat entre le revenu de travail et le rendement/bénéfice de prestation peut être dénoué*. Si notamment le revenu de travail et le revenu de prestation se tiennent en un rapport immédiat de dépendance, le bénéfice de prestation devient l'initiateur de l'activité économique au lieu du besoin, parce qu'alors sera travaillé non à partir de la nécessité sociale, mais seulement pour l'acquisition et, aussi longtemps que l'argent ne vieillit pas, pour l'accumulation. Le travail devient alors une pure opportunité pour parvenir à des revenus, et la conséquence de l'incompréhension de comment œuvre le couplage *immédiat* du revenu de travail au bénéfice de prestation, est pour l'humain et l'environnement actuellement travail respectivement production inutile si nuisible : le médecin effectue des examens inutiles, le garagiste effectue des réparations inutiles, le banquier effectue des transactions par amour des commissions dégageant du chiffre d'affaires, le fabricant fabrique les choses de telle manière que celles-ci doivent être remplacées dès que possible.

C'est la deuxième chose : le travail se débarrasse de son caractère de marchandise en ce qu'il est élevé hors du processus économique et placé sur le terrain/sol du droit (*voir chapitre V : « Capital - Travail - Revenu » p. 37 tout comme VIII : « L'articulation/le membrement de l'État » p. 58*).

Troisième thèse

Dans un temps où l'industrialisme s'est déployé de façon gigantesque, un énorme problème s'est posé à l'humanité, qui exige maintenant une solution impérieuse ! Dans les pays industrialisés et les pays en développement, les gens se tenant à gauche et à droite y font des travaux de doctorat. À la base repose la tension qui existe dans la formation de prix entre l'évaluation des biens agricoles et industriels. Le problème repose dans ce que tout industrialisme vit de l'excédent - à ne pas confondre avec la surproduction - de l'agriculture. Toutes les dépenses nécessaires à l'industrie doivent sans arrêt être couvertes par les économies de main-d'œuvre dans l'agriculture, mais elles peuvent l'être seulement aussi loin que sa productivité le permet grâce à l'effet rétroactif de l'organisation industrielle du travail. L'économie de travail corporel au sol dans l'agriculture constitue le capital avec lequel l'industrie travaille et dont la hauteur détermine sa valeur.



Avec cela, la troisième chose est la suivante : le capital sous forme de moyens de production industriels ne peut être acheté. Le capital, selon son origine, peut seulement être emprunté/prêter ou donné. Les moyens industriels de production pris en exploitation peuvent néanmoins être possédés. Les chapitres suivants (*en particulier III : « Le rôle de l'agriculture, formation du capital » p. 27 et IV : « Répartition/division du travail et capital, disposition du capital » p. 33*) permettent d'en comprendre la signification.



II La base de la création de valeur et le « revenu originel » (ou « primordial »)

La valeur de la prestation

Représentons-nous une économie fermée qui se trouve encore en état de simples cultures de fonds et sols (terres) et qui ne se tient pas en échange avec des économies voisines. Nous pouvons nous penser la terre entière comme un tel domaine/une telle région. En elle, c'est le travail corporel effectué immédiatement à la nature qui est formatrice valeur. La nature en tant que telle n'a aucune valeur d'économie de peuple - seulement le produit de la nature amené dans la circulation économique par le travail. Le niveau de formation de la valeur se donne du rapport entre le nombre de la population et la surface de sol utilisable disponible. Ce qui, de cela, au stade de la pure, immédiate culture du sol¹ revient à l'individu est « *la production originelle*² », dont il a besoin au minimum. La production et le besoin se recouvriront autant que possible, car il ne viendra à personne de produire pour le rebut. Le facteur temps lié au travail est inclus dans la base de mesure de la valeur.

Si par le progrès de la culture, des besoins d'autre sorte apparaissent et que vient en état, par un *deuxième facteur de formation de valeur* fondé sur le progrès de la culture, notamment l'organisation intelligente du travail (et autre technique), une épargne de travail corporel fourni immédiatement à la nature, des humains peuvent être libérés pour des activités qui s'émancipent du travail immédiat à la nature. La valeur de ce que quelqu'un produit - ou fournit - dans l'activité se tenant en dehors du travail du sol correspond à la partie de

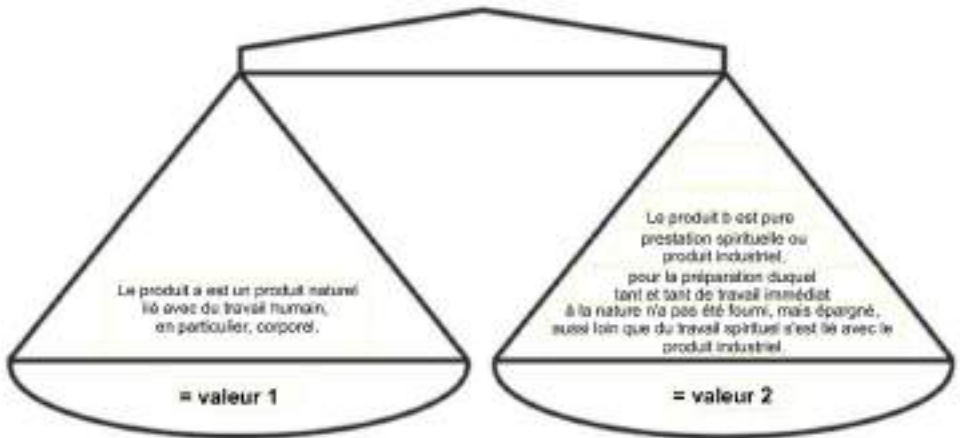
1. ici au sens de l'agriculture, de la sylviculture, des mines et de la pêche.

2. Le terme "production primaire" a été délibérément choisi à la place de "production primaire" car il se réfère au moment où la valeur est créée à partir du travail physique (=travail directement dans la nature) et du travail intellectuel (=économie de travail physique) et non spécifiquement au secteur économique pour la satisfaction des besoins primaires tels que l'alimentation, l'habillement, le logement

la production du sol qui lui est attribuable/échue. Nous l'avons caractérisée et décrite ci-dessus comme le besoin « originel/primordial » respectivement minimal.

Tout travail qui est fourni dépend du nombre de la population et peut donc finalement être seulement lié à ce qui vient tout bonnement du sol, de la nature. L'humain vit de telles prestations réalisées à la nature ; c'est ce dont chacun a besoin pour son existence. *Vis-à-vis de cela* se tiennent des prestations spirituelles qui, entre autres choses, organisent (rationalisent) le travail à la nature, mais qui ne sont rendues possibles qu'en ce que du travail est épargné à la nature. *Leur valeur est précisément déterminée par cette épargne/économie*³. Pour ceux qui, en raison de leurs prestations spirituelles, ne réalisent pas immédiatement à la nature, en sont donc dispensés, d'autres qui restent au travail du sol doivent prendre en charge la partie du besoin "originel" ou minimal qui leur revient que nous avons décrit.

On ne peut pas simplement demander : combien de produits a correspondent à combien de produits b, par exemple combien de pommes de terre correspondent à combien de blé, combien de blé correspond à une chemise, une radio ou une heure d'enseignement, car ils ne se laissent pas comparer ainsi sans plus. Le point commun de référence au sens de l'économie de peuple est le travail appliqué ou épargné à la nature pour l'un ou l'autre produit. Donc :



3. (NDT Notons en passant qu'en français le même terme est utilisé pour la création et l'échange de productions et l'épargne. Ce n'est pas le cas en allemand)

Il s'agit donc pour les valeurs qui sont produites, une fois de travail corporellement mis en œuvre, l'autre fois, d'un travail qui comporte de l'épargne de travail par l'intelligence, par l'esprit. *L'abolition/la suppression du travail corporel (manuel) par le travail spirituel au sens de l'économie de peuple rend déterminable la valeur de ce dernier*⁴.

L'agriculteur travaille immédiatement à la nature⁵, aussi loin qu'il le fait corporellement. Celui qui fabrique des vêtements ne travaille plus directement à la nature. Son travail contient déjà une partie de ce qui est épargné de travail corporel. Mais il remonte/se rapporte à la nature. Jusqu'aux biens produits par les prestations spirituelles les plus exigeantes (par exemple les ordinateurs), tous les produits se rapportent finalement à la nature, respectivement au travail avec des moyens de production. Ce sont les valeurs générées/produites par le travail direct ou indirect à la nature, qui doivent être réparties sur l'ensemble de la région/du domaine fermé de l'économie de peuple ou mondiale. L'argent sert de moyen à l'échange mutuel des prestations, plus exactement de moyen *compensatoire* de l'échange des prestations manuelles et spirituelles. Dans une économie saine, les prestations s'évalueront mutuellement ainsi, c'est-à-dire que des prix tels s'établiront que le producteur d'une prestation obtient autant comme contre-valeur qu'il peut satisfaire ses besoins au sens large, y compris ceux de ses proches, jusqu'à ce qu'il ait à nouveau accompli une prestation égale ou de même valeur. Et cet « autant comme contre-valeur » signifie au minimum la part résultant du travail corporel de l'individu immédiatement à la nature, que l'on pourrait aussi décrire comme le revenu « originel » de l'individu.

Avec le progrès de la culture, les besoins croissent et le travail corporel est de plus en plus remplacé par une organisation intelligente du travail, ce par quoi les prestations se rapportant au revenu « originel » deviennent toujours plus grandes, ou bien, exprimé autrement, *le pouvoir d'achat de l'argent grandit/progresse*. La richesse d'un espace/domaine économique dépend donc de *ce que la nature donne, du nombre de personnes qui doivent s'y partager* et de *combien haut le degré de formation*, des talents et des idées qui viennent aux humains. Au talent de l'individu, lequel, appliqué à l'organisation du travail économique, l'épargne, correspond dans l'organisme social, la richesse de la

4. À cet effet, il faut comparer le principe d'Archimède de la physique, selon lequel la flottabilité statique d'un corps est égale au poids de la quantité de fluide qu'il déplace.

5. Cette formulation a été choisie pour des raisons didactiques et illustratives, car l'agriculture rationalisée inclut naturellement du travail corporel épargné.



nature⁶. Il peut aider à épargner en tout cas du travail immédiat à la nature. La récente évolution court comme conséquence d'inventions de plus en plus sophistiquées sur ce qu'avec la revalorisation de substances de la nature, elle aspire à une indépendance accrue de l'exploitation directe de la nature.

Si avec cela seulement peu de travail corporel doit se lier avec ce qui sort/vient du sol, peut être épargné un travail correspondant pour des prestations spirituelles multipliées. *Le prestataire du travail corporel restant doit malgré tout fournir un besoin d'après ce qui est spirituellement à fournir*, quand absolument une vie de culture - et d'ailleurs une vie libre - devait exister, sans qu'elle soit administrée par une autorité supérieure telle que l'État par des impôts. Avec cela, un spirituel joue à deux égards dans le processus d'économie de peuple : il rationalise le travail corporel, contribuant ainsi à produire de plus en plus de biens matériels et immatériels, mais crée aussi des besoins toujours nouveaux. Car combien différents sont les besoins d'humains incultes et cultivés !

Comme nous l'expliquerons dans le chapitre « Capital - Travail - Revenus », les besoins n'ont pas la permission d'être générés/produits à partir d'un processus économique propre. L'organisme social sain obtient les marchandises de la base de nature, les besoins devraient lui venir de l'évolution de l'humanité. Pour laisser des besoins, se développer librement à partir de là, il est besoin d'une indépendance des membres constituant l'organisme étatique, comme elle est vient au propos dans le dernier chapitre.

Ce que l'un a à proposer comme aussi toujours dans l'économie de la division du travail : *la valeur de sa prestation sera correctement estimée quand celle-ci tient la balance en comparaison avec la valeur de la « production originelle » attribuable/revenant à l'individu*. C'est dans ce rapport que nous avons à voir la mesure pour une formation de prix saine. Car nous avons à faire avec une formation de prix lorsqu'une valeur entre en interaction avec une valeur.

Toute formation de prix est enracinée dans la production originelle à laquelle le prix de chaque bien se laisse reconduire. La production originelle est, *pensée en valeur d'argent/monétaire*, le revenu originel - dans la Fig. 1 page 67 des illustrations il est désigné comme l'unité de compte - et c'est donc la *mesure nominale* pour le revenu possible de l'individu. Comme nous l'avons indiqué plus haut dans ce chapitre, celui-ci peut évidemment toujours devenir plus élevé en

6. tout d'abord leur fertilité, mais aussi leurs réserves d'énergie ; voir page 60 : "Ce qui pour l'organisme individuel ...".



pouvoir d'achat de l'individu, en fonction du degré d'efficacité et de performance de l'économie dans son ensemble. Celui qui gagne nominalement plus, au sens où nous l'entendons ici, le reçoit en raison des liens/pendants/contextes sociaux dans lesquels il se trouve ⁷.

Aujourd'hui, on pense sur les prix ainsi qu'ils dépendent d'un côté de l'offre de biens et de la demande de biens et de l'autre celles-ci à nouveau réglant, ils s'approchent automatiquement d'un certain état stable. Dans le sens d'une vision contemplative d'économie de peuple, on peut établir de tels concepts d'offre et de demande et alors observer comment l'offre et la demande œuvrent/agissent. *Mais pour une pensée qui se considère/vit comme le facteur déterminant dans les circonstances économiques, le concept de prix en tant que fonction de l'offre de marchandises et de la demande de marchandises est trop limité pour saisir pleinement les processus économiques.* Car l'observation des prix se donnant sur le marché n'en est qu'une ponctuelle. On laisse de côté partout ce qui se cache derrière les processus que l'on veut atteindre avec de tels concepts. La demande de biens est toujours en même temps l'offre de monnaie/d'argent. Pour développer une demande, il faut qu'il y ait une offre de monnaie. Donc : l'offre en marchandise est demande de monnaie, et l'offre de monnaie est demande après des marchandises. L'échange ou le commerce en tant que processus d'économie de peuple ne peut pas se dérouler autrement que chez des acheteurs comme des vendeurs, que chaque fois les deux, l'offre et la demande soient là. Car ce que l'acheteur a comme son offre d'argent, cela doit d'abord être produit avant sa demande dans le processus d'économie de peuple, comme la marchandise doit être produite qui se présente comme offre ! Si l'on se contente d'enregistrer statistiquement les chiffres - ce que les choses coûtent en argent - alors on n'a aucune vue du contexte/pendant factuel de la vie de l'économie et avec cela aucune vue dans l'évaluation/la valorisation réelle. L'erreur actuelle est d'assimiler d'emblée la valeur des biens aux prix en argent.

On se déconstruit le chemin de la compréhension du concept de valeur *d'économie de peuple*, quand on pense dans les explications introductives de ce chapitre qu'il s'agirait de l'établissement/de la constatation d'un quelque « besoin originel » ou d'une « production originelle » au sens de certains produits de la nature, donc une représentation fixée de marchandises. *L'économie de peuple* a seulement à faire avec des substances, aussi loin qu'elles sont devenues des valeurs. La question : Quelle est la valeur - disons - de la pomme sur l'arbre, va sur une autre que celle de concept de valeur d'économie de

7. voir page 41 : “ La comparaison entre... ”



peuple ; car la valeur à laquelle on arrive par les pensées, non pas en ce qu'on transforme la pomme au moyen du travail ou en la mettant non transformée en circulation économique, mais en la dérivant en fonction du stock et de l'urgence du besoin, la pomme possède aussi cette valeur pour « l'économie des vers ». Nous arrivons à la valeur d'économie de peuple au moment où l'humain n'utilise pas les produits naturels pour lui-même, mais entre dans la relation d'échange de biens avec d'autres humains ; là ce que l'humain fait devient travail au sens d'économie de peuple.

Il serait aberrant d'essayer de déduire de la conduite des idées de ce chapitre une réouverture des idées physiocratiques. Comme je l'ai déjà dit, l'activité économique signifie amener ce que sont les produits de l'économie, c'est-à-dire les prestations des êtres humains à l'échange entre eux, et cet échange s'exprime dans la formation de prix. Ce qui se joue entre l'acheteur et le vendeur, c'est ce, après quoi se joue finalement toute pensée sur l'économie de chaque humain impartial. Tout d'abord, ce doit être la création de valeur, et alors la formation des prix dont il s'agit pour la compréhension des contextes/pendants économiques, car le prix chapeaute tout ce qui est en fait actif dans l'économie de peuple ou dans l'économie mondiale en termes d'impulsions et de forces. Que l'on n'a pas à reconduire la formation de prix à quelque chose d'indéterminé peut être envisagé, quand justement on *poursuit* tout dans le processus économique *en retour* jusqu'au rapport de valeur qui est apporté par le travail se déroulant immédiatement à la nature par rapport au nombre de la population à la base naturelle utile nécessaire pour ses conditions de vie. Ce rapport de valeur, résultat du plus grand travail physique possible au sens d'économie de peuple, constitue la mesure. Car tout travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population, et tout ce avec quoi ce travail peut se lier, vient du sol. En cela, c'est entièrement insignifiant pour la représentation de la valeur avec quels détails de la nature – sur la base de quelle nature - ou données culturelles aussi toujours – le travail se lie.

Naturellement, il y a ni travail « purement » corporel (manuel) ni « purement » spirituel au sens de l'économie de peuple. Les deux principes de la formation de valeur, qui se rejoignent dans l'activité d'économie de peuple, doivent néanmoins être saisis en pensée chacun pour soi. On ne peut pas dire que la valeur des prestations est dévaluée par ce qui rationalise l'organisation intelligente du travail au travail corporel, mais elle est, exprimée en argent, de plus en plus réduite numériquement à un moindre, on aimerait dire : divisée vers le bas. Dans l'interaction entre tout ce qui est travail du sol et ce qui se



passé du côté spirituel, repose quelque chose qui se compense réciproquement selon l'économie de peuple. Le système d'argent/monétaire, qui est décrit dans le chapitre « La création d'argent/de monnaie », saisit les deux formations de valeur et rend possible le transfert compensatoire de l'excédent de la production du sol dans le domaine du travail spirituel.

La valeur de l'ensemble des prestations d'économie de peuple (produit social) doit donc toujours rester la même en termes de nombre avec un nombre de populations constantes, car la valeur des prestations supplémentaires générées sur la base du travail spirituel se compense avec/par la valeur des autres prestations auxquelles a été épargné du travail corporel. Si nous décrivons la part de valeur de la prestation de l'individu à la valeur totale des prestations d'économie de peuple en tant que ratio social, nous pouvons dire :

La valeur de la prestation de l'individu comprend : l'exigence subjective qu'il obtienne pour sa prestation autant en retour/en contre-valeur qu'il a besoin pour satisfaire ses besoins et ceux de ses proches jusqu'à la production d'une prestation de même valeur.

Cette exigence subjective fera d'autant plus l'expérience de son « objectivation » que la valeur de la prestation de l'individu s'approche de la somme des parts de valeur aux ratios sociaux restant qui lui sont attribuables/échoient. Naturellement, la vie n'est pas un mécanisme, et l'individu satisfera volontiers à peine ses besoins exactement proportionnellement des quotas sociaux restants.

Comment l'équilibre sensible des quotas sociaux fondé sur la valeur peut toujours être de nouveau approché dans le cas de changements continuels de la demande et de la production est décrite au chapitre VII, page 51 sur le principe d'association⁸.

Dans le passage de la figure 4 à la figure 5, chapitre IX p. 70, devient évident comment les valeurs attribuables/échues aux actifs spirituellement, respectivement purs consommateurs, qui sont basées sur les prestations produites à la nature par des moyens de production (y compris le sol), sont d'abord intégrées dans les quotas sociaux réalisés par les travailleurs corporels, desquels elles forment ensuite comme cadeau/donation, les quotas sociaux des personnes dépendant de don/de donation⁹. L'équivalent monétaire/contre-valeur en argent du quota social apparaît dans les images sous forme d'Unité de Compte (UC).

8. voir illustrations et tableaux, figure 6 p.72

9. voir page 46 : „C'est du capital-argent placé libre.



III Le rôle de l'agriculture

1

La formation de capital

Précisons encore une fois ce que nous pouvons considérer comme une 'polarité inverse'² : d'un côté, nous avons un travail corporel à la nature, qui produit des valeurs ; de l'autre côté, nous avons des prestations spirituelles, dont la valeur correspond au travail corporel que le producteur épargne – n'a plus besoin de fournir. Nous avons donc à faire avec de deux courants opposés qui reposent sur deux formations opposées de valeurs et cherchent une compensation.

L'organisation intelligente du travail conduit à une division du travail. La division du travail a un effet de rationalisation/œuvre rationalisant ou, exprimé autrement, promouvant la productivité. La rationalisation ou le progrès de la productivité est pensable en ce qu'avec la même mise en œuvre de travail plus ou avec moins de mise en œuvre de travail (mesurée au temps) autant sera produit. Partons de ce dernier avec pour but d'avoir une vue d'ensemble plus simple. Nous supposons un ordre économique agricole encore primitif, par exemple à une époque où il n'y aurait pas eu d'autres moyens pour les travailleurs agricoles que de se rendre à leur lieu de travail à pied. Si une rationalisation est réalisée par une organisation du travail ou une invention, par exemple celle de la voiture, de sorte que la même quantité de marchandises est produite avec moins de mise en œuvre de travail, se donnent dans le bilan des bénéfices/des rendements - dans notre cas, celui de la production du sol, une épargne de travail. Étant donné que nous adoptons *une approche d'ensemble de l'économie et non une approche d'entreprise individuelle*, il est correct de parler d'économie/d'épargne de travail et non de gain/profit (sinon l'opinion

1. voir illustrations et tableaux, [figure 7 p.73](#)

2. Des opposés agissant simultanément et interdépendants, dont un côté doit être compris comme l'inversion (la tête en bas) de l'autre.

erronée pourrait apparaître qu'il s'agit de ce qui est décrit/désigné comme le gain/profit différentiel dans les manuels d'enseignement). *L'économie/l'épargne de travail, respectivement l'excédent de production, obtiennent donc un sens seulement s'ils sont transposés à une autre activité pour l'exercice de laquelle ils sont prêtés ou donnés.* Sans quoi, un progrès de la productivité conduirait seulement à une réduction du temps de travail pour éviter le travail inutile et la surproduction.

L'économie/épargne de travail signifie que les humains peuvent être libérés de la production du sol soit pour des activités entrepreneuriales - dans notre exemple, le transport - *ou* spirituelles. Dans le bilan, outre le facteur travail capitalisé plus faible, l'épargne de travail apparaît comme « caisse », donc comme capital monétaire/en argent qui peut être utilisé pour des prêts, respectivement dans notre cas, ce avec quoi l'inventeur de la voiture et entrepreneur de transport a une activité économique.

Qu'est-ce qui ressort de notre exemple ?

Premièrement, comme déjà évoqué, que l'organisation "intelligente" du travail sépare en membres, divise/partage celui-ci ; que l'organisation du travail par l'esprit inventif conduit à une économie/épargne de travail immédiat à la nature. Ce que, dans notre exemple, chacun a fait avant pour lui seul se fait après l'invention de la voiture en collaboration avec son inventeur. Le travail est partagé/divisé : l'inventeur de la voiture n'accomplit plus aucun travail immédiat à la nature, mais prend en charge le transport. Il est payé pour cela par les utilisateurs de la voiture. La voiture est un capital. Le capital apparaît par la division du travail en tant que travail rationnel au moyen de l'esprit. Et plus le travail est rationalisé par l'esprit plus la formation de capital progresse, plus la formation de capital est élevée/haute, d'autant plus le travail se détache de sa relation *immédiate* avec la nature. Ce processus d'émancipation trouve sa culmination dans ce que la chose particulière du travail, son objet, disparaît et devient seulement encore organisé.

Le médium qui porte en soi ce processus d'abstraction est l'argent. Il se comporte comme un abstractum par rapport au spécial/particulier qui existe dans l'économie de peuple en tant que capital sous forme de moyens de production. Il permet/rend possible d'exprimer la valeur qui est dégagée par la division du travail et qui peut être transférée de l'une à l'autre. L'argent rend à nouveau/à



son tour possible, que l'esprit peut intervenir dans le processus d'économie de peuple. *La division du travail et la formation du/de capital appellent à un système monétaire/d'argent, parce que cela rend possible le transfert de valeurs de leur composition inventive à de nouveaux moyens de production et de nouvelles valeurs. L'économie monétaire/de l'argent apparaît comme un phénomène d'accompagnement de la formation de capital. Deuxièmement, le fait important d'économie de peuple devient évident que seul le surplus/l'excédent du travail à la nature rend possible un éloignement de la culture directe du sol, ce qui est le cas dans l'activité industrielle ou spirituelle (inventive, doctorale). Cela signifie que tout l'industrialisme travaille avec une attitude passive/un passivum vis-à-vis de la production de sol, que le sous-bilan de la production industrielle est couvert par le surplus/l'excédent de la production de sol.*

L'aperçu suivant correspondant à un bilan revêt une importance didactique au stade 1 ; car l'introduction d'un système monétaire/d'argent gagne en premier une réalité quand sera dégagé économiquement en sus de la production primaire au sol, c'est-à-dire que le travail s'émancipe de la base de nature, ce qui est synonyme de l'apparition de capital.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
STADE 1 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée a	CREDIT (de la banque à billets/centrale) a
STADE 2 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée a	CREDIT (de la banque à billets/centrale) a
FORMATION DE CAPITAL: CAISSE (= épargne de travail) b	
STADE 3 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée a-b	CREDIT (de la banque à billets/centrale) a
DEBITEUR (voir sous-bilan) b	
SOUS-BILAN de la production industrielle & des services	
Moyens de production industriels & entreprises de services b	CREDIT du côté de la production du sol b



— L'industrie recevra en permanence des bénéfices/rendements de la transformation directe des bases naturelles/de nature. L'industrie peut certes livrer des *biens* de capital/d'équipement à la culture du sol, mais elle ne peut pas s'approvisionner elle-même en capital (émancipation du travail de la base naturelle), sinon elle serait comme un Munchhausen qui se soulève par sa propre touffe de cheveux. Parce qu'aujourd'hui le capital sous forme de moyens de production, peut être acheté et vendu, donc négocié, sera caché qu'à l'industrie est constamment crédité l'excédent de la production des sols (sans que ce crédit soit immédiatement soumis à un intérêt évident³). L'incompréhension pour ce fait provient également de du jugement critique de la multiplication actuelle de la monnaie dans le chapitre « La création de monnaie/d'argent », qui conduit de manière grotesque à l'opinion inverse, actuellement courante, que l'industrie entretiendrait l'agriculture. Aussi loin que l'industrie de son côté ne peut plus absorber le capital mis à sa disposition par la production des sols, il devrait être utilisé/consommé comme *donation* dans le secteur de l'éducation et de la culture. Aujourd'hui, le capital excédentaire coule dans le foncier sous forme d'hypothèques, dont le prix tend par cela à augmenter constamment. Par l'augmentation des loyers pour fonds et sols le niveau général augmente ensuite le niveau général des prix en conséquence. De cette manière, cela peut en venir à ce que même des pays hautement industrialisés, avec des excédents de capitaux élevés, ne pourraient plus prétendre en termes de prix vis-à-vis des pays sous-développés.

Les pays dits sous-développés dorment un exemple de comment la production des sols ne vient pas en situation de financer une industrie aujourd'hui. Dans l'idée de construire de propres industries au détriment/aux coûts de l'agriculture, les prix agricoles sont maintenus bas étatiquelement. Cette politique de prix a cependant pour conséquence qu'il n'existe finalement ni une industrie propre financièrement indépendante de l'étranger ni une agriculture saine. Car, les prix agricoles compressés ne permettent pas de générer un excédent à partir duquel l'industrie pourrait être financée. Au contraire, il y a le danger que l'agriculteur produise seulement encore pour le besoin propre et que simplement les latifundia qui exportent et profitent des prix du marché mondial restent comme entreprises amenant des gains.

Les produits industriels, en tant que productions dépendant de la volonté humaine, peuvent être multipliés à volonté, tant en quantité qu'en qualité. Le

3. voir aussi là-dessus page 48 „Ce qui existe aujourd'hui comme problème de taux d'intérêt...“.



prix des produits industriels particulier aura donc tendance à diminuer/sombrier en fonction du degré de rationalité de la production/fabrication. L'agriculture aussi rationalise et produit par cela moins cher. Cela se passe aujourd'hui à grande échelle, avant tout dans les pays industrialisés, et en principe, il n'y a rien à objecter à cela. L'agriculture est cependant conditionnée par le système sur le meilleur chemin de se placer faussement dans la vie de l'économie et de se ruiner (*aussi loin qu'elle sera orientée vers la ruine conformément aux explications sur l'actuelle multiplication de l'argent à la page 78/79*) : Lorsqu'il s'agit d'acquérir de l'argent, il règne dans l'industrie une complète indifférence non seulement vis-à-vis de la manière de travail, mais également vis-à-vis du produit du travail, vis-à-vis de ce qui sera travaillé. *L'agriculture n'a la permission ni ne peut reprendre cette façon de la manière de penser industrielle. Car l'agriculture n'a pas comme l'industrie, la possibilité de se tourner vers des produits toujours nouveaux, d'élargir la gamme de ses produits à volonté, bref d'être indifférente à ce qu'elle produit.* Sous les conditions actuelles /rapports actuels, elle est cependant contrainte de stabiliser son revenu par la quantité de biens produits, pour des raisons de rentabilité et en concurrence avec l'industrie. C'est pourquoi sa production s'oriente à des biens qui peuvent être produits de la manière la plus rationnelle en termes quantitatifs. Par cela, l'agriculture entre de plus en plus dans la surproduction, ce qui conduit à un faux rapport des prix entre les produits agricoles et industriels. Cela signifie qu'aujourd'hui, l'agriculture fait cadeau en permanence de valeurs à l'industrie et que le travailleur agricole obtient un revenu inférieur à celui du travailleur industriel. La demande/l'exigence de revenus paritaires est satisfaite après coup par l'État en retirant ce « don/cadeau » de l'agriculture à l'industrie par le biais d'impôts afin de le restituer/le donner en retour à l'agriculture pour sa préservation sous forme de subventions. Les impôts sont aussi des cadeaux/dons, mais seulement de façon contrainte. Aussi loin que l'État garantit les prix, il pousse l'agriculture à des augmentations de production supplémentaires. C'est donc un cercle vicieux ! De telles subventions ont l'inconvénient de se référer en règle générale aux produits les plus rationnellement obtenus, mais dont il y a déjà trop, par exemple les céréales, le lait, la viande. Ces derniers temps, le fisc emprunte le chemin de payer à l'agriculture une rente dépourvue de prestation plutôt que des subventions de produits à titre de compensation des revenus.

C'est là que le problème du bilan entre l'industrie et l'agriculture, qui est extrêmement significatif aujourd'hui, mais aussi difficile, devient clair. Ce n'est que si ce qui, selon nos thèses, ne peut pas être réellement des marchandises, notamment le sol, la force humaine de travail tout comme l'argent, cesse



d'être des marchandises et donc facteur de coûts pour la formation de prix, conformément à nos explications sur la base de la formation de valeur et le revenu initial/originel entre les prix agricoles et industriels, qu'un rapport se forme dans lequel les dépenses nécessaires pour la production d'un produit industriel correspondent au surplus agricole nécessaire ou aux économies de travail réalisées/visées là.

À comment le bilan entre l'industrie et les prestations de services, d'un côté, tout comme la production des sols, de l'autre côté, se laisse déterminer *numériquement dans la pratique* sera répondu dans le chapitre sur le principe associatif après le traitement de la création monétaire/d'argent.



IV. Partage/division du travail et capital

Disposition sur le/du capital

La nouvelle/récente vie de l'économie fondée sur la division du travail se compose de trois éléments : ce que la nature abandonne, ce que le travail humain crée et ce qui est fourni par le capital (comme moyen de production et capital entrepreneurial). Au lieu d'envisager que le processus moderne de production, par sa perfection technique, exige l'initiative et la faculté de l'individu – à cause de cela exige aussi la possibilité que l'individu, l'habileté, dispose de capital et puisse réaliser/conduire le processus de production à partir de son initiative - des efforts sont faits en de nombreux endroits pour remplacer l'initiative de l'individu par une communauté abstraite/un commun abstrait.

Le capital apparaît comme un phénomène d'accompagnement de la division du travail. Par elle, les processus de travail qu'on a d'abord exécuté immédiatement à la nature sont organisés grâce à des facultés spirituelles et des connaissances. Le capitalisme se développant maintenant montre que l'organiser prend toujours moins en considération la spécificité/particularité de la substance naturelle ou de la sorte de travail. Extérieurement, la valeur résultant du travail organisé par l'esprit trouve son expression dans l'argent. Ainsi, l'économie monétaire/de l'argent apparaît comme un phénomène d'accompagnement du capitalisme, et avec cela son indépendance du capital est atteinte. L'esprit inventif de l'humain, qui doit être éveillé, peut travailler avec ce capital, qui est devenu libre par le travail épargné. Maintenant, l'économie monétaire/de l'argent se mélange facilement avec le capitalisme comme cela devrait être compris à partir des explications suivantes. Cela tient à ce que les points de vue du capitalisme *monétaire* sont tirés sur toutes les conditions sociales/rapports sociaux, c'est-à-dire que pour celui qui n'est intéressé que par l'acquisition ou la gestion d'une certaine somme d'argent, est entièrement indifférent si cette somme d'argent se tient pour fonds et sols, des moyens de production ou des biens de consommation. Il s'agit seulement que l'on reçoive une certaine

somme d'argent pour quelque chose, respectivement que, si on l'a, elle finisse par se multiplier, porte intérêt, peu importe par quoi.

Le capitalisme, tel qu'il est fondé *ici*, devrait rendre possible que celui qui en est capable dispose de capital en forme de moyens de production ou d'argent, mais tout de suite à cause de cela peut développer une relation à la production. Il ne devrait rester lié aux moyens de production que tant qu'il peut utiliser ses facultés au service de la production. Dans la mesure où la faculté est quelque chose d'individuel, une seule personne ou un seul groupe de personnes peut être chargé de l'activité entrepreneuriale. L'activité entrepreneuriale est nécessairement liée à la libre disposition sur du capital, indépendamment qui en est propriétaire d'après des concepts formels juridiques. Il s'agit de qui possède en fait sur le capital, et dans une économie « socialiste », ce sera fatalement le bigwig/le bonze de parti. Seulement, si l'État entre dans la gestion/l'administration des moyens de production, existe le danger que la production soit régulée d'après le besoin disponible, de sorte qu'à la production ne sera donnée aucune initiative et le besoin amené à la stagnation. Par exemple, quelqu'un devrait découvrir à quel point la demande d'avions à réaction était forte en 1920 ! La demande est générée/produite et transformée par le processus culturel !

L'exigence justifiée que la production ne soit pas destinée à la maximisation du capital monétaire, mais à la consommation du grand public/collectivité ne doit pas conduire à la conclusion que les moyens de production doivent être convertis en propriété commune. Il est beaucoup plus exact que ce qui a été produit par l'efficacité individuelle doit plutôt être fourni au grand public par l'intermédiaire d'institutions appropriées. De cette manière, on arrivera au concept de *propriété temporaire limitée et tournante comme nouvelle forme de propriété*¹, ce qui signifie que les moyens de production ne sont liés à une personne ou à un groupe de personnes qu'aussi longtemps que les capacités de ces personnes le justifient. Au lieu de la possession anonyme d'actions, la possession directe des moyens de production est recherchée sur la base de la capacité et de l'efficacité.

Qu'en est-il maintenant de la propriété aux fonds et sols, dont une partie est utilisée à des fins agricoles, une autre à des fins commerciales et une autre à des fins résidentielles ? Le sol en tant que tel, parce qu'il n'est produit

1. Cette forme de propriété a déjà été mise en œuvre en fidéicomis, mais uniquement en ce qui concerne les terres.



par le travail ni corporel ni spirituel, ne représente pas une marchandise à vendre/vendable. Les bâtiments utilisés à des fins agricoles, les machines et les animaux, ainsi que les équipements et les machines pour la production industrielle et les services, une fois construits et mis en service, font partie intégrante du moyen de production avec le sol sur lequel ils se trouvent, et ne sont donc plus des biens d'utilisation négociables. Le transfert de moyens de production (y compris fonds et sols) est un acte purement juridique et non un acte économique. Dans le processus de circulation économique des marchandises que l'on peut acheter, fonds et sols ne le seront absolument pas et les moyens de production produits le seront seulement aussi longtemps qu'ils seront produits jusqu'à ce qu'ils soient prêts et passent à leur destination. Le problème de leur financement sera traité dans ce qui suit en pendant avec la création de monnaie/d'argent.

La manière dont quelqu'un entre en possession de terres non utilisées à des fins commerciales dans les nouvelles conditions légales et monétaires est traitée dans le dernier chapitre en relation avec le membrement de l'État. De la continuité devra régner dans la nomination de personnes compétentes en tant que chefs d'entreprise, c'est-à-dire que les entrepreneurs devront nommer eux-mêmes leurs successeurs d'après la possibilité. Cela peut aussi leurs descendants sous circonstances ; en agriculture, ils le seront même toujours, parce que là les compétences et les connaissances sont pendant à l'être-lié-au-sol.

Étant donné que la gestion repose sur l'ingéniosité, la compétence et l'efficacité individuelles, la nomination d'un ou de plusieurs gestionnaires ne sera pas fondée sur le principe démocratique d'une élection par le personnel. La gestion comporte *trois* aspects :

- La faculté et l'initiative de fabriquer un produit sont la manifestation du système d'éducation ;
- les conditions de travail de l'entreprise sont prescrites par le droit ;
- les facteurs économiques réels forment l'écoulement/le chiffre d'affaires et le calcul de prix de la direction d'entreprise.

Au cas où les entrepreneurs n'auront pas nommé leurs successeurs, l'association concernée ² sera responsable de la nomination par l'entremise du secteur culturel et éducatif. Un congédiement se tiendrait ouvert pour la même instance par les chemins de droit. La rémunération/le dédommagement pour les prestations

2. voir chapitre VII : "Le principe d'association" p. 51.



entrepreneuriales se tiendra en relation à l'augmentation ou à la diminution du capital.



V. Capital - Travail - Revenu

L'ordre social de l'ancien droit féodal reposait sur la prise en possession du sol. En lui, les prestations (résultats du travail) étaient distribuées parmi les humains par des dons/donations forcées aux possesseurs du sol selon leurs privilèges. Tout était poussé dans la sphère de droit. Le marché moderne s'est introduit à la place du droit féodal. Régulé par l'offre et la demande, cette économie de marché impose à tout le caractère de marchandise, et avec cela apparaissent de capital, qui va de main en main, de société en société, la force humaine de travail, qui se tient dans le rapport de salaire, et dans la même mesure les prestations du travail comme marchandises. *Avec capital et salaire comme marchandise, toute formation de prix est fondée sur la lutte de concurrence et le ratio/rapport de rentabilité entre les deux.* À la place des anciens privilèges s'est introduit le pouvoir économique et à la place des classes, l'antagonisme entre capital et salaire. Ce qui signifiait autrefois le servage est aujourd'hui atteint par l'endettement et la dépendance salariale.

Aussi longtemps que le capital sous forme de moyens de production (ce à quoi est aussi à compter le sol) peut être marchandise et propriétés privées au même sens que des biens de consommation, et que le travail sera acheté comme une marchandise, l'impulsion économique consiste à se procurer un revenu le plus haut possible grâce à la quantité de biens produits. Aussi bien le capital qu'aussi le travail s'efforceront d'acquérir autant qu'ils peuvent presser hors de l'ordre sociétal. Parvenir à une rémunération/un appointement correct sera tenté par une monopolisation du travail, ce par quoi celui-ci, devenu une marchandise et payé comme une marchandise, doit évidemment toujours s'efforcer d'obtenir un salaire meilleur. Mais pour la formation de prix, l'augmentation du prix/le renchérissement de la marchandise travail a tendanciellement la même fonction inflationniste que la pure augmentation/multiplication des moyens de circulation de la monnaie/l'argent. Le capital comme marchandise a dans son cortège le travail comme marchandise, tout comme le pôle négatif du magnétisme a le pôle positif. Si, par conséquent, un nouveau concept de capital n'éradique pas en même temps l'ancien concept de salaire, le travail reste dans

la vie économique comme une marchandise de la manière traditionnelle et doit continuer à être payé à partir du capital. C'est pourquoi la vie sociale est placée dans la compétition/lutte de concurrence entre le salaire et le capital et est terriblement tyrannisée. Des côtés du capital, existe alors un intérêt à un certain chômage permanent, de sorte qu'une pression constante pèse tendanciellement sur le côté des dépenses du compte de résultat/rendement. Inversement, du côté du travail, règne un intérêt à une pénurie/raréfaction de l'augmentation de salaire. Quand quelqu'un fabrique un produit aujourd'hui, il demande : combien coûte le travail nécessaire à la production ? Si le travail circule comme une marchandise dans le processus économique, le prix du travail dépend du prix des produits lorsque la situation de conjoncture est mauvaise ; lorsque la situation de conjoncture est bonne, le prix des produits dépend du prix du travail. Par conséquent, les prix des produits conditionnés par le besoin ne peuvent être amenés *de manière libre* en consensus avec les revenus.

Si on se représente le revenu du travail immédiatement couplé à la recette de la prestation et dépendant d'elle, on arrive en dehors de cela à l'impasse conceptuelle suivante :

La formation en technique et en organisation dans nos universités, en conséquence de son application pratique, conduit à ce que toujours plus d'humains soient libérés du processus de travail ou, comme on le dit aussi aujourd'hui, dégagés par rationalisation. Cette évolution sera donc au fond recherchée, car elle signifie plus de temps libre pour l'individu, et agir contre elle irait à abolir l'esprit humain et nos universités. Mais si les machines produisaient tout et qu'avec cela était atteinte une situation supposée idéale pour les êtres humains, selon la façon actuelle de voir, les humains mourraient de faim, car, exclus de la production de biens, ils ne viendraient à aucun encaissement. Que ce ne leur soit pas ainsi repose en ce que l'État « social » moderne détourne au moins une partie de l'épargne de travail (qui peut être exprimée en argent) qui a été générée par la rationalisation et venant au profit du « capital », afin de la redistribuer sous forme de soutien aux chômeurs, ce par quoi apparaît du revenu.

Comment l'économie actuelle tente-t-elle de faire face au danger supposé de perte de revenus et de chômage ? Par stimulation de la consommation, du travail devrait être promu pour créer la possibilité de parvenir à des revenus. C'est-à-dire qu'il doit être consommé – nécessaire ou non – afin de créer du travail – nécessaire ou non – qui mène à un revenu. Et des revenus doivent



être créés afin que soit consommé. Avec cela nous sommes entrés dans une « économie de gaspillage » dans laquelle la bonne qualité du produire disparaît et la nature (l'écologie) tout comme la force humaine le travail sont inutilement épuisées. L'être humain devient une machine de consommation et de travail.

Si l'humain d'aujourd'hui ne parvient pas à se représenter la valeur d'économie de peuple d'une prestation *séparée* du travail, il continuera à être condamné au travail *inutile* et à la surproduction. C'est tout de suite ce dont il s'agira à l'avenir, entre autres, d'envisager que l'argent équivalent aux prestations gagnées « automatiquement » à partir des facultés spirituelles, c'est-à-dire par épargne/économie de travail corporel, doit circuler, comme donation ¹. Cela se pratique déjà aujourd'hui avec le soutien aux chômeurs, mais sous la forme d'un paiement de rente *dépourvue de prestations*, dans le seul souci de créer une demande pour la machinerie économique. Car le producteur a donc besoin d'un consommateur qui dispose d'un pouvoir d'achat.

Le travail inutile existe caché dans des programmes de création d'emplois pour procurer des revenus, mais aussi, sous circonstances, dans des exportations superflues, dont les recettes sont irrémédiablement autofinancées par une fausse structure internationale des prix ou par le partenaire commercial quand il facture dans cette devise, qui sera « acquittée » – c'est-à-dire dévalué – au moyen de l'inflation dans le pays/à l'intérieur et dévaluation de la devise vis-à-vis de l'extérieur/des pays étrangers. La publicité/réclame, aussi loin qu'elle n'indique pas purement sur la disponibilité de produits, peut valoir comme un exemple de l'aspect malsain de la vie économique actuelle, à savoir la création de besoins par un processus proprement économique, au lieu de les laisser s'exprimer uniquement à partir du développement de l'humanité, du processus culturel. En termes d'économie de peuple, le travail *pour lui-même* ne vient pas du tout en considération ; car il ne représente aucune valeur en tant que telle. Le résultat du travail sera rémunéré, et seul cela est saisissable selon l'économie de peuple. Le travail est *une question de droit* selon sa sorte et son temps. Au processus économique revient la régulation de l'évaluation mutuelle/réciproque des marchandises, combien l'un doit recevoir des prestations de l'autre pour ses prestations. La question après la restitution de la force de travail, après le dédommagement de ce qui est consommé à l'organisme humain par le travail, en est dans tous les cas une physiologique, à savoir la question de l'équivalent en chaleur, mais pas une question d'économie de peuple.

1. voir page 46 : “C'est du capital-argent placé libre...”.



À la place de l'ancien concept de salaire doit venir la vue qu'il peut s'agir selon l'économie de peuple seulement de la répartition du résultat du travail. En réalité, un débat/une discussion a déjà lieu aujourd'hui sur la répartition de la recette – mais cachée ; car aussi paradoxal que cela se comporte, *il n'y a en fait pas de salaire comme paiement du travail, seulement la répartition de la recette/du produit du résultat du travail.*

Tout comme les marchandises dans la circulation ou bien, exprimé autrement, sur le marché s'évaluent/se valorisent réciproquement et obtiennent leurs prix (côté économique), les humains estiment leurs appointements/émoluments entre eux (côté juridique).

Comme ligne directrice/d'orientation économique pour le revenu nominal revenant à chaque individu, vaut le quotient de la division du revenu originel par le nombre de la population. Selon nos explications à la page 23, ce revenu originel correspond en valeur à la production originelle tout comme en nombre à la création monétaire décrite dans le chapitre suivant.

Si on prend en compte ce qui s'ajoute à la production originelle (le résultat du travail corporel) à partir du travail spirituel, on peut décrire, en mesure de la valeur, le revenu/ce qui revient à l'individu comme un quotient obtenu de la division de la rente foncière² par le nombre de la population.

La mesure de chaque formation de prix est la production originelle³, la mesure du revenu est le revenu primaire/originel. En termes/mesure de valeur, la production primaire et le revenu primaire correspondent l'un à l'autre. Tout de suite parce qu'ils le font et parce que la mesure pour les prix des prestations et pour les revenus est donnée dans les deux grandeurs initiales/de début, les prix des prestations, libres et non chargés des coûts dits du travail, peuvent et devraient fluctuer les uns par rapport aux autres d'après les besoins. Les besoins détermineront si une marchandise, pour la production de laquelle beaucoup de travail est à utiliser, est bon marché ou, au cas où peu de travail est nécessaire, plus chère sous circonstances⁴. Naturellement, on peut dire que les dépenses se tenant face aux recettes de marchandise se décomposent toujours dans des revenus et, à cet égard/aussi loin, les revenus sont toujours conforme aux prix obtenus/visés. Mais ce dont il s'agit et ce en quoi repose

2. signifie ici le rendement de la terre, compte tenu de la productivité et non du prix de l'utilisation des terres.

3. voir aussi page 43 : “Une valeur mesurable d'économie de peuple...”

4. voir page 53 : “Le prix d'un bien est déterminé par le nombre...”



le problème, c'est que toutes les prestations fournies/effectuées, y compris les prestations spirituelles, correspondent et satisfont autant que possible à tous les besoins qui se manifestent par la génération/formation de revenus et la fixation/le façonnement des prix conformément aux lignes d'orientation décrites dans le chapitre sur le principe d'association ⁵. Dans le chapitre sur le principe d'association sera décrit comment les prix des prestations réalisées doivent être amenés en corrélation avec les revenus particuliers.

La comparaison entre la détermination juridique et économique du revenu devrait rendre clair qu'un principe égalitaire/niveleur ne vaut pas dès le départ. La rétribution uniforme selon les lignes d'orientation sur le revenu vaudrait seulement/uniquement pour ou lors de travail purement corporel. Toutefois, parce que chaque emploi/poste exige une prestation spirituelle spécifique, se donnent des déviations de la grandeur d'orientation nominale, aussi bien vers en haut que vers en bas. Cependant, les revenus inférieurs à ce niveau participent à l'augmentation du pouvoir d'achat en raison de l'effet de rationalisation, de sorte qu'en termes de pouvoir d'achat, ils dépassent largement le potentiel minimum de la grandeur d'orientation caractérisée à la page 21/23. L'entrepreneuriat est ancré dans la vie spirituelle ou culturelle ⁶. Afin de lui garantir l'espace de liberté nécessaire, cela exige une rétribution/des honoraires en plus.

5. voir page 26 : "Cette exigence subjective...".

6. voir chapitre VIII : "Le membrement de l'État..." p. 58



VI. La création d'argent

Image du présent

L'une des questions les plus importantes sur le chemin d'un assainissement économique est celle après la création de monnaie/d'argent, que l'on se crée de la clarté sur ce que devraient être les critères d'émission de monnaie/d'argent (billets de banque et argent de compte). Aujourd'hui, pour les banques centrales (= banques à billets), il s'agit essentiellement des critères suivants : or, devises, crédits (crédits lombards, lettres de change) et titres.

Actif	Passif
or	Billets de banque
devises	Soldes créditeurs
Titres	
Prêts	
Change	

Depuis l'abolition de l'étalon-or (standard or des devises) en 1971, l'or et les devises ne jouent plus aucun rôle en théorie. En principe, il n'y a plus, au sein d'une zone monétaire, d'influences extérieures qui influencent la masse monétaire, c'est-à-dire que chaque banque centrale a le contrôle exclusif de la masse monétaire. Toutefois, pour des raisons de politique commerciale et monétaire, presque toutes les banques centrales interviennent sur le marché des changes, de sorte que des devises influencent quand même encore la masse monétaire.

Maintenant, les banques centrales – du moins celles des états industrialisés les plus importants – s'efforcent d'orienter la masse monétaire en fonction de l'évolution du produit social brut, ce qui est possible d'après des points de vue statistiques. Un pendant interne contraignant entre la consommation respectivement la production, d'un côté, et la masse monétaire, de l'autre côté, n'est pas définie. Mais en même temps, les banques centrales essaient de mener la politique économique par le biais de la masse monétaire, c'est-

à-dire de surmonter un marasme économique par une expansion de la masse monétaire ou de ralentir une surconjoncture ayant des effets inflationnistes par une contraction la masse monétaire. L'expansion de l'argent pour vivifier la conjoncture survient pour des raisons de politique de l'emploi ; « l'économie de gaspillage » trouve, comme déjà décrite dans *le paragraphe* « *Capital – Travail – Revenu* », « l'économie d'usure » sa justification dans la génération de revenus.

Image prospective

Jusqu'à présent, nos remarques sur la formation de capital et de prix ont montré que dans une économie capitaliste basée sur la division du travail, la monnaie devrait avoir la fonction d'un moyen d'échange pour les prestations de toutes sortes et, pour ainsi dire, posséder le caractère d'une comptabilité des prestations économiques tout comme des revenus. *Pour que, dans le système monétaire, se reflète la formation des prix à partir de la production primaire conformément à notre formule de prix, la création de monnaie a à partir de la formation de la valeur, qui est donnée par le rapport entre la population de la zone monétaire/de devise concernée et la superficie des terres utilisables respectivement nécessaires.* Cette création de valeur correspond à la production initiale que nous avons décrite dans le chapitre sur la base de la création de valeur, qui est identique à l'« investissement de travail activé à fonds et sols » décrit dans la *vue d'ensemble du bilan à la page 30* sous le stade 1. Exprimée en chiffres, cette valeur à déterminer correspond au revenu originel ¹ et il a à former la « base monétaire », la base de la masse monétaire des billets et des comptes.

C'est le facteur décisif dans la création d'une telle monnaie/d'un tel argent : *en assimilant la masse monétaire (base monétaire) à la production initiale, celle-ci est transférée de l'abstrait au concret évaluable et la monnaie/l'argent à la comptabilisation des prestations et des revenus.* Cette comptabilité saisit en chiffres le crédit permanent de l'agriculture aux secteurs économiques restants, dont le montant est variable, conformément au transfert du poste « Débitaire » du côté de l'actif au poste « Crédit pour moyens industriels de production et entreprise de prestation de services » au côté passif sous le *stade 3 dans le « Bilan » à la page 29* et le rend transparent.

1. voir page 23 tout comme IX : "Illustrations et tableaux" figure 1 p.67.



Une valeur *mesurable* d'économie de peuple peut seulement se donner là où le travail se lie immédiatement avec la nature. Même si aujourd'hui *le travail corporel*, même immédiatement à la nature, donc là où il a son origine, à savoir dans la production des sols, n'apparaît plus aussi clairement tout de suite à *cause de la mécanisation*, il constitue le point de départ d'une *évaluation/mesure positive de la valeur* tant qu'il ne sera pas délogé/débarrassé comme rationalisé sans reste.

Aussi loin que le travail s'émancipe du lien immédiat avec la base naturelle, c'est-à-dire que le travail corporel passe au *travail spirituel*, la valeur qui en résulte peut seulement être saisie comme *une valeur négative*, à savoir combien de travail corporel a été *économisé/épargné* pour sa production. Le travail spirituel *au sens d'économie de peuple* élimine le travail corporel ; néanmoins il conduit en principe à une augmentation des prestations mesurées positivement, seulement que sa valeur, exprimée numériquement en argent, se réduit de plus en plus à une valeur inférieure/moindre.

Vu de la production des sols, en rapport à la mise à disposition de capital jusqu'à la prise en exploitation de moyens de production, la mise à disposition pour l'établissement d'une nouvelle entreprise ou le financement du secteur éducatif et culturel, respectivement de purs consommateurs, est la même chose.

La mise à disposition en faveur de l'établissement d'un moyen de production artificiel auquel du travail corporel est fourni, peut être maintenue par ce dernier, en ce que le travail corporel au moyen artificiel de production est à nouveau « intelligemment organisé ». Si du travail se lie avec des moyens de production pour la production de prestations à partir de la nature (biens), ce sont des prestations à mesure positive de valeur ; si du travail se lie avec des moyens de production pour la production de prestations à partir de la culture (l'écrivain au crayon, le pianiste au piano), ce sont des prestations à mesure négative de la valeur. Toujours ce dont l'humain a besoin vient du sol – jusqu'au crayon de l'écrivain, avec lequel cet actif spirituel fait un dernier reste de travail corporel avec cela comme moyen de production. L'argent représente des prétentions à des prestations de mesure positive de la valeur – car tout travail se lie avec ce qui vient du sol ; l'humain vit immédiatement de ces résultats de travail et seulement dans le futur des résultats de prestations de mesure négative de la valeur. Actuellement, par exemple, les cours de mathématiques, de physique et de chimie donnés aux jeunes ne peuvent être inclus qu'à l'avenir dans des prestations de mesure positive de la valeur. Étant donné que chaque actif dans l'évaluation/la mesure positive de la valeur porte



avec lui un nombre de purs consommateurs, respectivement d'actifs dans l'évaluation/mesure négative de la valeur, une élasticité dans la distribution de revenus est possible.

Au sens étroit, la devise est basée sur le moyen de production foncier, au sens large sur la somme des moyens de production *sur lesquels du travail corporel est fourni*. Car les moyens de production artificiels, une fois créés, sont, comme le sol, à considérer en relation avec le travail ; ils deviennent une « extension » du sol.

La valeur d'un tel argent (ou son pouvoir d'achat) augmente dans la mesure où, dans le processus économique, la part du travail spirituel (rationalisation) au sens d'économie de peuple grandit/croît par rapport au travail corporel. Le processus d'économie de peuple commence par la production des sols. La masse monétaire changera en fonction du nombre de la population. Chaque être humain sera maintenu à partir de la production des sols et saisi comptablement par la création d'argent (cela non dans le sens d'un état policier, mais pour la séparation libératrice du lien direct fatal entre travail et revenu). L'argent sera à cause de cela limité dans le temps afin de lui garantir sa fonction de moyen de comptabilité et d'échange ; une thésaurisation sera empêchée.

L'administration de la monnaie ou de la devise sera assurée par une banque centrale qui, avec ses succursales, sera la seule banque de la zone de devise et organe d'intégration/intégratif des fonctions d'associations qui sont à décrire dans le chapitre suivant. Elle créditera le montant créé d'argent sur les comptes privés des résidents de sa zone monétaire. Les entreprises de production (firmes, entreprises individuelles) tiennent des comptes de recettes et de dépenses au cours du cycle annuel, le compte de recettes devenant le compte de dépenses de l'année suivante. De cette façon, dans la forme la plus simple, la durée de l'argent en tant que compte de droits de prestations mutuelles est limitée à un an, au même rythme que le rythme de l'agriculture et de la comptabilité des entreprises, et la plus grande transparence possible du système est créée ².

Le capital monétaire, qui est nécessaire comme semence pour la poursuite des opérations économiques, est intégré dans la formation des prix. En outre, des capitaux sont nécessaires pour les nouvelles entreprises respectivement les nouveaux investissements. Il est libéré par la rationalisation ; il peut aussi être

2. La deuxième partie de ce livre, intitulée "L'avenir de la monnaie", contient des explications plus détaillées sur le nouveau système monétaire qui vont au-delà des principes de base.



augmenté par un déplacement de la demande. Nous donnons à ce capital la désignation d'« argent d'emprunt/de prêt » ; cependant, il est clair d'après ce qui suit qu'il est soumis à une considération plus différenciée qu'aujourd'hui.

Le capital-argent placé libre est également ce qui permet de financer le secteur de l'éducation et de la culture. En raison de la nature de son transfert et de sa circulation, ce capital à fournir à l'ensemble des purs consommateurs a déjà été appelé « argent de donation » ailleurs dans la littérature. Le terme « argent de donation » est utilisé pour décrire le profit/gain de rationalisation circulant dans la zone monétaire, qui d'un côté est obligatoirement écrémé par des moyens fiscaux et de l'autre côté est transféré de gré à gré/par libre convention conditionnée par les besoins à la vie culturelle, au système d'éducation et de soins de santé, c'est-à-dire dans sa totalité pour des services de mesure de valeur négative.

Nous avons vu que toute émancipation du travail de sa base naturelle, donc la formation du capital, équivaut à une exemption pour laquelle naturellement un besoin existe fondamentalement. Mais il en ressort aussi clairement que la contre-prestation pour l'exonération transfère le processus économique vers l'avenir. Cela signifie *que le processus économique antérieur qui rend possible un futur est déjà amorti*, que l'argent de l'emprunt qui met en œuvre la considération future n'a plus la permission d'être remboursé comme une dette sur les prix ; il doit être considéré comme de l'argent de cadeau, car sinon la formation de prix est/sera faussée. L'accumulation du capital nécessaire pour rembourser la dette équivaudrait à une rente non voulue, à une rente au mauvais bénéficiaire. Le financement d'infrastructures, d'installations de production et d'entreprises de prestations de services n'est pas, à cause de leurs conséquences sur la formation de prix, à assimiler à des prêts à la consommation à court terme qui doivent être remboursés. Rendons-nous-le encore une fois clair : que des argents de prêts ne sont pas à rembourser par une fixation du passé économique, mais ils seront dédommagés par ce qu'ils mettent en œuvre pour l'avenir.

Nous avons expliqué comment la production des sols permet l'exemption pour des activités en dehors d'elle-même dans la mesure où le travail corporel est épargné. Représentons-nous que la production du sol libère/exempte des humains pour la création d'une usine de production industrielle. Pensons maintenant au processus non pas en termes monétaires, mais comme un échange de prestations. Tout d'abord, les actifs industriels sont entretenus, on pourrait même dire leur est avancé, jusqu'à l'achèvement et la prise en



exploitation du moyen de production. Après la prise en exploitation de la production, l'échange de prestations commence. L'excédent de production des sols prévu pour l'exemption peut toujours seulement être payé par des prestations produites en dehors de la production des sols. L'excédent lui-même doit toujours être consommé en dehors de la production des sols. Cette dernière ne peut donc pas le consommer elle-même ; pour elle, ce serait une surproduction.

Si l'on pense le processus en argent, on capitalise les prestations de la production des sols fournies/apportées le temps de l'avance consentie. Ce capital est l'équivalent du surplus de la production des sols et doit à cause de cela, comme ce surplus lui-même, être consommé en dehors de la production des sols. Mais puisque le sol circule aujourd'hui comme une marchandise dans l'économie, *le « capital excédentaire »*, comme déjà expliqué à la page 29, cherche, entre autres, placement dans le sol. Il se consomme alors certes par le biais de l'augmentation des prix des sols et des baux, mais avec la conséquence d'un renchérissement générale qui en résulte.

Il n'y aura pas de création de crédit, telle qu'elle est possible dans le système bancaire actuel, dans le contexte du système monétaire esquissé ici³. Et cela est essentiel au vu des raisons invoquées à la fin de ce chapitre en ce qui concerne l'agriculture.

Le capital monétaire acquiert/obtient le caractère d'une marchandise lorsque l'intérêt lui donne un prix. Selon que l'offre de capital est supérieure ou inférieure à la demande, le taux d'intérêt a tendance à diminuer ou à augmenter. Le niveau d'intérêt se répercute dans les coûts de production et donc dans la structure de prix des biens. Naturellement, il dépend aussi des prix des marchandises à obtenir si un certain taux d'intérêt peut être payé ou non en ce qui concerne la rentabilité de la production. Or, le niveau des taux d'intérêt agit exactement à l'opposé, selon qu'un prêt a été accordé à un producteur (ou à une entreprise) comme crédit personnel ou sur fond et sol (et autres moyens de production sinon) comme crédits hypothécaires ou réels : des taux d'intérêt baissiers ont pour effet de réduire les coûts de production dans le cas des prêts personnels, tandis que dans le cas des prêts hypothécaires ou réels, ils rendent le bien sous-jacent plus cher, car avec des coûts d'intérêt baissant, le rendement sur l'objet augmente pour de mêmes encaissements et à cause

3. Le total du bilan consolidé de la banque centrale ne peut pas et ne pourra pas dépasser la somme de la création de monnaie.



de cela celui-ci peut être capitalisé plus haut afin de dégager toujours encore autant de rendement.

Le caractère marchand des moyens de production, y compris les sols, sera éliminé en ce que leur circulation sera déplacée de la sphère économique à la sphère juridique⁴. Le caractère éventuellement marchand du capital monétaire sera corrigé en limitant la durée de la circulation de la monnaie/l'argent. Des intérêts peuvent être calculés sur l'argent prêté dans le sens de la perception de prestation particulière. Comme l'argent prêté est limité dans le temps, c'est-à-dire qu'il arrive à échéance, les intérêts ne deviennent pas une rente perpétuelle. En principe, les intérêts de l'administration monétaire ne serviront qu'à couvrir les coûts dans le sens d'une formation associative de prix.

Du point de vue actuel, l'intérêt est considéré comme un facteur de coût du capital monétaire au sens de la fonction d'offre et de demande. Les détracteurs du taux d'intérêt en viennent maintenant à la conclusion qu'il devrait être rendu moins cher par la perception permanente d'une redevance respectivement d'un intérêt négatif sur les billets de banque et l'argent de compte, car ils se promettent qu'une telle mesure augmente l'offre de capital monétaire. Mais que fait-on quand on pense que le taux d'intérêt peut être réduit ou même supprimé en appliquant un taux d'intérêt négatif? On crée de la demande non à partir de besoins libres, mais à partir d'un processus économique propre, par une mesure économique. Mais avec cela, on promet encore « l'économie de gaspillage » existante. Parce qu'alors le pouvoir d'achat disponible est pressé dans la production existante, qu'elle soit nécessaire ou non, bonne ou mauvaise, on inhibe l'initiative nécessaire à l'innovation économique.

Ce qui existe aujourd'hui comme un problème de taux d'intérêt est né de la façon et de la manière dont la rente foncière circule dans l'économie⁵ – la rente foncière à nouveau comprise comme le rendement du sol, compte tenu de la productivité. Aujourd'hui, le lien entre la rente foncière et le taux d'intérêt n'est plus immédiatement apparent, car la rente foncière s'est amalgamée avec les intérêts sur le capital, qui sont à leur tour influencés par la politique monétaire des banques centrales/à billets. Cet écrit cherche à montrer fondamentalement que de la rente, en tant qu'économies/épargnes de travail corporel, doit être financé l'ensemble de la vie spirituelle, y compris l'industrialisme, la vie étatique,

4. voir page 34 et chapitre VIII : „Le membrement de l'Etat“ p. 58.

5. L'intérêt à été considéré à tort de manière éronée par des critiques entre autres aussi déjà comme masse d'argent comlémentaire. Voir page 161 168 „Intérêt, argent de prêt et de donation“.



les personnes en incapacité de travail, les personnes âgées et les malades. Des propositions plus récentes dans la lutte pour un ordre de devise stable lient la masse monétaire soit à la dépense pour l'établissement de tout moyen de production, ou la rendent dépendante des variations/changements d'un indice des prix des marchandises. Qui lie la masse monétaire aux moyens de production en soi néglige que si ceux-ci deviennent moins chers avec une rationalisation croissante, la masse monétaire correspondant au gain de rationalisation est « dégonflée/débarrassée par déflation ». C'est pourquoi les représentants de la création d'argent correspondante ne trouvent plus, dans leur système, le capital excédentaire nécessaire pour financer le secteur culturel et éducatif. Nous avons déjà souligné sa nécessité, mais aussi la consommation nécessaire dans le secteur culturel et éducatif.

Ceux qui veulent lier la masse monétaire à un indice des prix se heurtent à une difficulté de sorte opposée. Comme les prix eux-mêmes sont fonction de la masse monétaire, par définition, le niveau de prix entier ne peut jamais servir d'indice, mais seulement les prix d'une sélection de produits, un panier de marchandises. Derrière la liaison de la masse monétaire à un indice des prix se cache l'idée de toujours ajuster la masse monétaire à la quantité de biens. Quand les prix baissent, la masse monétaire est en retard par rapport à la quantité de biens et devrait être augmentée. Quand les prix augmentent, la masse monétaire devrait être réduite. Une réduction de prix résultant d'une rationalisation n'est toutefois compensée dans ce système par une augmentation de la quantité d'argent que lorsque le gain de rationalisation se manifestant par la réduction de prix aura été « dégonflé/débarrassé par inflation » chez les producteurs respectifs.

Laisser la masse monétaire augmenter avec la quantité de biens serait seulement correct s'il s'agissait seulement de produits de la nature multipliés par le travail corporel. Mais au moment où il s'agit de biens industriels produits par rationalisation, c'est-à-dire en économisant du travail corporel, leurs prix doivent baisser. Sinon on gonfle le niveau de prix des biens industriels, provoque de l'inflation, qui laisse actuellement grimper les taux d'intérêt, et détruit l'agriculture, justement parce qu'on surélève le niveau industriel de prix vis-à-vis de l'agricole. Par cela la rente foncière est retirée à l'agriculture, comme est retiré le pouvoir d'achat au citoyen lorsque l'État, faute de recettes fiscales/encaissements fiscaux pour couvrir ses dépenses, crée simplement de l'argent et de le laisser s'écouler dans son système de devise. L'agriculture se retrouve alors dans la situation désespérée de vouloir créer une compensation



par la quantité de biens produits. Plus l'agriculture rationalise, c'est-à-dire plus elle libère/exempte de personnes pour fournir des prestations industrielles, qui conduisent à nouveau une augmentation/multiplication de l'argent, plus elle tombe dans les coulisses.

Voir à travers cette erreur que la masse monétaire n'a pas la permission d'augmenter avec la quantité de biens produits par le travail organisé sans déclencher l'inflation du côté des biens industriels, est difficile tant qu'on ne pénètre pas dans la saisie des deux valeurs compensatrices : à savoir la valeur I « travail appliqué à la nature » ou exprimé autrement, « travail qui modifie un produit naturel de telle sorte qu'il puisse entrer dans le processus de circulation économique », et en vis-à-vis de cela la valeur II « travail organisé par l'esprit ». À cause de ces deux formations compensatoires de valeur, il n'est pas indifférent pour la fonction de la monnaie que la masse monétaire soit orientée en fonction des prix, respectivement d'une sélection de prix, ou que les prix trouvent leur orientation à travers la masse monétaire.



VII Le principe d'association

La demande basée sur le besoin donne à un produit la tendance à dégager un gain ou une perte pour le producteur au sens d'une augmentation ou d'une diminution du revenu. Ainsi, le gain est un signe qu'un produit est demandé et peut être produit. Mais moins selon la formule de prix telle que décrite par nous à la *page 23*, les contre-valeurs monétaires/en argent des prestations générées par la division du travail tombent en déséquilibre entre gains d'un côté, et pertes correspondantes de l'autre côté, d'autant moins apparaissent des fluctuations conjoncturelles. Car à partir de notre formule de prix et de la répartition du revenu initial – deux idéaux auxquels aspirer – devient compréhensible que le gain est synonyme d'une accumulation surproportionnée de pouvoir d'achat, qui est contrebalancée par une perte correspondante sous forme d'un retrait de pouvoir d'achat ; naturellement, on n'a pas la permission de se représenter aussi à nouveau l'économie associative inélastique.

Là où aujourd'hui le pouvoir d'achat est retiré par une fausse formation de prix, une telle pénurie/un tel manque est compensée par un financement à crédit toujours plus important, afin que la vente des marchandises ne s'arrête pas pour ceux qui rassemblent sur eux trop de pouvoir d'achat. Cette sorte d'expansion du crédit a pour effet, comme déjà expliqué *dans la thèse 1 à la page 16*, que la monnaie elle-même devient un objet d'activité économique, reçoit un prix en tant que marchandise, ce qui fausse la formation des prix dans notre sens. L'appareil administratif gonflé par l'économie monétaire actuelle impose à l'économie un travail inutile, et comme personne ne peut vivre de l'argent lui-même, ceux qui sont accablés de dettes doivent aussi générer les prestations que ceux qui s'occupent de la gestion de l'argent revendent comme leurs besoins.

Dans le système monétaire de cet écrit, dans lequel la monnaie possède le caractère d'une comptabilité, le bilan entre les revenus et les recettes des prestations à mettre en relation les uns avec les autres devrait être soldés aussi équilibré que possible afin de réaliser une vente optimale des biens, respectivement la vente des toutes les prestations pour lesquels il devrait y avoir

des besoins. Le gain, au sens traditionnel du terme, en tant qu'accumulation de pouvoir d'achat sous forme de capital monétaire, est en fin de compte déterminé dans l'économie sur la base de la division du travail par ce que l'un obtient de sa prestation de l'autre comme contre-prestation. Celui qui est au clair que la société basée sur la division du travail est fondée sur l'organisation rationnelle du travail rendue possible par la capacité et l'initiative individuelles, se rendra compte que tout producteur d'un service dépend de la capacité et de l'initiative de tous les actifs pour atteindre sa contre-valeur.

En d'autres termes : *le montant que l'on reçoit pour sa prestation n'est pas déterminé par la prestation elle-même, mais par la prestation des autres travailleurs, c'est-à-dire par ce que l'on reçoit des autres en contrepartie de sa prestation ; c'est ce qui en fait le prix.* Le fait que cela ne soit pas immédiatement et facilement apparent aujourd'hui est dû au fait que la tarification/formation de prix basée sur le système monétaire et salarial actuel cache cette interdépendance de l'évaluation de la prestation. Plus la concentration du travail par la division du travail et l'économie/l'épargne du travail corporel par l'organisation intelligente de celui-ci sont grandes, plus l'accumulation de capital est importante. Plus l'accumulation de capital est importante, d'autant plus la part de valeur que les producteurs impliqués dans ce processus transmettront aux consommateurs purs via le prix en général ou sous forme de dons décrits ci-dessous, de sorte que, conformément à *l'équilibre des prix tel que décrit à la page 23*, la vente des valeurs ne tombe pas dans le stockage en raison d'une accumulation unilatérale de pouvoir d'achat ou seulement soit rendue possible que par l'endettement des clients. L'individu pourra ainsi d'autant plus satisfaire les besoins des prestations des autres, que l'accumulation de capital des autres actifs économiques sera plus importante, ce qui se répercutera à nouveau dans le prix.

Façonner la formation des prix ainsi que la valeur d'un bien corresponde à la valeur des prestations dont le producteur du bien a besoin jusqu'à la production d'un bien égal ou équivalent, n'a pas la permission de conduire à une union d'humains dans le but de vouloir réglementer et gérer/administrer le processus de production. Par une telle communauté abstraite, les besoins seraient tyrannisés et la production conduit à la stagnation. L'économie planifiée des États d'Europe de l'Est en a livré un exemple. D'abord le producteur capable et le produit doivent être là, avant que, par l'union des producteurs, le produit résultant de l'initiative des producteurs individuels soit amené à la consommation.



Par le comportement de consommation des consommateurs/utilisateurs, les besoins sont annoncés à l'économie. Pour que la production ne soit pas entraînée dans la stagnation, mais que l'économie ne soit pas non plus entraînée dans un travail inutile, il faut que les besoins puissent surgir librement avec le progrès de la culture, ce qui sera seulement possible sur la base d'une vie éducative et culturelle libre et indépendante de l'économie. Avec leurs changements, les besoins donnent à la structure des prix une direction qui alterne constamment. Le *consommateur* particulier peut seulement avoir ses propres *intérêts particuliers* à l'esprit. Sinon, il ne pourrait pas satisfaire ses besoins nécessaires. Cela n'aurait aucun sens dans le processus d'économie de peuple si, par exemple, pour quelque chose qui lui est proposé à un certain prix, il devait payer le double.

Par contre, à partir de la connaissance des pendants d'économie de peuple, un intérêt des *producteurs* de différentes branches existera à partir d'un sens commun, qui – aussi paradoxal que cela puisse sonner – est leur propre souci originel/initial de parvenir à un jugement économique global, qui se réalisera alors dans la formation de prix à laquelle aspirer.

Le prix d'un bien est déterminé par le nombre d'humains qui travaillent à sa production. C'est pourquoi des négociations seront conduites là-dessus parmi les entreprises, que, selon que le prix d'un bien tend à devenir trop cher ou trop bon marché, des humains sur la base de leur vision économique dans les branches de production correspondantes seront transférés à d'autres, ou inversement d'elles, ailleurs¹. Par cela, quand la base de la formation de la valeur et le revenu initial qui lui est assimilé servent de lignes d'orientation pour la formation de prix, la valeur que le besoin humain attache à un bien deviendra essentiellement similaire au prix de la prestation en question, qui revient au producteur d'après la formule de prix. Le nombre d'humains qui sont actifs dans l'agriculture, l'industrie et les métiers de prestations de services donnera les lignes d'orientation économiques pour déterminer combien d'argent (quotas sociaux, y compris les quotas d'argent de donation) a à fluer dans les secteurs économiques respectivement les entreprises particulières de production. Le quotient de la division de la « base monétaire » divisé par le nombre de la population donne la masse monétaire par tête. Avec cela, *il est répondu à la question soulevée à la page 31 au sujet du bilan entre l'agriculture et l'industrie.*

1. voir illustrations et tableaux figure 1 p. 72



Les revenus de ceux qui ne sont pas actifs dans l'économie tout comme les investissements en dehors de l'économie seront supportés par le travail corporel épargné par la prestation spirituelle, comme a déjà été mentionné aux pages 20 et 46. Les entreprises, telles qu'à titre d'exemple la poste et les chemins de fer, qui sont aujourd'hui souvent gérés comme des entreprises d'État, se tiennent à l'intérieur de l'économie² et sont sur un pied d'égalité avec les autres entreprises économiques en ce qui concerne leur financement. Comment le capital destiné à la consommation comme revenu circulera, dépendra de la question de savoir si le bénéficiaire est actif dans la fonction publique/le service de l'État, dans la vie éducative et culturelle ou compte aux purs consommateurs, comme les malades, les invalides, les enfants et les personnes âgées. Le capital à allouer au secteur étatique sera transféré par la perception de l'impôt, comme aujourd'hui, toutefois ce prélèvement non facultatif devrait survenir aussi rationnel que possible grâce à la transparence de l'économie associative. Par exemple, au début de l'année, les entreprises paient des impôts en pourcentage de leur compte de dépenses sur les quotas sociaux qu'elles génèrent. En prélevant l'impôt à la source de l'évaluation positive de la valeur, le « don forcé » au détriment d'argent du don serait évité. En tant que méthode de recouvrement inhérente au système économique et monétaire décrit ci-dessus, elle correspond à la pure imposition des dépenses. Les dépenses pour les biens essentiels/nécessaires à la vie sont à taxer/imposer faiblement, d'autres plus fortement. Les taxes/impôts sont à maintenir liquides : ils seront déterminés d'un côté par le nombre de personnes actives dans le secteur étatique et de l'autre côté par la hauteur des immobilisations corporelles indispensables dans le secteur étatique. En raison de la régulation associative des prix, ce n'est pas le contribuable individuel qui est concerné, mais seulement la communauté des personnes actives économiquement dans son ensemble qui peut ressentir la charge fiscale excessive. Le fait que chez les actifs dans l'économie un besoin de prestations spirituelles soit créé et que le surplus correspondant de prestations requis pour « l'exemption » des actifs spirituels est indispensable, soit généré, correspond à la nécessité de former la jeune génération comme garante de prestations économiques future, mais dépend par ailleurs de l'offre de prestations par la vie culturelle et éducative. On peut se représenter que cette dernière, qui ne devrait pas être intégré/enarticulé dans le secteur étatique, sera financée directement par les actifs dans l'économie, conformément aux

2. voir chapitre VIII : "Le membrement de l'État" p. 58 ; les trois objets de transport doivent être différenciés : informations (vie de l'esprit), humains (vie de droit), biens (économie).



directives relatives aux lignes d'orientation des revenus décrites, en ce qu'une contribution culturelle et, le cas échéant, éducative est intégrée dans le revenu des personnes travaillant dans l'économie. Outre la demande conditionnée par les besoins, *le vieillissement de l'argent* contribue au flux d'argent de donation. L'exemption n'a de sens que si la production assumée à cette fin trouve sa vente au moyen de l'argent de don.

L'argent qui n'est plus absorbé par l'industrie ou d'autres entreprises sous forme d'argent de prêts est également disponible pour le secteur de l'éducation et de la culture pour la consommation pure par le moyen de dons.

Dans la masse dans laquelle de plus en plus de travail physique est économisé/épargné, de plus en plus d'argent est à disposition pour ce secteur. Mais il est aussi pensable que le secteur culturel et éducatif placé dans l'autonomie d'administration reçoive une redevance de « droit d'auteur » ou de « licence » sur le capital correspondant à l'économie/l'épargne de travail. Ladite prévoyance retraite individuelle doit également être considérée dans ce contexte : aujourd'hui, par les moyens de l'épargne contrainte, des capitaux peuvent se rassembler dans une étendue non requise par l'économie, et être alors dévalorisé par le renchérissement général décrit à la page 30. *La pension de vieillesse est toujours financée au moyen de la « répartition », c'est-à-dire à partir de la rente courante de l'économie, il est égal qu'elle survienne par des paiements directs des actifs dans le processus économique aux retraités/pensionnés ou par des intérêts sur de l'argent d'épargne. Des créances découlant d'économies réalisées dans le passé peuvent seulement être satisfaites par des prestations de travail effectuées dans le présent.* Aujourd'hui, cependant, la différence réside dans les conséquences politiques-juridiques associées au pouvoir de disposition sur de telles accumulations de capital.

Le financement du système de santé est naturellement basé sur la « libération/l'exemption » du personnel de santé *par les personnes en bonne santé*, et plus le secteur sera qualifié, c'est-à-dire plus le nombre d'actifs « libérés/exemptés » augmente par rapport au nombre d'actifs du système de la santé, ce qui caractérise l'efficacité dans ce secteur, d'autant plus les appointements des actifs du système de la santé peuvent augmenter. L'économie associative ne crée pas, pour des raisons de politique des revenus, d'intérêt aux malades dont on pense aujourd'hui à tort dans le système de la santé, maintenir son revenu.



En principe, l'économie associative aspire à ce que les flux d'argent et de revenus de circonstances/rapports anonymes en des flux rapportés à la personne. Les revenus des pensionnés, qui travaillent dans le système d'éducation et de santé peuvent donc seulement être générés que par les actifs qui travaillent dans le domaine de « l'évaluation positive/la mesure positive de la valeur ». Ils doivent, selon des relations portant sur des personnes et des choses, trouver de la prise en compte dans les revenus des actifs sur ce dernier domaine, et avec cela dans la tarification/formation de prix. Les enseignants qui dans le système d'éducation, se mettent en corporation/partenariat avec la parenté, tout comme le corps médical (y compris le personnel de soin) dans le système de santé, qui se mettent en partenariat avec le corps des patients potentiels, feront valoir leurs besoins financiers à leurs partenaires économiques dans l'association à cette fin. Les organes de l'Association économique détermineront et évalueront la hauteur possible des capitaux disponibles pour les secteurs de l'éducation et de la santé en fonction des conditions économiques générales : l'État de droit peut alors déterminer les droits de l'individu en fonction des demandes justifiées du secteur de l'éducation et de la santé. Ce qui est décisif, c'est que le revenu de ceux qui ne sont pas actifs dans la production de biens et de marchandises ne soit pas déterminé par l'économie et dépend de la productivité régnant tout de suite, mais que, inversement, la vie de l'économie (temps de travail) dépende de ce qui résulte de la conscience de droit.

Les consommateurs, les producteurs et les distributeurs, qui sont économiquement liés entre eux par des institutions monétaires, juridiques et culturelles telles que celles décrites dans le présent document de manière à créer un équilibre/une compensation entre les prix déterminés par la demande et ceux exigés par l'offre de prestations, sont dans un rapport entre eux que l'on peut qualifier d'*association*. Le principe inhérent sera – et les économistes se chargeront de cette tâche – *d'examiner constamment le rapport entre la valeur d'une prestation, que le besoin y attache, et le prix qu'elle vise pour le producteur*.

Comment a-t-on à se représenter les associations en termes de forme ? De telle sorte que des humains, respectivement des entreprises, qui sont liées par ce qu'elles produisent corporellement et spirituellement, mais aussi par ce qu'elles consomment, se réunissent pour déterminer le prix selon les lignes directrices énoncées dans le présent écrit ; tout d'abord, ce sera le cas au niveau régional, dans une zone de devise historiquement apparue. *La tendance de base de toutes les associations* – cela découle de tout ce qui a été décrit jusqu'à présent



– sera l'association de toutes les activités non agricoles avec l'agriculture. Naturellement, au sein d'une zone monétaire, plusieurs associations peuvent se former, qui à nouveau sont reliées les unes avec les autres, comme aussi des exploitations individuelles/particulières peuvent appartenir à plusieurs associations. La taille d'une association en termes d'étendue géographique et de population est déterminée par la clarté et l'efficacité économique ; cette dernière implique que les régions essentiellement agricoles passent d'une économie purement autosuffisante à une économie fondée sur la division du travail, tandis que les régions ayant une couche de population très active intellectuellement recevront l'argent de don dont elles ont besoin.

L'économie associative, qui construit sur la libre initiative, permet d'un côté un échange non entravé et immédiat entre des entreprises et le marché de sa propre zone de devise, et de l'autre côté avec des entreprises et le marché d'autres zones de devise. Cette économie tend vers l'idéal du libre-échange/commerce, parce que dans un espace économique mondial unifié, cela constituera, précisément sur la base du principe associatif, la condition préalable pour garantir que la production ne soit pas trop chère ou trop bon marché dans les différents domaines/régions de cette économie mondiale.

Chaque association disposera de son propre organe d'observation et de régulation des prix au sein d'un comité auquel sont délégués les représentants des différents secteurs économiques – les économistes (Oekonomen) mentionnés ci-dessus. Ces comités seront à leur tour/à nouveau représentés dans/à l'administration de la devise, laquelle est de même signification que la Banque centrale. Afin que les associations puissent remplir leur tâche réelle, à savoir créer un équilibre/une compensation entre les besoins des humains et la valeur des prestations humaines, elles reprendront les fonctions des syndicats actuels (politique des revenus), des associations d'entrepreneurs (formation des prix) et du fisc (financement de la vie de l'éducation et de la formation) et les amèneront dans un contexte interne transparent. Dans les associations, les aspects économiques des trois membres de l'organisme social décrits dans le chapitre suivant trouvent leur coordination ³.

3. voir IX : Illustrations et tableaux figure 8 p.74.



VIII. Le membrement de l'État

Celui qui comprend le système monétaire agissant comme comptabilité des prestations humaines comprendra aussi que, lors de la réalisation de la formation associative des prix et des revenus ne "reste" plus du tout d'argent pour l'acquisition de sol tout aussi peu que pour les moyens de production créés/établis. Maintenant, les humains actuels, dans leur représentation complètement dominé par ce qui est passé aux institutions sociales par le droit romain, pensent que quand le sol ne peut plus être acheté, il peut seulement être en possession de l'État. Ce que nous avons déjà signalé dans le *chapitre IV sur « La disposition du capital »* signifie en pratique cette propriété d'État abstraite est à la disposition et avec cela en possession des cadre de direction travaillant dans le service de l'État. Aujourd'hui, on peut seulement se représenter que quand la terre ne peut plus être achetée, sa distribution peut seulement survenir par usurpation ou par jet de dés. Si, comme on le verra plus loin, les institutions de l'État unitaire actuel sont transférées dans un organisme tri-articulé, les humains ne trouveront aucun motif et aucun moyen de contourner de façon injuste et immorale ce qui est dans l'intérêt de leur communauté. Par la tri-articulation, le sol sera transférée dans la structure sociale de telle sorte que sa répartition pour le travail humain - c'est-à-dire combien de sol pour l'agriculture, combien pour l'industrie et le commerce, combien pour des fins résidentielles - est une affaire de droit démocratique, et le passage de l'une à l'autre une affaire du membre spirituel.

L'évolution sociétale marche vers ce que les États unitaires actuels seront divisés/articulés et d'ailleurs en un secteur culturel et éducatif, un secteur de droit et un secteur d'économie en fonction des préoccupations/souhaits de chaque humain dans la vie sociale. Au sein des États, qui ont été administrés uniformément jusqu'à présent, ces trois éléments se sont développés comme les facteurs déterminants de la vie communautaire actuelle pour chaque humain :

- la vie culturelle et éducative par le besoin de connaissances scientifiques sécurisées ;

-
- la vie politique et juridique par les efforts/aspirations de démocratisation ;
 - la vie de l'économie par la division du travail et l'émancipation du travail par rapport à la base de nature.

Chacun des trois domaines de la vie sociale s'efforce de développer sa propre dynamique à l'intérieur du système étatique moderne et de pouvoir s'administrer à partir de ses propres conditions.

Dans le domaine social, l'époque culturelle latino-grecque continue à avoir une forte influence sur les temps modernes. L'empire latin était un empire politico-militaire en contraste avec l'empire anglo-saxon commercial-industriel actuel. Une des vieilles idées qui nous hante est que nous voulons contrôler la vie économique avec des moyens de pouvoir politiques et juridiques. On a encore tendance à déléguer/tranferer la solution de toutes les questions dans le domaine économique et culturel (éducation) au pouvoir central de l'État.

Mais il est devenu de plus en plus évident que dans les différents États unitaires de par la Terre, il a été possible d'étudier comment deux domaines de la vie sont tyrannisés et se dessèchent dans leur importance pour le bien commun lorsque l'un des trois membres de l'administration unitaire a la primauté, ce qui est, principalement répartie sur la terre d'est en ouest, ce qui est le cas en termes d'histoire de l'évolution.

- Si la vie de l'esprit domine, elle devient dictatoriale par le biais du système politique et juridique et parasitaire dans l'économie. - Si la vie politique et juridique domine, elle suce l'économie comme un parasite, le système de formation devient autoritaire et a un effet dogmatique, les difficultés économiques sont abordées simplement par la routine ou par des mesures coercitives, parce que le système juridique insiste sur le système établi. - Si le système économique domine, l'éducation et le droit prennent un caractère de marchandise et sont considérés uniquement en fonction de leur valeur d'utilité économique .

L'économie créatrice de capital, fondée sur la division du travail, tend à donner à toutes les choses un caractère de marchandise en les achetant ou en les vendant pour un certain montant de capital, quelle que soit leur nature spécifique. Cependant, ce caractère de marchandise ne convient qu'aux biens de consommation immédiate, car l'humain a seulement une mesure de valeur pour ceux-ci, à travers ses besoins et sa production. Par contre, il n'existe pas de base de telle mesure pour fond et sols et des moyens de production artificiels après que ces derniers ont pris cette fonction. *L'administration de la*



vie de l'économie sera limitée à la production, à la distribution et à l'évaluation mutuelle de la valeur des biens. L'impulsion économique du présent va vers créer des recettes par la production de biens. Cela conduit l'économie à un travail inutile, à une " économie de gaspillage " qui dévaste l'humain et la nature. Une future économie autogérée devra s'efforcer de trouver le meilleur mode de production et les voies allant des producteurs aux consommateurs par le biais d'associations issues des besoins. Un cycle économique qui reçoit de l'extérieur la base juridique et l'afflux continu de capacités humaines individuelles n'aura affaire qu'à l'activité économique en soi et nécessitera une distribution des biens qui procure à chacun ce qu'il peut légitimement avoir d'après la prospérité de la communauté. Un tel organisme économique, qui ne prend pas le travail humain dans les besoins des différentes branches de production, mais qui doit se débrouiller avec ce que la loi lui permet et ce qui se trouve dans les conditions naturelles, déterminera la valeur des biens selon les conditions naturelles et ce que les gens lui fournissent. Par la tri-articulation de la communauté humaine et par le principe d'association à appliquer dans la vie de l'économie sera atteint que l'organisation économique sera dépendante de l'humain, et non l'humain de l'ordre économique. Par la production de biens, l'économie est productive, mais la productivité dépend à nouveau de la vie spirituelle. Dans la production, la gamme de l'offre, les forces de la volonté humaine, limitées par la nature et la loi, se réaliseront librement cum grano salis, et seul le principe associatif prête au processus économique une légalité dans l'évaluation mutuelle de la valeur avec reconnaissance de la concurrence des prix, qui caractérise le rapport entre l'humain et l'humain dans l'économie.

La division du travail et la mécanisation dans l'économie moderne exigent comme *contrepartie un secteur culturel et éducatif indépendant et autonome*, qui devra former l'espace libre d'une vie spirituelle, dans laquelle l'individualité humaine pourra développer ses talents et ses capacités librement et sans être influencée par des intérêts économiques ou des prescriptions politico-juridiques. Ce qui devrait caractériser l'autogestion du secteur éducatif et de la vie spirituelle absolument, c'est qu'elle se forme librement à partir de ses propres impulsions. Ce qui pour l'organisme individuel est la nourriture, c'est pour l'organisme social ce qui lui est fourni par les talents, les idées et les facultés des humains. Ce n'est qu'à partir d'établissements d'enseignement indépendants que la vie politique, juridique et économique sera continuellement fécondée à nouveau. Elles seules peuvent garantir que, dans le domaine juridique et économique, il n'y aura pas d'enseignement de ce qui s'est établi dans les institutions du système étatique respectif et qui risque de prendre un caractère



dogmatique et de tuer les nouvelles impulsions sociales. Ceux qui voient à travers *l'interdépendance de l'évaluation des prestations mentionnée à la page 51* vont s'intéresser de près au développement et à la formation des capacités de leurs semblables, de sorte qu'à l'avenir la responsabilité sera de plus en plus liée à la capacité, et que dans la vie sociale l'anti-darwinisme, la sélection du pire, ne seront pas vécu.

Aujourd'hui, la question sociale n'est plus à résoudre par les programmes étatiques ou de partis politiques. Les partis ¹ sont basés sur *le membrement originel des humains* selon leur statut/état au sein des institutions sociales administrées dans l'unité et sont ancrés dans la pensée conventionnelle. Les développements historiques exigent comme nouvelle solution du *membrement/l'articulation factuelle de l'organisme social* ! A la place du membrement des humains en classes et en partis intervient l'articulation/le membrement des rapports. La liberté spirituelle est toutefois la condition préalable pour que puissent se déployer les humains qui sont appelées à trouver des solutions à la question sociale qui ne cesse de se poser à nouveau. Et cela ne sera possible que lorsque les facultés des humains se développeront dans une vie éducative libérée de tout paternalisme et placée sur elle-même. Le système d'éducation et de formation doit avoir en soi et transmettre contenu et valeur et ne doit pas être simplement conçu pour former les travailleurs d'une économie au service de l'État unitaire. *C'est pour première fois une telle vie de l'esprit indépendante, qui, en soi, rend l'organisme social et les institutions économiques transparents, donnera un nouvel élan à la gestion/administration du capital et à la volonté de travailler, et donnera un nouveau contenu, lorsque la multiplication du capital et la recherche du profit ne seront plus les moteurs directs de la vie de l'économie.* Que cette dernière aura besoin une nouvelle orientation dans la communauté humaine de division du travail et créatrice de capital, si la vie économique ne doit pas être menée ad absurdum, reposait essentiellement à la base des explications des chapitres précédents. Il restera illusoire de penser qu'autre chose qu'une vie éducative et culturelle indépendante et autogérée pourrait revivifier l'administration du capital et la volonté de travailler.

L'administration d'une vie de l'esprit indépendante devrait être ambitionnée en particulier dans les affaires publiques, dans le système d'éducation et de

1. Ce qui existe en Europe en tant que parti clérical, bourgeois-démocrate et socialiste est issu des états sociaux d'"enseignement", de "défense" et d'"alimentation" (NDT : clergé, noblesse, tiers-état). Aux États-Unis, les deux partis enracinés à l'origine dans la lutte entre l'agriculture (démocrates) et l'industrie (Républicains)



formation, tout comme dans la recherche et l'administration de la justice. Elle sera basée sur la libre sociétalisation d'individualité à individualité. A l'« État » incombera non l'initiative, mais de l'exécution et de la supervision de la loi, le droit de police. Les actifs dans la vie de l'esprit ne seront pas contraints d'entrer dans une institution prédéterminée. L'" État " laissera aux corporations, qui se forment selon des points de vue différents en fonction de leur matière, de leur profession ou de leur appartenance ethnique, le soin d'établir leurs établissements d'enseignement, leurs tribunaux et leurs églises. Chaque individu est libre de choisir son école, son juge, son église, toutefois pas au cas par cas, mais pour un temps déterminé. Toute spiritualité sera basée sur l'impulsion de la liberté. L'impulsion pour la liberté souche de la pensée pure, par laquelle l'humain d'aujourd'hui se place librement par rapport à des légalités/légités qui sont, selon leur contenu, certes contraignantes (logique, mathématiques), mais qui, selon leur apparition dans la pensée, possèdent cependant le caractère d'images et, parce que vécues ainsi, laissent libre. Mais c'est tout de suite à partir de l'orientation vers des contenus spirituels au saisi librement individuel que de nouvelles impulsions et capacités individuelles vont affluer dans le domaine des questions politiques-juridiques et notamment dans l'économie. Qui pense qu'avec l'indépendance du système d'enseignement et d'éducation doivent se donner des conditions/contextes anarchiques à l'intérieur des mêmes ne voit pas par quel moyen on empêche les forces de se développer lorsque les humains sont transformés en modèles/gabarits par le paternalisme/la tutelle. Dans la vie de l'esprit, l'expertise et l'application de l'expertise auront à régner à partir de la faculté individuelle, ce sur quoi ne peut être voté démocratiquement. De même que tout ce qui est capitaliste dans la vie de l'économie devrait être transféré à l'administration de la vie culturelle, le droit du travail devrait être transféré à celui d'une vie de droit indépendante. En elle, le rapport entre des humains les uns aux autres n'est pas déterminée par leurs facultés individuelles ou par des attributions de valeurs associatives, mais uniquement par l'égalité de l'être un humain. Son caractère de marchandise est retiré au travail seulement par une vie de droit auto-administrée. Sur le domaine du droit et de la politique, chaque humain devenu majeur devrait être appelée à s'exprimer dans sa conscience démocratique. *La tâche du secteur politico-juridique ou en fait « étatique » est : la sécurité publique, l'hygiène publique et l'application de la loi.* Ainsi, seules les questions purement politiques, militaires et policières font l'objet de l'administration d'une fonction publique, qui est responsable devant une représentation du peuple (parlement), lequel ne sera



plus composé de factions de partis, mais de représentants de corporations politiques régionales.

L'unité de l'organisme social résultera de ce que les trois administrations coordonneront leurs actions et *que chaque humain œuvrera comme membre de liaison avec ses intérêts dans les trois secteurs. Par cela l'unité n'est donc pas une condition préalable forcée, mais un résultat optimal.* Malgré cette unité apportée par les humains, chaque secteur agit indépendamment et peut conclure des accords/contrats internationaux de manière autonome. Pour les petits États et pour faire face au problème des minorités, la division est d'une grande importance dans la mesure où chaque secteur séparé peut apparaître et agir vers dehors et traiter respectivement s'associer. L'association économique n'exige pas en même temps un alignement culturel et/ou politique. Pour l'introduction de la tri-articulation, toutefois, il en résultera et il sera opportun que les trois zones coïncident *tout d'abord* avec la zone géographique de l'État unitaire précédent.

Dans l'organisme social articulé, l'administration du membre spirituel en liaison avec l'association amènera en pendant des humains avec le travail et, parce que l'humain ne vit pas seulement d'une activité, mais doit aussi à côté de cela encore habiter, avec un habitat respectivement le sol qui va avec ; ce dernier fera partie constitutive du revenu. À cette partie du membre spirituel qui dépasse dans la vie de l'économie, est à compter la direction du travail, si nous considérons l'activité économique comme l'interaction des dirigeants du travail et des fournisseurs de travail.

D'un côté, la vie économique et avec elle la formation de prix sont dépendantes de combien de sol se tient à disposition pour le nombre d'humains d'une zone économique et de ce que la terre offre à ce nombre d'humains en termes de richesse ; de l'autre côté, elle dépend de ce qui est fixé par la vie de droit, par exemple le temps de travail sous considération de l'âge, mais aussi le but d'utilisation du sol. Il appartiendra à l'économie de couvrir les éventuels déficits de production des sols par des contrats avec d'autres zones économiques qui pourront fournir une compensation. Avec augmentation du temps de travail (droit) et des savoirs (culture/éducation), un sol comparativement improductif peut être compensé jusqu'à un certain degré.

Au secteur de la vie de l'esprit n'incombera pas seulement la gestion/administration du capital comme son responsable, mais aussi le sol comme sa base de capital. En principe, fond et sol (comme aussi les moyens artificiels de production)



restera continuellement en possession individuelle, mais justement sans droit de vente/d'aliénation ou d'héritage. Des redevances sur fond et sol - indépendantes des coûts en capital pour la construction de bâtiments sur le terrain - servent à la couverture des frais administratifs. L'économie prend alors un cours optimal et sain lorsqu'elle est fondée sur la division du travail et la création de capital et que la formation de la valeur des marchandises est déterminée de par les besoins et la consommation. Mais tout de suite ces deux moments qui favorisent la productivité, la division du travail et la formation de capital, conduisent aujourd'hui à un désintérêt total au travail et à ce qui est élaboré, en ce que la production de marchandises est d'intérêt seulement pour la création de profit et de revenu. Ce désintéressement a tendance à s'étendre à l'ensemble de la vie sociale et à la rendre désertifiée. L'économie monétaire basée/reposant sur le capitalisme, à nouveau, a tendance à transformer tout, y compris le sol et le travail, en une marchandise et à consommer l'humain et la nature. Ce qui est favorable et bénéfique pour l'économie est très négatif et antisocial si justement ces effets se propagent à tous les domaines de la vie et des intérêts humains et ne sont pas corrigés par les deux autres domaines de la vie sociale. Mais cela *conditionne* qu'ils s'administrent eux-mêmes. La démocratie aussi, qui est le principe idéal actuel du secteur juridico-politique, contient un élément antisocial, en ce sens que l'un met toujours l'autre en minorité, l'un veut toujours avoir raison face à l'autre. L'équilibre/la compensation de cette dialectique par un véritable respect de l'humain peut seulement venir du secteur culturel et éducatif.

L'économie forme la base de la vie humaine, et le travail est nécessaire pour la satisfaction des besoins. La façon dont l'humain vient au travail aujourd'hui et comment le travail circule aujourd'hui dans l'économie conduit évidemment à des exigences aussi contradictoires que le droit au travail ou l'obligation/la contrainte au travail. Ce dont il s'agit ici est de supprimer l'aléatoire par lequel quelqu'un vient absolument au travail, tout comme le contraignant, l'inutile, l'usant, qui lui est donné par son caractère de marchandise et son couplage immédiat avec le gain, et de lui donner plutôt/à la place de cela une nouvelle impulsion par intérêt à l'organisme social conçu de manière sensée/pleine de sens : car, par le principe associatif avec sa formation de prix et ses lignes d'orientation des revenus, à chaque être humain une activité se tient ouverte, aussi loin qu'elle soit obtenue à partir de la production des sols et prise en compte comptablement par la création d'argent, qui, en tant que promotion/exigence sociale, est basée sur les besoins du développement culturel/de l'évolution culturelle. L'équilibre/la compensation entre le besoin



et la prestation spirituelle et manuelle sera rendu possible par la sorte de système monétaire, l'équilibre/la compensation entre le besoin et la valeur de la prestation par l'association au moyen de la déplacement/du transfert du travail et/ou du capital².

En raison des nouvelles impulsions, la tri-articulation de l'État, unitaire jusqu'à présent, apporte des réponses à des questions sur la base de nouvelles impulsions qui, sous les prémisses habituelles d'aujourd'hui, ne semblent plus pouvoir être résolues pour des raisons conditionnées par le système. Elle réalise :

- l'aspiration à la liberté de l'individualité moderne dans la vie culturelle et éducative autogérée ;
- l'exigence de l'homme moderne pour la démocratie dans le domaine du droit public et de la politique, où seule l'égalité est décisive/donne la mesure pour la formation du jugement ;
- son besoin d'une existence matérielle sûre avec l'aide d'une économie associative basée sur la confiance mutuelle.

2. voir. illustrations et tableaux I et I p. 74 et 75



IX. Illustrations et tableaux

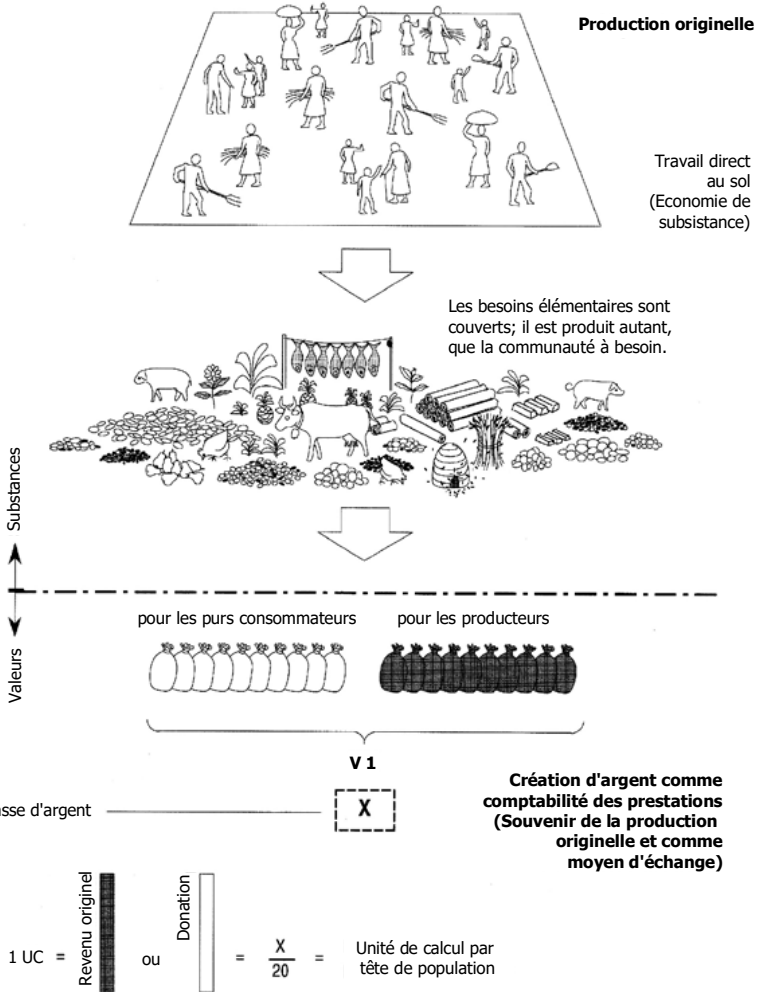
La séquence des images 1 à 6 a pour sens une aide didactique à saisir en image la formation de la valeur et du prix. Les présentations mettent l'accent sur l'efficacité se déployant de deux principes et *non* sur la reproduction de l'histoire. Les deux principes agissent toujours *ensemble* (inversement polaires) et *valent comme universels*.

Illustrations et tableaux Joseph Kuechler et Alec Schaerer

Figure 1

Nous choisissons comme exemple une population de 20 personnes sur leur surface de sol. La moitié n'est pas directement productive, ce sont de purs consommateurs

Travail corporel au sens d'économie de peuple
= travail direct au sol

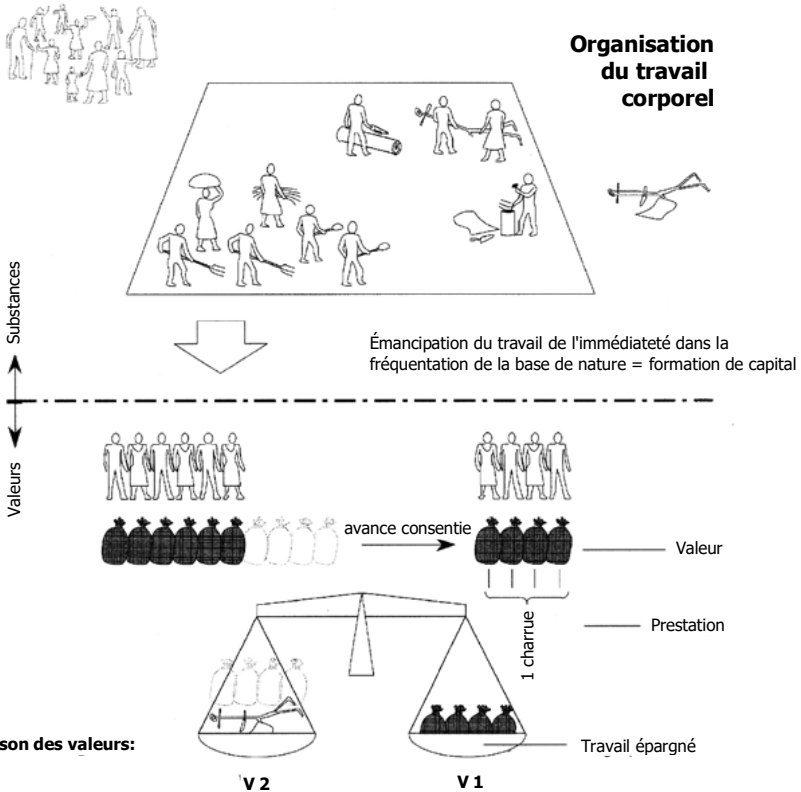


Cette image saisit le moment d'origine/d'apparition de la formation de la valeur de V 1 : travail immédiat à la nature = travail corporel au sens de l'économie de peuple. Les sacs représentent le résultat du travail de la production du sol (= V 1) et constituent la base de la création de l'argent



Figure 2 Vous laissez d'abord 10 purs consommateurs de côté et nous concentrons sur 10 producteurs. Ils s'organisent conformément à leurs facultés et besoins.

Dans notre exemple 6 travaillent corporellement directement à la terre; grâce à la rationalisation et -celle-ci intervenant simultanément- 4 se tournent à un travail émancipé de la base de nature: ils se vouent à la fabrication d'une charrue.



Comparaison des valeurs:

La **valeur 2** se mesure d'après le travail épargné immédiatement à la base de nature.

La valeur de la charrue comporte 4 Unités-Homme du rendement du sol.

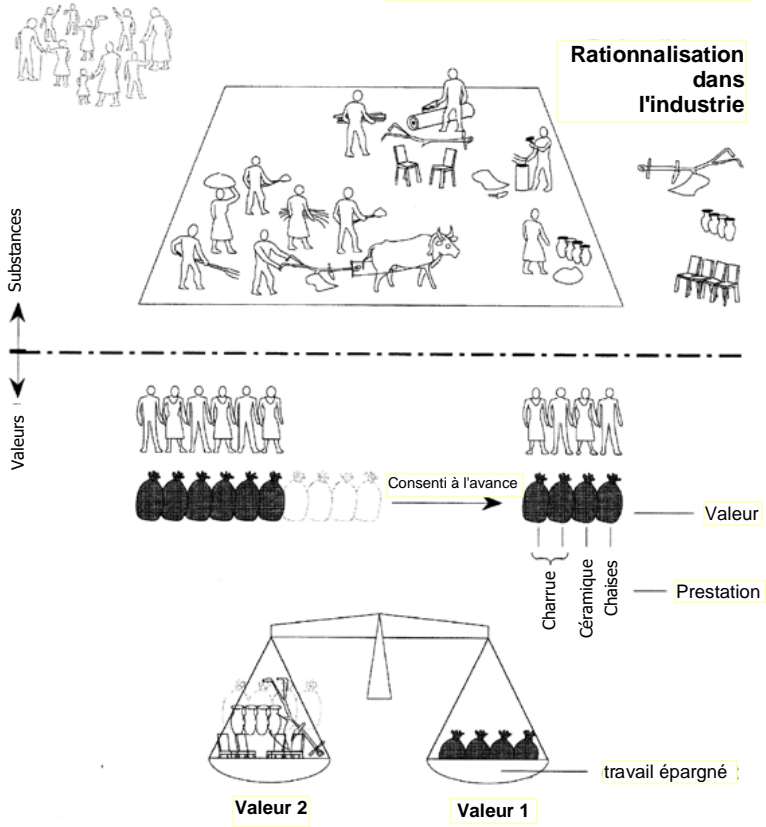
Cette image saisi le moment d'apparition de la formation de la valeur V 2 : Organisation du travail corporel = travail spirituel au sens de l'économie de peuple ; émancipation du travail de l'immédiateté dans la fréquentation de la base naturelle = formation de capital. Ceux qui ne doivent plus travailler immédiatement à la base naturelle doivent, pour permettre leur libération/exemption, être crédités des sacs qui leur sont attribués, dont la production est prise en charge par ceux qui restent dans la production du sol ; les services supplémentaires rendus par rapport aux sacs avancés apparaissent comme des produits industriels.



Figure 3

La *formation de valeur* est conditionnée par besoin et production ; à la formation de valeur est donnée une mesure par le besoin, mais la production (l'UC). La formation de prix se donne d'une mise face à face de valeur contre valeur.

Dans notre exemple les 4 artisans produisent ensemble en un cycle de production : 1 charrue, 4 chaises et la céramique de ménage pour 4 personnes.



Grâce à la rationalisation supplémentaire, la valeur de la charrue correspond maintenant encore à 2 Unités-homme de tout le rendement du sol.

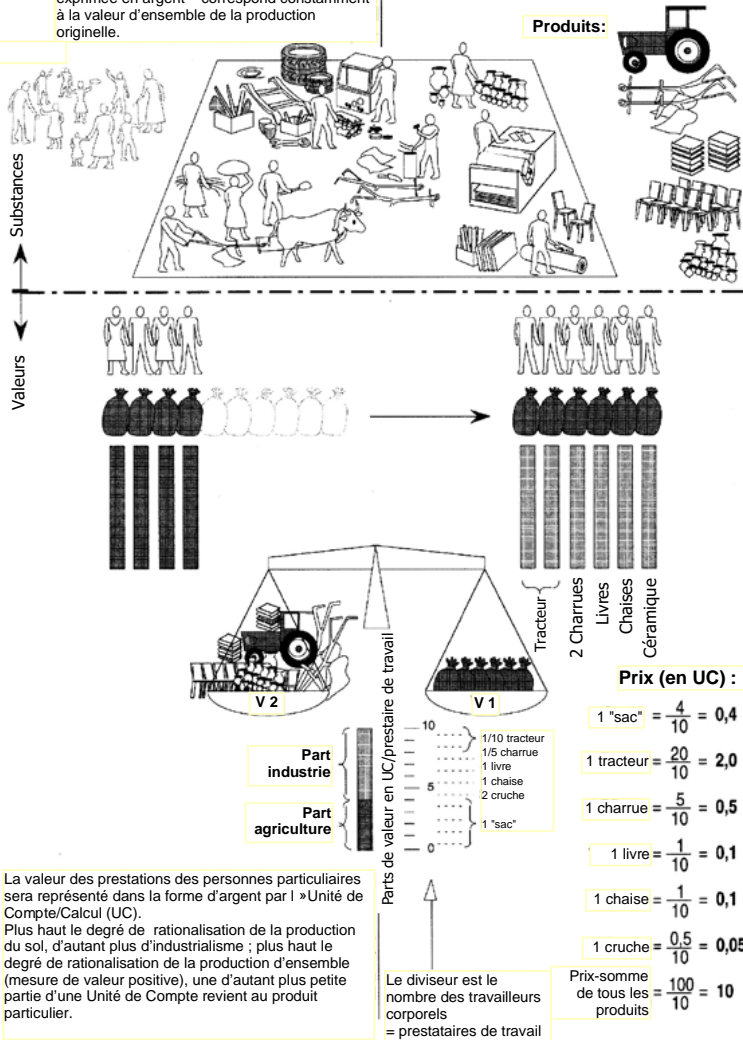
Cette image saisi la rationalisation dans l'industrie.



Figure 4

Avec le travail spirituel croissant dans le sens d'économie de peuple (c-à-d rationalisation) plus de prestations peuvent être offertes. Par le traitement à égalité de la quantité d'argent avec la production originelle (les deux dépendantes du nombre de la population) la valeur de l'ensemble des prestations – numériquement exprimée en argent – correspond constamment à la valeur d'ensemble de la production originelle.

Dans notre exemple les 6 artisans ensemble produisent dans un cycle de production : 1 tracteur, 2 charrues, 1 livres, 1 chaises et 20 cruches pour 10 personnes.



La valeur des prestations des personnes particulières sera représenté dans la forme d'argent par 1 »Unité de Compte/Calcul (UC).

Plus haut le degré de rationalisation de la production du sol, d'autant plus d'industrialisme ; plus haut le degré de rationalisation de la production d'ensemble (mesure de valeur positive), une d'autant plus petite partie d'une Unité de Compte revient au produit particulier.

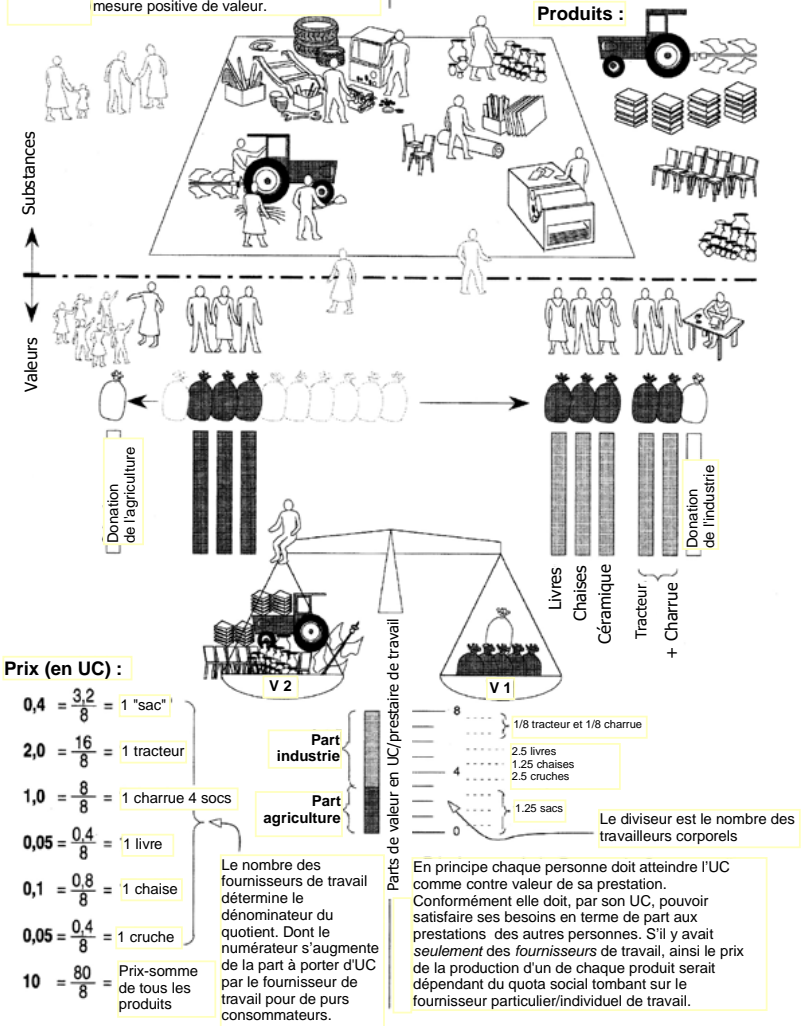
La formation de la valeur et du prix exprimée en monnaie/argent et représentée par l'unité de compte respectivement quota social (quota social = part de la valeur de la prestation de la personne individuelle dans la valeur de la prestation économique totale).



Figure 5

Par une rationalisation croissante il devient possible de libérer des humains pour du travail spirituel au sens *non*-économique de peuple. Ils sont de *purs consommateurs* : ils ne fabriquent pas des marchandises, mais *rendent possible*, le cas échéant, des prestations *futures* de mesure positive de valeur.

Dans notre exemple 3 personnes sont actives dans l'économie du sol. 5 artisans produisent en un cycle de production 1 tracteur avec charrue, 20 livres, 10 chaises et 20 cruches pour 10 personnes. - 2 personnes de ces 10 sont libérées.



Cette image montre l'exemption des purs consommateurs dans son effet sur le quota social et sa conséquence sur la structure des prix.



Figure 6

Avec ce tableau, nous quittons le mode de représentation illustratif mais schématique pour passer à un mode certes plus abstrait, mais reflétant la dynamique de la réalité. Le schématisme résulte de ce que la création de valeur a été considérée/regardé à partir de la production, dont le côté corporel fournit la mesure pour la compensation de la prestation ; si existait seulement du travail corporel, ainsi les prestations devraient être comparées en termes de prix.

Cette image montre cependant que grâce aux purs consommateurs, il s'agit d'un système ouvert avec des formation libres de prix. Par l'association, reposant sur la connaissance du lien/pendant entre la création de valeur, la création de monnaie et le revenu, un équilibre/une compensation entre les prix conditionnés par les besoins et les prix exigés par la production est atteint au moyen d'un déplacement du travail et du capital.

Exemple d'un bilan entre rendement de prestations et revenus, sans association.

Dans cette présentation sont de nouveau saisies les 20 personnes dont il a été parlé au début. Chacun des deux signes + se tient/est inscrit pour un quotient/coefficient social (UC par personne). L'importance des encadrements vient de ce que les purs consommateurs sont liés, transparents, à la mesure de leur revenu à des fournisseurs de travail, mais à la mesure de leur dépenses non liés.

A partir d'une considération économique et sociale, la couverture de tous les 20 personnes avec cent unités de production correspondantes serait envisagée par l'agriculture, qui serait considérée comme unité.	Année 1 Situation de départ						Année 2 Possibilité d'une harmonisation							Année 3 Possibilité d'un développement supplémentaire							
	Industrie et prestations de service						Agriculture		Industrie et prestations de service					Agriculture		Industrie et prestations de service					
	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G	
Entreprisen																					
standardisé strictement la mesure positive de valeur	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	
situation obligatoire / dépendante de donation en argent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prix (supplémentairement liés, système de formation et de santé... voir p. 82 "L'avenir de l'argent")	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
unités de production fabriquées	12	8	12	15	15	10	12	8	28	15	8	18	8	20	28	17	11	20			
prix acceptés : comme rapport *	0,5	0,3	0,20	1,8	1,4	0,5	0,5	0,3	0,25	1,0	0,7	1,08	0,6	1,5	1,5	1,10	1,28	1,28	1,28	1,28	
décimal	3,28	0,30	0,20	0,26	0,20	0,31	0,38	0,30	0,25	0,22	0,33	0,22	0,10	0,20	0,25	0,22	0,26	0,22			
unités de compte à créer	4	2	3	5	4	2	3	3	4	3	3	2	2	4	5	4	3	4			
unités de compte créées : top		0,4	1,0			1,1	0,6		1,2	0,3		0,2						0,25	0,14		0,4
troupe	0,4			1,1	1,0			0,6		0,3		1,2									
Compensation associative possible																					
déplacement de travail									+		+										
restructuration de travail									-		-										
libération du travail																					
nouvelle organisation																					
dépendance de structure d'argent									-		-										

* Chaque fraction représente un rapport de quota/coefficient social, un bien plus de l'UC : le dénominateur sera déterminé par le nombre de fournisseurs de travail, il dicte l'établissement du partage de tout un chaque quota social dans les parts de valeurs avec lesquelles chaque quota social participe idéalement aux quotas sociaux restants. Le numérateur confère comme facteur le nombre de quotas sociaux qui, par le prix et d'après possibilité sont gagnés économiquement par une entreprise.



Figure 7

Formation de capital à la base naturelle. Les chemins du capital, apparu par l'épargne du travail corporel immédiatement à la base naturelle, comme argent de don ou de prêt : L'argent, mesure nominale pour la valeur de l'extraction/la production à la nature ou valeur originelle, représente de la monnaie d'achat, moyen pour le paiement des prestations matérielles fournies. Celle-ci se partage sur trois catégories : Sur les quotas sociaux des producteurs de prestations matérielles (mesure positive de la valeur) Sur les quotas sociaux des producteurs de prestations spirituelles (mesure négative de la valeur) tout comme des purs consommateurs sous forme d'argent cadeau/de donation Sur argent de prêt comme forme de financement des quotas sociaux des producteurs de moyens de production pour la production de prestations matérielles comme aussi spirituelles De nos explications ressort que dans chaque quota social se reflète idéalement une proportion des prestations « moyens de production » (voir page 43). Dans le déroulement de leur usure normale survient le financement des besoins d'argent de prêt du secteur fiscal et du secteur des services spirituels par une charge correspondante de tous les quotas sociaux voir page 120). L'organe de coordination (voir p. 115) soupèse les fluctuations des besoins en crédits/argent de prêt des deux secteurs d'après leurs priorités et, le cas échéant, les soumet à un vote démocratique en ce qui concerne la formation des prix à la suite de déplacements/transferts de production.

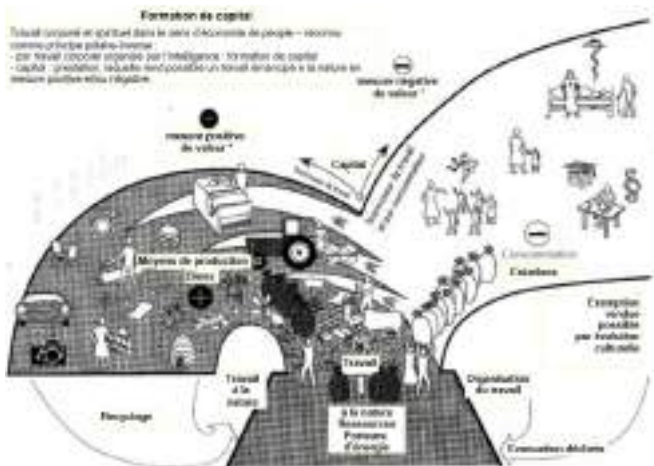


Figure 8

L'économie associative en un coup d'œil Prix et revenu L'ajustement associatif du prix à la valeur d'origine respectivement à la valeur d'obtention à la nature et au revenu originel

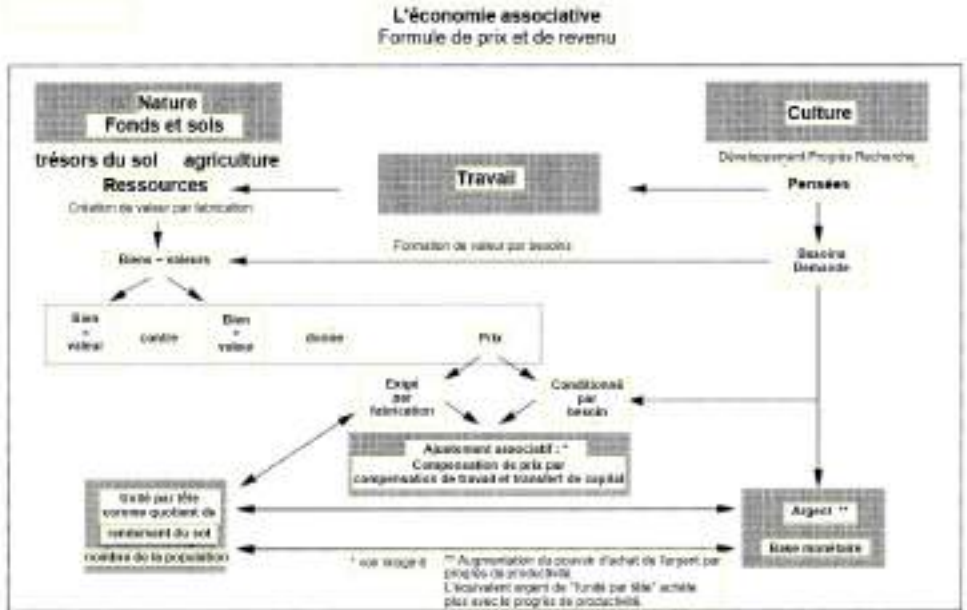


Figure 9

Les membres de l'organisme social respectivement de l'État dans leur pendant avec les trois facteurs de production, maintenant plus sol - travail - capital (ce dernier terme étant déjà un concept dérivé), mais sol - travail - esprit sous la forme d'apparition/phénoménologique de l'intelligence humaine. Dans le graphique des pages 159, l'articulation/le membrement en vie de l'économie, vie de droit et vie de l'esprit est présentée comme émergeant des trois facteurs de production.

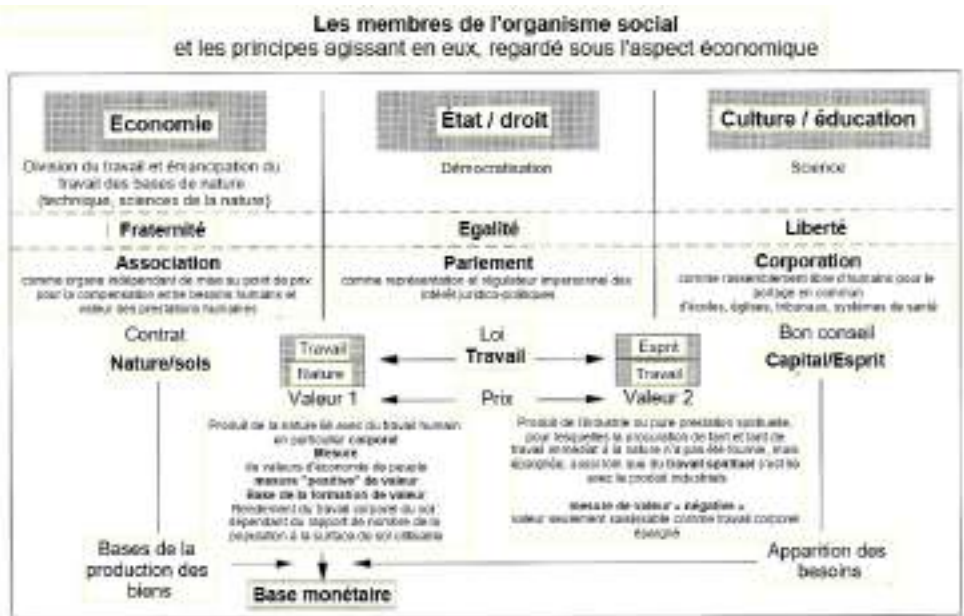
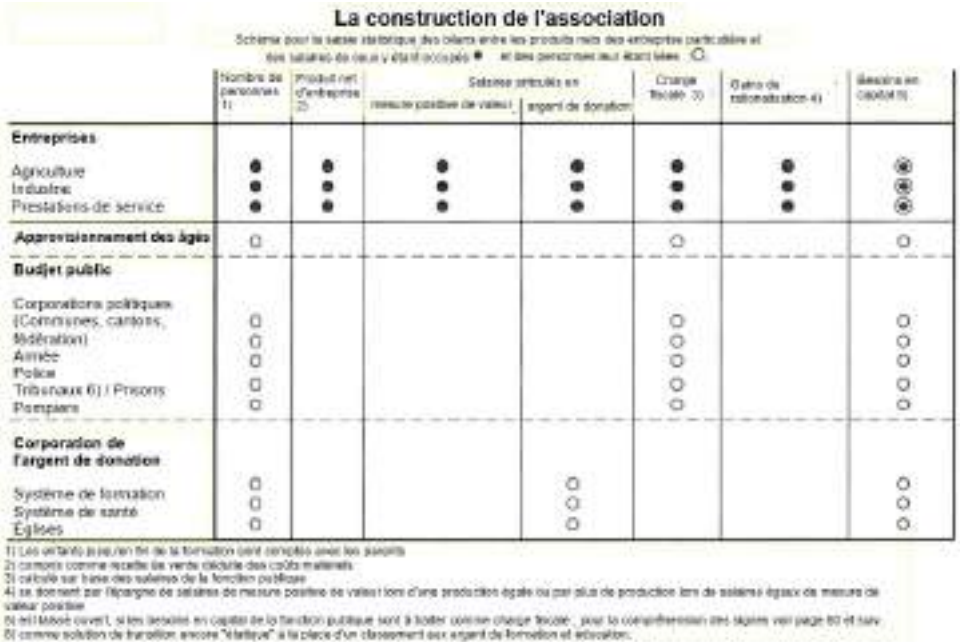


Figure 10

La construction de la société à partir d'une nouvelle conscience, qui se voit comme une association sous l'aspect de l'équilibre/la compensation entre les prestations et les besoins de ceux qui se tiennent dans la production matérielle et l'activité spirituelle.



Jeu illustratif

Création de valeur Formation de capital Formation de prix Création d'argent

La création de valeur, qui résulte du rapport entre le nombre de la population et la base naturelle requise, est démontrée à quatre participants.

Avec quatre personnes, la structure économique : agriculture, industrie, prestation de services et pur consommateur, se laisse présenter dans un aperçu. En conséquence, le nombre de biens produits a été choisi de telle sorte que des ruptures simples dans la répartition du quota social en résultent. (Quota social/Qs : valeur monétaire initiale/originelle par tête)

Premier tour/passage : économie d'échange

Stade 1

Unité de besoin et production de prestations : production originelle / valeur originelle = minimum d'existence

Axiome de la production originelle/primordiale

Tout le travail qui est fourni dépend du nombre de la population. Tout ce avec quoi le travail se lie vient du sol ; car c'est ce dont chacun a besoin, ce dont chacun vit (voir paragraphe suivant). Le travail corporel au sens économique peut seulement avoir lieu immédiatement au sol.*

La production primordiale/originelle = le résultat du travail corporel effectué par les quatre participants sur la surface de sol dont ils ont besoin existentiellement. *Quatre paniers* sur la surface de la table (surface de sol requise) symbolisent une surproduction annuelle, un conglomérat de produits naturels, la « **valeur originelle** », qui est le point de référence pour tous les résultats

du travail qui sont ensuite atteints par la division du travail, une détermination de la valeur qui est au départ purement factuelle/chose.

Stade 2

Axiome de la formation de capital

** Et pour ceux qui, à cause de leur travail spirituel ou comme « purs » consommateurs, ne produisent pas immédiatement à la base naturelle, donc s'épargnent, ceux qui continuent à rester travaillant à la base naturelle doivent aussi générer leur part.*

Avec l'esprit lié au travail sous forme de manifestation d'intelligence humaine l'unité (de besoin et de prestation) se partage en deux valeurs en tant que « demi-mesures », la « valeur d'obtention à la nature » et la « valeur d'organisation » ; et en même temps valeur de production et valeur de besoin s'écartent/dérivent l'une de l'autre.

Provoquée par et pour le travail spirituel, l'émancipation du travail de la base naturelle = formation de capital.

Rationalisation : émergence de l'agriculture et de l'industrie

À partir de ce stade de division du travail, *quatre sacs symbolisent désormais les produits de l'agriculture*, et ceux-ci reçoivent désormais une nouvelle valeur, qui résulte d'une comparaison avec les prestations matérielles nouvellement générées et qui décide *du prix au sens de valeur contre valeur*. Grâce à la rationalisation - et l'effectuant en même temps - un participant se tourne vers la fabrication d'outils, représentés par quatre couteaux, dont la valeur correspondra désormais au panier qui lui a été avancé comme moyen de subsistance, maintenant un sac plus un couteau. C'est la valeur qui lui revenait auparavant dans la production originelle.

Par une rationalisation plus poussée de l'agriculture, un deuxième participant sera libéré/exempté, il produit 4 chaises, dont la valeur correspondra au panier (ou un sac plus un couteau) qui lui a été avancé, à savoir un sac plus un couteau *plus une chaise*.

De la division du travail s'en suit que sur le minimum d'existence (panier) par tête tombent *substantiellement* un sac et en surplus un couteau et une chaise, mais *pas plus en termes de valeur* : L'excédent/le plus quantitatif est



compensé par les *économies/épargnes* de travail au sol (valeur organisationnelle/d'organisation).

Stade 3

Rationalisation dans l'industrie

Grâce à cela, dans le prochain cycle de production, le menuisier fabriquera 4 tables en sus de 4 chaises. La valeur de l'ensemble de ses résultats de travail sera égale au panier ou au sac *plus* le couteau *plus* la chaise *plus* la table, selon la norme/la mesure d'orientation du stade 1. Sur chaque panier tombent par division du travail avec même valeur 1 sac, 1 chaise, 1 table, 1 couteau.

Stade 4

Exemption du travailleur spirituel ou du pur consommateur conditionné par le besoin ou fondée sur des raisons sociales.

Grâce à une rationalisation supplémentaire de l'agriculture, cette dernière exempte le troisième participant cette fois-ci en tant que « pur consommateur », l'agriculture reprend sa production antérieure de *deux* sacs, en mesure de valeur et conditionné par le besoin, le sac lui échouant plus 1 couteau plus (1 chaise plus 1 table). La valeur d'échange des prestations reste la même comme à l'étape 3, indépendamment de ce que le pur consommateur en soit un tel ou qu'il produise une prestation en tant que « travailleur spirituel » (médecin, enseignant).

Deuxième passage : création de l'argent

La création de valeur dans les 4 stades ci-dessus est maintenant rejouée analogue *en termes monétaires* :

La rationalisation et la division croissantes du travail exigent un système monétaire pour la mesure mutuelle des prestations et leur échange, qui, dans un processus économique de plus en plus complexe, permet d'enregistrer la saisie séparée de revenus et de recettes des résultats du travail, en ce qu'elle



devient, liant la valeur d'origine comme référence/mesure d'orientation/étalon pour les prestations et les revenus, une comptabilité de ces deux derniers.

Nous plaçons donc la valeur originelle comme une mesure de la valeur semblable à un nombre, ce par quoi la masse monétaire / la devise sera définie ; avec cela, la monnaie/l'argent est toujours la remémoration à la valeur originelle. Un tel argent permet le transfert transparent du surplus de production des sols - le capital (représenté en mesure de valeur par les paniers) - dans le domaine de la production spirituelle respectivement des purs consommateurs.

Conseil pratique Au lieu de jouer avec de l'argent de jeu/de chiffre (par exemple de l'argent de Monopoly), sera joué avec des rectangles de papier, car ceux-ci rendent la répartition des quotas sociaux plus visible, tout comme l'horloge à cadran rend les différences horaires plus rapides et plus faciles à saisir que l'horloge numérique. La répartition du Qs reflète la part de la prestation propre tout comme la prestation des autres « fournisseurs de travail » à chaque Qs et la réduction ou l'augmentation éventuelle du prix (sous forme de bandes de subdivision plus étroites ou plus larges).

Stade 1

Démonstration de la création d'argent

Assimilation de quatre paniers (production originelle) avec quatre rectangles de papier, dont chacun est désigné comme Qs par tête.

Stade 2

Rationalisation : émergence de l'agriculture et de l'industrie

Les deux participants placés libres pour la production d'outils et la production de chaises seront payés d'avance avec un rectangle de papier. Pour chaque rectangle de papier (Qs) tombent 1 sac, 1 couteau, 1 chaise. Pour qu'avec cela chacun puisse satisfaire ses besoins à partir des prestations des autres, il doit venir/parvenir de la recette de son service à son quota social : La justification est le rétablissement/la reconstitution de la couverture (congruence) de la valeur, que le besoin confère à une prestation avec la valeur (valeur originelle) qui est à exiger de la production pour la couverture du besoin. D'abord, par



souci de clarté, nous ne jouons pas l'autosuffisance : chacun achète sa part de sa propre production sur le marché.

Chacun paie pour la part lui revient :

par sac de l'agriculture $1/2$ Qs

par produit industriel $1/4$ Qs.

Stade 3

Rationalisation dans l'industrie

Comme auparavant, le menuisier produit 4 chaises et 4 tables dans le cycle suivant. Nous démontrons *la plus grande répartition* des rectangles de papier :

Répartition du Qs :

par sac de l'agriculture $1/2$ Qs,

par couteau $1/4$ Qs,

par chaise et par table de $1/8$ Qs.

Plus les prestations matérielles sont générées sur base de la division du travail, plus le quota social individuel est divisé/fractionné, ce dans quoi se reflète la *réduction* des prix.

Stade 4

Exemption du travailleur spirituel respectivement du pur consommateur conditionné par le besoin ou fondé socialement.

Grâce à la rationalisation, l'agriculture place libre le troisième participant en tant que travailleur spirituel; elle lui « donne » le quota social lui revenant. Conséquences pour la distribution de Qs *aucune* : structure des prix comme au point 3. Quand le travailleur spirituel dans notre jeu, réparti de façon égale, *est attaché à tous les fournisseurs de travail*

le prix par sac provenant de l'agriculture se réduit à $1/3$ Qs

le prix par couteau se renchérit à $1/3$ Qs



le prix par chaise et par table se renchérit à 1/6 Qs

Ce point de vue obtient de la signification par les quotas partiels d'argent de dons, par lesquels sont attachés aux différents fournisseurs de travail, par exemple, des médecins et des enseignants, en regard du calcul de prix par les associations.

Pour la démonstration de la structure des prix par autosuffisance et non-autosuffisance, nous jouons dans la division 1 agriculteur et 3 industriels :

Autosuffisant :

1 sac d'agriculture 1/3 Qs,
par produit industriel 1/3 Qs.

Non autosuffisant :

1 sac agriculture 1/4 Qs,
par produit industriel 1/4 Qs.

Par seulement du travail corporel, il y aurait seulement de l'égalitarisme/du nivellement, sinon la vente/l'écoulement des biens viendrait rapidement à stagner. La liberté, l'inégalité entrent dans le système de division du travail par le travailleur spirituel ou le pur consommateur. Car celui-ci est lié à des fournisseurs de travail (travaillant corporellement) déterminés en mesure de revenus, mais pas en mesure de dépenses.

Dans notre jeu, chaque participant gagne ce que les biens coûtent. Mais ce serait seulement le cas dans des sociétés qui élaborent purement des produits du sol, c'est-à-dire travaillent purement corporellement. À l'instant où dans une société sont fabriqués simultanément des produits pour lesquels on a besoin de moyens de production fabriqués par des humains, la valeur de remplacement du moyen de production doit être incluse dans le prix. Dans notre jeu, on pourrait dire que l'outilleur représente le producteur des moyens de production et que les paiements qui lui sont faits doivent être considérés comme de l'argent de prêt. (*voir "L'avenir de l'argent" : Section « La circulation des sortes d'argent », page 123*)

Dans la formation de la valeur représentée ici, *l'être humain est la mesure*, et avec la création de l'argent est lié *le parallélisme de la valeur de chose et valeur de signe*.



Quand la création d'argent n'est pas liée au nombre de la population, mais à *la quantité de prestations*, donc la quantité d'argent non avec le nombre de la population, mais grandit/croît avec la quantité de biens, et ne se tient pas dans un pendant interne avec la production, ce n'est plus *l'humain qui est la mesure de la valeur, mais la recette de la prestation*. Et maintenant, les industriels peuvent viser des revenus plus élevés que ceux qui travaillent le sol grâce à leur plus grande possibilité d'augmenter la production en termes de quantité et de variété, justement en raison de l'augmentation de la masse monétaire et de l'inflation des prix industriels qui y sont liées.



Deuxième partie

L'AVENIR DE L'ARGENT

Perspectives sociétales d'avenir

Au cours de l'histoire récente, la science et la technique ont gagnées toujours plus de signification dans la vie sociétale. Avec l'art, la formation et l'éducation, elles constituent la vie de l'esprit*, à partir de laquelle les talents et les idées alimentent l'organisme sociétal. Les progrès spirituels récents des temps récents ont principalement été faits sur des domaines qui sont pendants à la vie technique-économique. L'augmentation du capital et l'économie monétaire qui en résultent ont à nouveau conféré à la vie de l'économie une dynamique propre à l'intérieur de la vie sociétale, qui menace de contraindre le domaine juridique-politique, la formation et l'éducation pendant longtemps administrés par l'État, sous le primat économique. Le potentiel spirituel et le pouvoir politique devraient servir les intérêts économiques. Des tensions apparaissent aujourd'hui entre les intérêts spirituels-culturels, juridiques-démocratiques, économiques-sociaux des êtres humains. Ces intérêts sont d'abord venus à l'expression comme des exigences confuses de la Révolution française dans les idéaux : Liberté, Égalité, Fraternité. Sous eux reposent cachée la structure de l'État : vie spirituelle, droit et politique tout comme économie. Historiquement, les vies de l'esprit, de droit et de l'économie se manifestèrent dans les ordres/états sociaux dans lesquels, en Suisse et en Allemagne, les partis politiques actuels trouvent leur origine¹. Au stade actuel de l'évolution, la signification et les tâches des deux domaines que sont la vie de l'esprit et l'économie pressent/poussent à ce qu'ils obtiennent l'autonomie en terme d'administration dans le pendant/contexte sociétal. Ce ne sont pas les humains qui sont répartis/articulés selon de quelconques points de vue et liés étatiqument,

1. (1) - Le principe inhérent aux trois ordres que forment le clergé (ordre enseignant), l'aristocratie (ordre de défense) et les paysans (ordre nourricier)* se répéta tout d'abord dans les différents partis politiques : cléricale, démocratique bourgeois et socialiste. Aujourd'hui, l'évolution de la société moderne fait que les partis ne peuvent plus en appeler à leurs idéaux. Les partis et leurs adeptes se débattent pour trouver des contenus sociaux porteurs d'avenir, mais la formation de groupes d'intérêts divisés à l'intérieur des partis ne pourra pas conduire à la formation d'une réelle communauté sociale édifée par des individualités libres. *Rappelons qu'avant la Révolution française, les trois ordres de la société sont la noblesse, le clergé et le tiers-état.

mais ils œuvreront comme membre de liaison des différents champs d'action structurés sociétaux, car l'être humain prend racine avec sa vie dans chacun des trois domaines, il appartient à chacun d'eux par ses intérêts. Les membres aspireront implicitement à une administration autonome, harmonisée entre eux, selon des critères à la structure sociale comme il sont mentionnés immanents ici :

- Liberté dans le domaine spirituel ; condition de d'épanouissement/déploiement individuel et science libre de toute autorité et de tout dogmatisme.
- Démocratie dans le domaine juridique-politique ; fixation des relations juridiques sur lesquelles chaque humain majeur est également justifié à voter.
- Compensation entre les besoins et la valeur des résultats du travail dans l'économie de division du travail.

Toutefois, cette tri-articulation envisagée prospectivement présuppose une vue dans la gestion/administration de l'économie autonome nouvellement conçue , car seule celle-ci peut dissoudre les fonctions économiques et financières assumées jusqu'ici par l'État actuel, évidemment doit cela aussi. Mais simultanément la « nouvelle définition » de l'État tel que jusqu'à présent conditionne cependant tout de suite la compréhension pour ce ordre économique nouvellement fondé présenté dans ce qui suit. C'est dans la compensation à ambitionner entre les besoins des êtres humains et la valeur des résultats de leur travail, que l'évolution sociétale envisagée trouvera sens et avenir ². (2)

* La dénomination « domaine ou vie de l'esprit » est utilisée ici pour l'éducation, l'art, la culture, la science et la recherche, la religion, etc. ; dans un sens large, elle englobe tout ce qui est lié aux facultés humaines individuelles.

2. (2) - Il n'aura point échappé à l'observateur attentif de l'actualité que c'est tout d'abord une forme pervertie, une caricature de la tri-articulation sociale telle que fondée ici et à laquelle aspire la société qui apparaît : à savoir, la liberté totale pour l'économie ; l'égalité dans des États basés sur la nation, où les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale sont réglés par une codification mécaniciste qui a pour conséquence un nivellement de la culture, le tout accompagné d'un flot de lois ; et enfin des associations fraternelles, les « Non Governmental Organisations » (NGOs - ONG en français), gardiennes de la conscience universelle.



LE PROCESSUS D'INVERSION

LES ÊTRES HUMAINS,
MEMBRE DES DIFFÉRENTS ORDRES
COMME DOMAINES DE LA VIE
DANS LE PASSÉ : L'ETAT BASÉ SUR LES ORDRES

Ordre d'enseignement

Ordre de défense

Ordre nourricier



ACTUEL SYSTEME DES PARTIS - UN STADE INTERMÉDIAIRE

LES DOMAINES DE VIE ASSOCIES,
MEMBRES DE L'ETAT
PROSPECTIVE : LA TRIARTICULATION

LES DOMAINES DE VIE SOCIÉTAUX ARTICULÉS,
HARMONISÉS FACTUELLEMENT PAR DE LIBRES INDIVIDUALITÉS

VIE DE L'ESPRIT

ECONOMIE

DROIT
ET POLITIQUE



L'ÊTRE HUMAIN MODERNE ASSOCIE EN
SOCIÉTÉS DANS LES TROIS DOMAINES



LE RÔLE DE L'ÉCONOMIE

I. LA SCIENCE DE L'ARGENT

Aujourd'hui on pense pouvoir déduire les structures de la société humaine basée sur l'économie de division du travail de l'anarchie d'un marché libéré de toute régulation et qui, à partir de son principe d'offre et de demande, devrait initier toute activité économique. Ce marché se renouvelant et s'auto-régulant sans cesse, son efficacité devrait apporter une prospérité croissante. L'internationalisation de l'économie de division du travail progressant évidemment continuellement, elle ébranle les frontières d'états constituées par les populations qui les ont habitées au cours des temps, dans le but de constituer des territoires plus étendus, nécessaires aux exigences et aux conditions de l'économie.

La conséquence de cette façon de penser appliquée globalement est cependant que bien que toujours moins d'humains peuvent assurer la production matérielle pour toujours plus d'êtres humains, la peur et l'angoisse des individus grandissent face à l'insécurité d'un déploiement libre de leurs besoins et leurs activités dans la vie sociale. L'emprise/la domination de la vie de l'économie par la pure orientation vers une multiplication/augmentation du capital fait que les besoins humains de sorte plus qualitatifs et dont la satisfaction élèverait pourtant le niveau de civilisation déperissent. Par sentiment d'impuissance et de désespoir face à la pure orientation d'économie de marché, on en appelle à l'intervention de l'État comme facteur d'ordre et instance de la compensation financière ou du moins comme garant d'un minimum existentiel. Même dans des pays hautement industrialisés, il devient de plus en plus incertain si des moyens suffisants sont encore absolument rassemblés pour assurer le financement des systèmes d'éducation, de santé comme aussi des retraites. Sous le point de vue unilatéral d'une pure économie de marché, le rendement du capital basé sur la demande aimerait décider si un bien devrait être produit ou non. Mais la demande et le rendement du capital ne peuvent pas décider à eux seuls si un bien pourra être produit à un prix permettant à celui qui le

produit de couvrir ses besoins matériels et immatériels et ceux de ses proches – purs consommateurs – par les résultats du travail fourni par d'autres. Cette décision peut seulement être effectuée par des institutions/organisations à partir desquelles, par la prise en considération de l'ensemble de l'économie, vient en l'état la valorisation/l'estimation des différents résultats particuliers du travail d'où dans la suite devient transparente la situation/position économico-financière de chacun dans l'espace de la devise. Avec cela le problème du prix s'avère comme la pierre angulaire de toutes les considérations économiques, un problème beaucoup plus stratifié que de purement pouvoir être limité au verbiage stéréotypé de l'offre et de la demande.

L'éclaircissement de la fonction du prix présuppose la compréhension de l'apparition de la valeur économique. Dans la façon dont, comme dans ce qui suit, la « valeur » est saisie, il ne s'agit pas d'une recombinaison de concepts utilisés jusqu'à présent. Le lecteur n'a pas la permission de penser, sur la base de la pensée conventionnelle dont les limites viendront à l'expression dans la discussion suivante avec les théories de la science économique actuelle, qu'il pourrait seulement s'agir d'opposer un nouveau programme au système économique actuel. Ce préjugé ne lui permettrait pas de saisir qu'il s'agit en fait de prendre conscience de lois fondamentales régissant toute l'activité économique, négligées jusqu'à maintenant parce que méconnues et comment les humains quand ils se placeront consciemment dans cette légité (ce contexte de lois naturelles), atteindront les institutions nécessaires conformément à leurs connaissances. Dans ce sens, les explications sur l'économie dans l'organisme social tri-articulé prospectif ne sont pas à saisir comme une prescription sur quelque chose qui a à se passer ou un appel à un quelque idéalisme, mais la prédiction de ce qui se passera quand la pensée organisatrice amènera les faits sur la voie exigée par eux.

Le concept de valeur dans l'économie

Les lois fondamentales qui sont la base de toute activité économique et qui ont été « négligées » jusqu'à présent sont celles de la formation de valeur : travail, d'un côté, appliqué sur la nature et de l'autre côté, organisé par l'intelligence. Construisant sur la première, le philosophe allemand, *Johann Gottlieb Fichte*, développa le premier (à ce que j'en sais), à partir de l'observation de l'économie à son époque avec une étonnante méticulosité, comment se formaient la valeur et le prix. (*Das System der Rechtslehre*, « *Vom Eigentumsvertrag* », 1812 – *Le*



système de la théorie du droit « Du contrat de propriété »). D'autres théoriciens en économie contemporains, comme Adam Smith et Karl Marx par exemple, réussirent à retenir l'attention, malheureusement pas Fichte. Fichte n'arrive pas encore jusqu'à un système monétaire permettant de mettre en lien la production du sol avec la sphère de la production spirituelle ainsi qu'avec celle des « purs consommateurs » d'après les principes économiques qui les lient. Il avait encore besoin de l'État comme agent de transfert au moyen de l'impôt – comme c'est aussi encore le cas aujourd'hui. Dans son *Cours d'économie nationale* (1922), Rudolf Steiner, qui avait auparavant développé une nouvelle épistémologie/théorie de la connaissance selon la méthode de science de la nature, décrit la formation de valeur comme un processus de polarisation inverse basé sur le travail, d'un côté appliqué à la nature et de l'autre, organisé par l'intelligence. De ce processus résultent/dérivent les deux pôles : « Valeur d'extraction/obtention à la nature » et « Valeur d'organisation » (*Voir tableau page 95 « La séparation... »*). Il ne fut cependant pas compris et la fécondité de sa connaissance pour la saisie de la problématique de l'économie moderne et sa prise en main pratique ignorée. En quoi repose la signification de ce nouveau concept de valeur vis-à-vis de l'actuelle façon de voir la valeur et en quoi réside en fait la difficulté à le comprendre ? *Cette question trouve sa réponse quand sera compris comment absolument le concept de valeur économique apparaît* : s'activer économiquement signifie un échange des résultats du travail matériel et immatériel, appelé prestations dans ce qui suit. Les prestations représentent des valeurs parce que l'être humain en a besoin pour la satisfaction de ses besoins. Les prestations ont leur valeur par celui qui les consomme. Tout d'abord, chacun est à considérer à la fois comme fournisseur d'une prestation et comme consommateur. Et si on se pense les prestations à l'origine, provenant du travail corporel humain d'une communauté d'humains sur base de nature lui étant nécessaire ; à ce stade initial, les prestations ont une valeur objective qui coïncide avec celle, subjective, que leur attribue l'individu. Dans la mesure où l'activité économique parmi les humains s'éloigne de ce que l'individu se fournit purement pour soi et ses proches, et qu'elle passe à un échange généralisé de prestations, la concordance entre la valeur que le besoin attribue à un produit avec celle que le fournisseur du produit doit lui assigner pour pouvoir satisfaire ses propres besoins n'est plus immédiatement donnée. Et avec cela apparaît le problème : une compensation entre le besoin et la valeur de la prestation est-elle possible dans l'économie de division du travail et si oui, comment peut-elle venir en l'état ?



Dans le moment où l'être humain n'utilise pas les résultats de son travail pour soi, mais entre dans la relation d'échange de prestations avec d'autres humains, ce qu'il fait devient du travail dans le sens économique du terme. Dans le processus de production, la formation de valeur prend son point de départ dans le travail qui d'un côté, appliqué sur la nature, conduit à la valeur d'extraction/d'obtention à la nature ; de l'autre côté, organisé par l'intelligence, à la valeur d'organisation. Les deux pôles de la formation de valeur se tiennent dans un rapport inverse se conditionnant réciproquement : Sans valeur d'organisation (travail organisé par l'intelligence), pas de développement, mais sans valeur d'extraction/d'obtention à la nature (travail appliqué à la nature), la valeur d'organisation ne pourrait se réaliser. La valeur d'organisation se trouve au pôle opposé de la valeur d'extraction/d'obtention à la nature et se mesure en épargne de valeur d'extraction/d'obtention à la nature ¹.

Il ne se compare pas des substances, respectivement des biens, aussi non d'abstraites masses de temps de travail (tarifs/taux horaires), mais seulement des valeurs les unes avec les autres ; le travail en soi ne possède aucune valeur économique ; en premier le résultat du travail. Une valeur, à la réalisation de laquelle l'être humain participe toujours, comparée à une autre valeur, conduit au prix dans lequel se montre jusqu'où chacun est en situation de

1. (3) - La connaissance de la formation des deux pôles de valeur conçoit comme agents créateurs deux principes sous l'aspect de la polarité inverse, c'est-à-dire d'une loi qui agit simultanément et en interdépendance et dont une face est à comprendre comme le retournement de l'autre. Ces deux principes agissent toujours ensemble (en polarité inverse) et sont universels. Ils ne sont pas à prendre dans le sens d'une dualité sous l'aspect de deux entités. La physique moderne, par exemple, se trouve devant le même problème que l'économie actuelle. Elle aussi réduit la réalité à un seul des deux principes qui la constituent et essaie de l'expliquer uniquement à partir de là. À partir de sa formule où la vitesse est le quotient de la division du temps et de l'espace, la physique détermine également le temps par l'espace. Elle saisit le temps par l'espace et n'arrive pas à un contenu spécifique du concept « temps ». En d'autres termes, elle compare, par exemple, le chemin qu'a parcouru une automobile avec celui que la Terre a parcouru autour du soleil. Donc, dans la formule $v=s/t$ (la vitesse est égale au chemin parcouru divisé par le temps), t (temps) est aussi un s (chemin parcouru). Si maintenant nous divisons de « l'objectivé » (une chose) par un nombre, nous trouverons de « l'objectivé » ; si nous mettons de « l'objectivé » en rapport avec de « l'objectivé », nous trouverons seulement un nombre. Exemple : Une pomme divisée par quatre donne un quart de pomme ; dix pommes divisées par deux pommes donnent le (pur) nombre cinq.

La théorie actuelle de l'économie considère les prestations (résultats du travail) matérielles et immatérielles sous un seul et même aspect, à savoir comme des produits du sol et, tandis qu'elle les met en relation les unes avec les autres, elle finit elle aussi, par trouver un nombre, c'est-à-dire le prix en argent et n'aboutit à aucune représentation objectivée (réelle) de la valeur.



satisfaire ses besoins des prestations des autres. Le problème repose, comme dit, dans l'évaluation/l'estimation/la mesure de la prestation de l'un vis-à-vis de celles des autres, afin que et de sorte que, jusqu'à ce qu'il puisse fournir une prestation équivalente, il puisse satisfaire ses besoins de celles des autres et d'ailleurs par un libre déploiement des besoins. Formuler le problème ainsi n'est aujourd'hui pas possible à l'actuelle manière de voir de l'économie actuelle bien que tout être raisonnable conviendra qu'il s'agit là purement et simplement du problème social fondamental. Car seule la saisie de la valeur au/du moment de sa formation livre la mesure pour la compensation entre besoin et valeur de la prestation.

La mesure de la valeur primordiale - du point de vue qualitatif et quantitatif

L'ensemble des résultats du travail corporel d'un nombre de population déterminée appliqué immédiatement à la nature à l'intérieur d'un certain délai, pour l'actuel système de calcul, une année, constitue la mesure étalon pour la valeur de toutes les prestations. Cette « mesure de la valeur primordiale » livre un contexte quasi pré économique, en lequel la valeur attribuée à un bien par le besoin et par la production est identique, ce en quoi besoin et produit de la nature élaboré corporellement sont à considérer comme une unité, une valeur monétaire tout d'abord non encore définie – une représentation de chose, non monétaire. La valeur vient alors en premier à validité/à valoir, aussitôt que le travail sera organisé par l'esprit, là vient en premier le développement dans les produits/fabrications, aussi dans les besoins ; là survient la division du travail, avec elle la circulation économique de produits transformés de la nature et avec cela le problème du clivage de valeur de fabrication et valeur de besoin. Dans la mesure primordiale de valeur, basée sur la création de valeur qui résulte du rapport entre le nombre de la population et la base de nature nécessaire, chaque humain se retrouve lui-même comme mesure de part, dans « la quote-part sociale » (valeur originelle/mesure originelle de valeur par tête) comme rapport de grandeur pour la valeur de sa prestation. Une compensation entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines sera atteinte lorsque le prix et le revenu ne sont pas assignés l'un à l'autre en tant que variables dépendantes l'une de l'autre, mais que la valeur de la prestation et le revenu, c'est-à-dire la valeur de production "objective" d'un bien basé sur le principe du coût et la valeur de son besoin "subjectif" sont



ramenés à une unité d'origine en tant que variable de référence supérieure au produit de la vente du résultat du travail (revenu du travail), c'est-à-dire à la valeur d'origine/originelle. L'orientation de la production de biens en fonction de la seule demande, en fonction du prix de marché à obtenir, ne peut pas déterminer si un bien est produit à une valeur qui est essentiellement égale à la valeur des autres biens pour lesquels le producteur a une demande pendant le temps où il les utilise pour produire un service égal ou équivalent. En raison de l'interdépendance de la production et du revenu, la valeur économique réelle en tant que référence pour la production et le revenu reste indéterminée.

Une création de monnaie basée sur l'équivalence de la masse monétaire avec la mesure de la valeur primordiale transforme l'argent en comptabilité des valeurs économiques. Un argent possédant cette qualité rend possible la comparaison entre la recette du résultat du travail de l'individu avec sa quote-part sociale au niveau d'un bilan. C'est la condition préalable pour qu'une compensation associative entre les prix, d'une part déterminés par les besoins et, d'autre part, exigés par la production. Le quota/quotient social (revenu annuel) livre la ligne directrice pour le revenu individuel convenu par contrat dans le secteur des entreprises et pour les rémunérations dans le secteur social de la société après analyse par l'organe de coordination (*voir ci-dessous*). Les revenus ne doivent pas être pensés comme identique au quota social, de manière égalitariste/faisant semblable. En tant qu'« unité de compte », le quota social a été cité dans la séquence d'images du livre « *Wirtschaften in der Zukunft* » ("Faire l'économie dans l'avenir"), ce avec quoi le quotient de la division de la "valeur d'origine divisée par le nombre de la population" devait être illustré.

Le problème des/de prix découlant de la division du travail peut être surmonté si l'on considère comment chaque producteur de prestation, avec son quota social à l'intérieur de la devise (monétaire) définie ici, participe de manière idéale aux prestations des autres producteurs ; en réalité, ce rapport proportionnel global se déplace, mais la formation des prix visée de manière associative via la production (voir la suite), qui repose sur le respect des quotas, vise constamment à réaliser cet état idéal².

2. (4) - Que l'on considère attentivement le point de départ de notre réflexion qui est différent de l'actuel courant. Nous dirigeons la dyade revenu et valeur de la prestation vers une grandeur unitaire – un peu à la manière dont on vise le point de fuite en perspective – où elle trouve des « états d'origine ». Conditionnés par l'évolution, revenu et valeur des prestations dévient de cette grandeur en conséquence des besoins et organisations du travail déployés ; nous visons des institutions (les associations) pour aboutir/finir à nouveau à la coïncidence, « l'unité », sur un plan plus élevé par le prix de marché. La représentation



LA VALEUR ORIGINELLE

IDENTITÉ DE VALEUR

(de valeur de besoin et valeur de fabrication/production)

**LE MOMENT D'APPARITION DE LA MESURE
POUR LA COMPENSATION DE LA VALEUR**



Provenant du nombre de la population à la base de nature nécessaire
la valeur originelle base de la création monétaire (devise) est
grandeur d'orientation du quotient social (revenu par tête)

La devise est la somme des moyens de production activés,
auxquels du travail corporel sera fourni ;
le moyen de production primaire est la base de nature



actuelle part d'une valeur prix de marché pour les prestations comme l'originel, dont se dérivent les revenus, ce par quoi on fini dans la dualité, base de tensions sociales.



LA SÉPARATION

DES VALEURS ORIGINELLEMENT IDENTIQUES
COMME CONSÉQUENCE DE LA DIVISION DU TRAVAIL

LES TROIS FACTEURS DE PRODUCTION
LES DEUX PÔLES DE LA FORMATION DE VALEUR



Le concept de valeur dans l'actuelle science

Comment la science de l'économie parle-t-elle aujourd'hui du problème de valeur ? Elle place face à face la valeur de production/fabrication d'un bien et sa valeur de besoin comme deux entités en soi. Partant de la dualité valeur de production/d'obtention/fabrication - valeur de besoin se sont développées historiquement deux théories de la valeur : Une, ainsi nommée objective, basant sur le principe des coûts et une subjective, qui définit la valeur d'un bien par sa signification pour la satisfaction d'un besoin. Cette dernière, également connue/désignée sous le nom de théorie de « l'utilité marginale/limite », découle/se dérive au fond de la façon de voir qui s'oriente à l'économie du marché de l'offre et de la demande de biens. Bien sûr, la demande découle/se dérive des besoins individuels des participants au marché. Mais comme chaque demandeur (après des biens) est en même temps un offreur (d'argent), se pose la question : comment vient-il à un tel revenu, satisfaisant ses besoins, cela signifie, pouvoir déclencher une demande correspondante ? Les prestations, dit-on, proviennent de trois facteurs de production – selon l'actuelle définition : la nature, le travail, le capital. En référence à la création de valeur provenant de ces trois facteurs de production, toutes les prestations, matérielles et immatérielles, acquièrent le caractère de « travail appliqué à la nature », respectivement sont des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature ; tous les secteurs de l'économie, respectivement tous les actifs économiquement, seront mis sur le même plan, ce qui veut dire que leurs prestations seront considérées comme si elles étaient des produits/résultats du « travail appliqué à la nature », donc des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature. La « valeur d'organisation », à savoir la productivité du spirituel, *n'est pas* saisie en tant que telle. La valeur des biens, respectivement des prestations, ne peut, par manque de compréhension/discernement de la formation de valeur en polarité inverse montrée plus haut, qu'être qualifiée et quantifiée par des prix en argent, comme aussi toujours cette valeur en argent sera pensée se réaliser/venir en l'état, que ce soit par le rapport entre l'offre et la demande ou par des coûts de salaire ou d'autres. La création de valeurs survenue dans un espace économique, appelée produit intérieur brut (PIB)/produit social, sera définie aujourd'hui par : 1. La valeur en monnaie (le prix) de tous les produits finis produits (côté des offrants) 2. La somme de tous les revenus du travail et du patrimoine (côté des demandeurs)

Le PIB/produits social sera donc défini par l'argent. Mais qu'est-ce qui donne à l'argent son contenu ? Le PIB/le produit social ! Cela signifie qu'on fait une



chose qu'on n'aurait jamais la permission de faire en mathématiques : en effet, on dit que a serait une fonction de b et en même temps que b serait une fonction de a ! Ce faisant, on reste dans un indéterminé lors de l'évaluation de valeurs, sans cette mesure ni grandeur de référence/d'orientation qui permette de lui comparer les recettes des prestations et les revenus. Avec une représentation de la valeur en une pure forme de chiffre d'argent, il manque justement cette grandeur de référence/d'orientation, dérivée d'une représentation réelle/de chose de la valeur que le besoin attribue à un produit et qui est à amener en congruence avec la valeur que demande le producteur pour pouvoir subvenir à ses besoins grâce aux prestations d'autrui.

Qui considère de manière conventionnelle les facteurs de production nature et travail comme deux entités n'aboutit pas à des valeurs économiques comme exposé dans la première partie de « Faire l'économie dans l'avenir ». Qui considère la valeur « travail appliqué à la nature » comme une entité, la saisi seulement comme production primaire (agriculture), mais ne saisit pas principalement son caractère de mesure de référence/d'orientation. Sans la connaissance de la formation de la valeur et du capital, de la création d'argent sur cette base et de la fonction intermédiaire du prix, telle qu'elle est définie dans « Faire l'économie du futur » et dans le présent écrit, la séparation du travail et du revenu, condition préalable pour surmonter les à-coups de conjoncture de l'économie tout comme financer les actifs spirituels et les purs consommateurs sans mesures et prélèvements coercitifs/de contrainte, ne peut être mise en œuvre.

Le rôle de l'agriculture - L'émancipation de la base de nature - Capital = valeur épargnée d'extraction/d'obtention à la nature

Ce qui sera nommé division du travail repose sur les deux formations de valeur : le « travail appliqué à la nature » et le « travail organisé par l'intelligence » qui sont à comprendre comme deux principes inverses. Au cours du développement historique, ils se manifestent dans les deux domaines de la vie de société que sont l'économie productrice de biens et la vie de l'esprit. Aussi loin que la vie de l'esprit organise l'économie productrice de biens, cela conduit à l'industrialisme, une synergie intégrale de production du sol et de vie de l'esprit.

L'agriculture, comme travaillant immédiatement à la base de nature, place libre/exempte respectivement entretient la vie de l'esprit organisant ou non



organisant, grâce à/de ses excédents. C'est un élément fondamental qui s'est révélé dans les développements précédents et qui est dissimulé/couvert par l'ordre actuel des finances/de l'argent et du capital. C'est une évidence que, dans le sens économique, tout le monde vit du travail qui est lié à la nature, de ce qui provient de la nature. À leur tour, les excédents sont rendus possibles par la vie de l'esprit, laquelle organise le travail. L'émancipation et la libération/l'exemption d'humains du travail directement à la base de nature au moyen de l'épargne/l'économie de travail (rationalisation) est de la formation de capital.

Le capital, à savoir l'équivalent de cette épargne de travail, est base d'existence de tous les humains libérés/exemptés, oui, il obtient son sens seulement avec le financement de ces personnes libérées, qu'elles le soient relativement pour exercer une activité dans la production matérielle, c.-à-d. industrielle, comme production du sol « prolongée », ou absolument pour des activités spirituelles, par extension tous les « purs consommateurs » (prévoyance vieillesse, budget public, systèmes de la formation et de la santé, églises, etc.). L'actuel concept de capital ne contient pas cet aspect.

La forme du financement de la libération/l'exemption (relative) pour le but d'une production matérielle (industrielle), nous le décrivons comme « argent de prêt », qui au moyen de sécurisation (création de titres/papiers de valeur), est rendu transmissible et vendable/commercialisable, et d'où une contre-prestation matérielle sera générée ainsi que les prestations matérielles revenant à la quote-part sociale s'élèvent, mentionné/noté en pouvoir d'achat, celui-ci s'élève. La forme du financement de la production immatérielle de prestation respectivement le financement des « purs consommateurs » survient par ce que nous nommons par le concept d'« argent de don/donation », aujourd'hui, dans tous les pays, celui-ci est encaissé comme don forcé sous forme d'impôts par l'État qui le redistribue/réparti en tant qu'agent de transfert. Le capital qui n'est pas fixé dans la forme d'argent de prêt devrait toujours être acheminé vers la consommation dans la forme d'argent de don, afin que l'émancipation/l'exemption et la production qui doit être assumée pour celle-ci trouvent leur justification. Du capital amassé/retenu devient l'équivalent d'une production qu'on ne peut plus écouler. De la formation de valeur et de capital, il s'ensuit qu'une économie de division du travail, génératrice/productrice de capital, est une économie de crédit ; elle utilise des prestations du passé pour en produire de futures. Les contre-prestations pour l'émancipation/l'exemption viennent à la rencontre de la vie de l'économie de l'avenir. Quand un fabricant



de machines vend une machine qu'il a produite, il n'est pas payé pour celle-ci, mais pour la période durant laquelle il fabrique/produit la prochaine. Comme dans le processus du travail, la nature et l'esprit sont en rapport de polarité inverse par rapport à la formation de valeur, ainsi le temps par rapport au productif. En rapport au passé, le pur travail spirituel est improductif, là, seule la production matérielle de biens est à penser comme productive. Par rapport à l'avenir cependant même la pure activité spirituelle aimerait être considérée comme la plus productive, parce qu'elle crée plus ou de nouvelles valeurs. On peut citer pour exemple les inventions du calcul infinitésimal ou du système binaire qui se sont toutes deux écoulées dans la technique, ou la guérison accélérée du producteur de prestation grâce aux talents de son médecin.

Dans un but de simplification, nous appelons « fournisseurs de travail » ceux qui sont actifs dans l'agriculture et l'industrie, bref ceux qui sont engagés dans la production matérielle. Avec/par leurs prestations, ceux-ci réalisent/gènèrent économiquement le contenu de toutes les quotes-parts sociales, aussi bien les leurs que celles des « purs » consommateurs (voir ci-dessus) ; cela signifie ; ils gènèrent économiquement tout l'argent d'achat, d'où est la part de capital – mais maintenant dans la forme du concept nouvellement saisi – argent de prêt et de don. La satisfaction de tous les besoins spirituels, culturels sera rendue possible au moyen de quotes-parts sociales revenant aux « purs » consommateurs (argent de donation). La compréhension actuelle hésite tout d'abord : Toutes les quotes-parts sociales comprennent directement seulement des prestations matérielles, aussi celles dans les mains des « purs consommateurs », auxquels comptent aussi les actifs spirituels. Ce que les « purs consommateurs » reçoivent comme leurs quotes-parts sociales en la forme d'argent de donation, ce sont toujours des « bons » pour des produits matériels. Cela repose déjà fondé en ce que la valeur d'organisation (capital) est définie comme épargne de valeur d'exploitation/d'obtention à la nature.

Exprimé en une formule :

Tout travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population. Tout ce avec quoi se lie le travail provient/prend souche de la base de nature. Car c'est ce dont chacun vit, ce dont chacun a besoin. Et pour ceux qui comme « purs » consommateurs, ne fournissent pas de travail à la base de nature, donc en épargnent, ce sont ceux restant dans la production matérielle qui doivent en



assumer cette part/générer cette part avec la leur³. (5) Répétons encore une fois comment des valeurs apparaissent à l'intérieur du processus de production : des valeurs apparaissent par l'application de travail sur la nature. Des valeurs apparaissent par l'application de l'intelligence sur le travail et, par extension, sur le capital qui en est apparu. Les valeurs apparues par l'application de l'intelligence sont saisies quantitativement par ce qu'elles *épargnent*, comme valeur, apparue par le travail appliqué à la nature.

Par la division du travail, de la valeur d'organisation est contenue dans les prestations matérielles et ramène/reconduit celles-ci, numériquement/en mesure chiffrée, mais seulement exprimée en une monnaie/un argent comme comptabilité des prestations ou valeurs, à une somme/un argent toujours plus restreint/e. C'est ce qui, dans la comptabilité d'ensemble de l'économie, est la compensation de la production du sol par la vie organisatrice de l'esprit. Ainsi la valeur de la quote-part sociale reste *constante*, aussi lors de l'augmentation des prestations qui lui reviennent/retombent sur elle. Quand nous décrivons/désignons comme rente foncière, le rendement du sol, par extension la base de nature, sous prise en considération de la productivité, ainsi nous pouvons dire que par elle sera entretenu l'ensemble de la vie de l'esprit : le domaine de la santé et de la formation, la prévoyance vieillesse, toutes les institutions étatiques (sous forme d'argent de don, voir plus haut). La rente foncière est donc rendue possible par la vie de l'esprit organisatrice. Sa forme de financement argent de prêt (voir en haut), notamment en rente foncière transformée en capital d'entrepreneur opère/œuvre, sur la base de ses prestations, comme une donation à la collectivité. Car la vie de l'esprit organisatrice, vit certes de l'avance/l'acompte de la production du sol, mais elle ôte du poids à la valorisation des prestations fournies/produites par travail corporel, proportionnellement à son efficacité, et contrebalance/compense ainsi la production du sol avec la hausse de la quantité de prestations par quote-part sociale. Un remboursement du capital d'entrepreneur correspondrait/signifierait, comme exposé dans « *Faire l'économie dans l'avenir* » (p. 35) le versement d'une rente

3. (5) - Ce problème, qui n'a pas encore été saisi dans la théorie économique actuelle, selon laquelle, en langage mathématique, les prestations négatives des purs consommateurs sont compensées par les prestations positives de ceux qui restent dans la production matérielle (les fournisseurs de main-d'œuvre/de travail), a été esquissé par Rudolf Steiner en 1922 dans son Cours d'économie nationale avec le concept d'argent d'achat, c'est-à-dire ce pouvoir d'achat qui est créé du côté des fournisseurs/prestataires de travail par quota social.

Dans « *Wirtschaften in der Zukunft* » (« *Faire l'économie dans le futur* »), a été essayé de rendre ce même problème compréhensible par les illustrations 4 et 5. (Celles-ci se trouvent maintenant également en annexe de ce texte).



aux faux bénéficiaires. Dans le paragraphe suivant « Contrainte à la croissance », sera traité comment, dans le système actuel, la vie de l'esprit organisatrice, perçoit quand même une rente et en conséquence de la monétarisation de la valeur d'organisation, entrave la compensation/péréquation compensatrice avec la production du sol.

De quoi dépend le bien-être/la prospérité d'une communauté humaine ?

- De la richesse de la nature - Du nombre de la population qui s'y répartit -
Du degré de formation

Propriété et argent - aujourd'hui et demain

Maintenant les humains se tiennent les uns aux autres dans un rapport qui n'est pas seulement caractérisé par le pur échange de prestations, mais également des liens juridiques, respectivement des engagements qui concernent des pouvoirs et des limites tout comme de la communication spirituelle, culturelle. De la vie de l'esprit rentre dans l'économie de crédit quelque chose qui indique sur le potentiel générateur de valeur propre à chaque individu. Au niveau actuel de l'évolution de la société, le capital est le moyen par lequel des facultés individuelles peuvent devenir actives utilement pour de larges domaines de la vie sociale. Toutefois une mise en œuvre fructueuse de ces facultés individuelles au moyen du capital ne peut se présenter sans une libre disposition sur celui-ci. Cette libre disposition est fournie par la propriété. Avec cela deux choses sont liées dans la vie en société, qui sont de signification entièrement différente pour celle-ci : la libre disposition sur le capital et le rapport de droit dans lequel le propriétaire du capital, par son droit d'en disposer, entre avec ceux qui en sont exclus. Ce n'est pas la libre disposition d'origine du capital en soi qui est néfaste pour la vie en société, mais quand ce droit persiste alors que les conditions qui étaient à l'origine de la transmission à un individu ou un groupe ne sont plus données. C'est pourquoi, comme propriété prospective, sera à ambitionner *une propriété* liée à la durée des facultés individuelles productives en conséquence de quoi *tournante*.

La faculté d'invention individuelle, donc de la vie de l'esprit produisant une valeur d'organisation trouve dans l'argent un moyen grâce auquel la fonction transfert de valeur reposant sur la mobilité rend possible la création de



nouveaux moyens de production et ainsi la formation de nouvelles valeurs. L'utilisation du pétrole et de l'électricité, les programmes informatiques de planification et de gestion des processus de production sont des exemples techniques impressionnants réalisés par les facultés d'organisation de la vie de l'esprit. L'économie monétaire, phénomène d'accompagnement de la formation de capital, a la particularité de prêter le caractère de marchandise à tout ce à quoi elle trouve utilisation. Un bien devient « marchandise » quand il est échangeable contre une quantité d'argent, dans laquelle ses caractéristiques spécifiques ne trouvent plus leur expression. Si la propriété s'empare de l'économie monétaire, celle-ci ne transforme plus seulement les prestations en marchandises, mais aussi les facteurs de production sol et capital, et avec cela aussi le travail qui est payé du capital. La possibilité de vendre, la possibilité de mettre en gage, la possibilité de charger de la propriété conduisent à une interdépendance du système d'argent et de crédit existant ; qui par la création de crédit garanti par la propriété à l'intérieur du système bancaire, lié à l'initiative entrepreneuriale, a déclenché un accroissement continu, non seulement de la quantité de marchandises, mais aussi de la masse monétaire et du capital, qui combiné au caractère de marchandise conféré aux moyens de production, a un effet destructeur sur la qualité de la vie (nature et culture)⁴.

Le sol considéré comme marchandise/La marchandise fond et sol (foncier)

Pour la valeur des biens de consommation produits par lui, l'être humain a, comme nous l'avons vu précédemment, une mesure étalon immédiate dans ses besoins. Mais il n'a pas, dans le même sens, une mesure de valeur pour le sol et les moyens de production artificiels une fois que ceux-ci sont fabriqués. Un pareil étalon ne se donne en premier que des complexes structures sociales dans lesquelles se tient l'être humain. Et c'est pourquoi dans l'ordre monétaire défini prospectivement ci-dessus possédant le caractère de comptabilité des prestations, il ne reste ou n'est implicitement disponible aucun argent pour le sol et les moyens de production, parce que sinon la mesure étalon pour la quote-part sociale serait perdue/se perdrait, ce qui est justement le cas aujourd'hui puisque, dans ce système de propriété et de crédit, le capital peut

4. (6) - Certes la création de crédit par le système bancaire se base-t-elle sur l'émission (la création) de monnaie de la Banque centrale, mais elle dépasse en réalité de plusieurs fois la base monétaire. Aujourd'hui on définit comme capital toute fortune – capital technique/de chose (capital réel) ou capital financier – produisant un rendement.



se fixer dans le sol et les moyens de production artificiels. Par cette rente forcée, le capital ainsi accumulé agit comme un agent de renchérissement général.

Le travail considéré comme marchandise/La marchandise travail

À partir des actuels rapports de propriété, le rendement/la recette de la prestation est propriété de capital. À partir de la compréhension actuelle, le capital est plus-value contenue dans la recette de la prestation. Le capital, à partir duquel le travail est ensuite payé comme une marchandise sous forme de salaire, est, dans la façon actuelle de voir le capital et le travail, pour sa multiplication, soucieux d'éliminer le travail comme facteur de coût, ce qui doit conduire au chômage. L'allocation chômage/le soutien des chômeurs/des dépourvus de travail, qui est aujourd'hui financé par l'État au moyen d'impôts et d'endettement, sans relation ni transparence, devrait, du moins partiellement, compenser la perte individuelle de pouvoir d'achat passée au capital, revenu du travail transformé en revenu du capital. La libération du /l'exemption de travail appliqué à la nature, grâce à la création de valeur d'organisation, est en soi plus que digne d'être poursuivie/proprement de valeur à être ambitionnée, mais pour d'autres motifs et avec d'autres buts/objectifs et pour cela, à assurer en mesure de revenus aux moyens d'argent de prêt et de don.

Mais le travail lui-même est aussi occasion/opportunité de revenu, c'est pourquoi l'impulsion de l'économie repose aujourd'hui en se procurer le revenu le plus élevé/haut possible par la masse de biens produits. C'est pourquoi aujourd'hui le capital et le travail sont soucieux/désireux d'acquérir autant qu'ils peuvent extraire, voire extorquer de l'ordre de société, au moyen de travail inutile – et à cause de cela d'une économie de, gaspillage⁷. Dans un article, paru dans la Neue Zürcher Zeitung du 11.7.2000, sous le titre « Limitation du nombre des médecins – pour un plafond des coûts de santé », on pouvait lire la note suivante : « De l'autre côté, devrait être combattu le problème de l'extension quantitative dans le système de santé, par une limitation pour une durée de trois ans des admissions pour les médecins et autres fournisseurs/producteurs de prestations. Car malgré la baisse approximative des prix des médicaments, les coûts continuent de grimper par suite d'interventions médicales plus fréquentes. » Le système de santé est exemplaire pour illustrer le problème du travail latent inutile, dans le seul but d'obtention de revenu. Il se trouve dans cette situation, parce que, par erreur de jugement, ses prestations sont positionnées de manière erronée, c'est-à-dire du côté des « prestataires



de travail » au lieu de celui des « bénéficiaires/dépendants d'argent de don ». (Voir ci-dessus). En fait, le système actuel lui-même prouve que c'est bien le cas, puisque dans beaucoup d'États, le secteur de la santé est financé par un système d'assurance obligatoire, ce qui revient en fait à un don forcé. Mais dans notre système actuel, une conclusion trompeuse a des conséquences funestes : Le revenu du médecin semble dépendre du nombre de malades qu'il traite. Si le système reflétait la réalité, le revenu du médecin se situerait au-dessus ou au-dessous de la moyenne, selon le nombre de personnes qu'il peut garder en bonne santé et qui par conséquent peuvent le libérer/l'exempter. (Voir à ce sujet aussi, l'éloquent article du « Spiegel » du 29.8.2005.).

Ce n'est que sur la base du nouveau concept de valeur élargi, qui conduit au concept de la quote-part sociale comme mesure étalon, que se laissent représenter séparés l'un de l'autre la recette de prestation et le revenu et amener dans le rapport de compensation ambitionné (voir « mesure de la valeur primordiale »). Il s'ensuit que chaque recette de prestation peut reposer sur le besoin provenant librement d'un progrès culturel et ne doit plus être créée par la contrainte au revenu sur la base de grandeurs non déterminables dans le contexte de l'économie considérée dans sa totalité. Parce que constituant la création de monnaie, aucune quote-part sociale ne doit porter le caractère de coûts. Il ne faut pas se la représenter comme arithmétiquement fixe, mais dans une dynamique constante en relation avec le tout. L'organisation du travail par l'intelligence permet aux fournisseurs de travail/prestataire de travail de réaliser/généré des quotes-parts sociales en plus/en sus des leurs. Subséquemment/Par cela les dépenses et les encaissements seront, seulement parmi les prestataires de travail (qui théoriquement travaillent seulement corporellement) libérés de leurs relations sinon fixées, qui consistent en ce qu'ils gagneraient seulement entre eux ce que coûtent leurs prestations. Dans le livre « Wirtschaften in der Zukunft » ("Faire l'économie dans l'avenir"), l'aspect de la « non-égalisation de la quote-part sociale » serait/a été fondé avec l'existence de purs consommateurs, aussi loin que ces prestataires de travail sont à ordonnés/classer à la mesure de revenu/pour ce qui concerne leurs revenus, mais pas à la mesure de leurs dépenses. Ainsi la liberté, l'inégalité, le « chaos » provoqués par le besoin s'introduisent/viennent dans le système. C'est là l'origine du/Cela contient du progrès, car parce que toujours plus de prestations proviennent du sol par l'organisation du travail (rationalisation), les prestations revenant au pouvoir d'achat des bas revenus peuvent augmenter en conséquence même lors de plus grands écarts de revenu.



Le capital considéré comme marchandise/Marchandise capital

Au lieu de correspondre à des besoins qui reposent sur l'évolution culturelle, la formation de capital peut être forcée, à partir des rapports/conditions de droit et d'argent en vigueur/existant, dans la forme de libération/exemption parasitaire du propriétaire de sol ou de moyen de production comme « pur consommateur », et obtient par cela un caractère de rente. A un tel déploiement de pouvoir injustifié par la propriété s'oppose sa limitation temporelle tout comme la transition de capital en argent de prêt et de don, comme cela ressort du système monétaire nouvellement compris. Aujourd'hui sera certes parlé d'économie basée sur la division du travail, mais la pensée et l'action économique n'a encore délaissé le point de vue de l'autosuffisant/l'autarcique. Le capital, bien qu'il soit déterminé au fond comme une contre-valeur de la libération/exemption conditionnée par les besoins pour le cycle économique sous forme d'argent de prêt ou de don, est aujourd'hui sur la base de son caractère de marchandise fixé sur ce que, comme propriété non limitée dans le temps affectée à un 12 individu ou une seule entreprise, ainsi qu'il peut être « stocké » (accumulé), comme les produits du sol (des céréales par exemple), par celui qui vit en autosubsistance/l'autosuffisant. Sous quelles conditions et avec quelles conséquences, cela est-il possible ?

La contrainte à la croissance

La compréhension de lois fondamentales, négligées jusqu'ici, permet de surmonter ce problème.

Par principe on peut accumuler la contre-valeur en argent de la libération/l'exemption (du travail appliqué à la nature = capital) en mesure de propriété dans le sens actuel du concept de propriété, aussi loin et aussi longtemps qu'on peut stocker des biens matériels, y compris fonds et sols. Le capital se laisse accumuler sous la forme d'argent de prêt ou de sa sécurisation quand celui-ci permet une mainmise directe ou indirecte sur les valeurs d'extraction/d'obtention à la nature. (Le point de vue de l'économie globale inclut également l'accumulation individuelle purement nominale d'argent, sous forme d'avoirs en compte ou en espèces.) Son accroissement comme capital financier et sa rémunération en intérêts, aujourd'hui l'obsession de l'activité économique, exigent la rationalisation continue de la production agricole et industrielle dans le but d'une élévation continue de la production maté-



rielle. Et ils exigent/réclament quelque chose de fondamental, à savoir que la masse monétaire croisse tout bonnement avec la masse des prestations, oui, indépendamment de celle-ci absolument, ce qui revient à/déborde en une monétarisation des valeurs d'organisation⁵. Quand – ce qui est possible grâce au système de propriété actuel – la libération/l'exemption du travail appliqué au sol respectivement la formation de capital peut être forcée et la part compensatoire de la valeur d'organisation contenue dans le revenu des prestataires de travail en être retirée par dilution de la monnaie pour la création de nouvelles productions matérielles, les revenus des prestataires de travail et des « bénéficiaires/dépendants d'argent de don » sont sous pression. Dans la lutte de concurrence entre les revenus du capital et du travail, dans laquelle toute production serait déplacée le plus volontiers vers des lieux où les coûts salariaux s'approcheraient asymptotiquement du zéro, ce ne sera plus le besoin, mais le rendement/la recette de la prestation, au but de se procurer revenu et capital, qui devient le moteur/l'initiateur de l'activité économique et le déclencheur de la contrainte à la croissance.

En résumé, le problème peut être formulé ainsi : a. Comment peut être obtenu que les prestations (résultats d'un travail) reposent sur la demande déployée par un besoin apparaissant librement et non pour répondre à des besoins créés par un processus économique propre dans le but de créer des recettes de prestation ? b. Comment peut être évité au maximum le travail inutile, donc une économie de gaspillage pour l'être humain et la nature ? c. En tenant compte de ce qui précède, comment peut se réaliser une valorisation réciproque des prestations que leurs recettes permettent aux producteurs/fabricants de satisfaire à leurs besoins et à ceux de leurs proches, purs consommateurs, grâce aux prestations d'autres durant le temps qui leur est nécessaire pour fournir une prestation identique ou de même valeur ?

(Qui croit que l'exigence 3, se laisserait résoudre par le pur rapport de l'offre et la demande, *ignore les conditions préalables*, à savoir/notamment *que la*

5. (8) - Surtout dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, les Banques centrales des leaders des pays industrialisés ont fortement augmenté la masse monétaire pour mettre suffisamment de liquidités à disposition de leur système bancaire engagé internationalement, ceci afin d'éviter des situations de crise ou d'y remédier. L'existence d'un marché de devises et de titres a permis de diriger des masses de monnaie supplémentaires vers ceux-ci. Quoi qu'il en soit, on a assisté en premier lieu à une inflation dans les titres et non pas à une hausse des prix des biens de consommation, pas même indirectement par le biais d'une inflation des prix du sol.



recette de la prestation et le revenu du travail n'ont pas la permission d'être des grandeurs qui se conditionnent réciproquement, qui soient interdépendantes !)

Les connaissances acquises par l'observation de l'économie dans sa totalité qui permettent au futur organe de coordination de réaliser la pé- réquation/compensation entre les prix dictés par le besoin et ceux exigés par la production pour réaliser approximativement les quotes-parts sociales qui lui sont attribuées. Ce sont : 1. Les deux pôles de la formation de valeur en tant que polarité inverse entre le travail corporel et le travail spirituel dans le sens économique. 2. La somme des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature, pouvant être désignée comme « production primordiale », comme le résultat hypothétique du pur travail corporel et comme mesure « objectivée/objectale » de chaque formation de prix. 3. La formation de capital comme équivalent de l'émancipation de la production de prestation à la nature sur la base de facultés spirituelles et de la valeur du travail spirituel comme équivalent du travail corporel épargné. 4. La transition du capital en argent de prêt et de donation.

5. La détermination/fixation d'une masse monétaire comme équivalence de la somme des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature (= production primordiale) et avec cela la fixation du « revenu primordial » comme mesure nominale des quotes-parts sociales, glissière de sécurité des revenus individuels. Ainsi avec cela, les recettes de prestation et les revenus ne sont pas dépendants les uns des autres, mais orientés d'après une grandeur primordiale, ce qui libère les revenus de la contrainte à la croissance en conséquence de leur couplage immédiat à la recette des prestations. Si la valeur dispensée par le besoin et exigée par la fabrication/production sont alignés/adaptés l'une à l'autre, subsiste donc comme dans la production originelle, l'unité du besoin et de la production de prestation, la couverture des besoins de tout en chacun par production conditionnée par la demande est réalisé avec le rapport à la quote-part sociale sur la base de l'établissement associatif de prix.

6. La limitation dans le temps de la propriété liée au moyen de production comme médiateur de la libre disposition du capital au service de facultés utiles pour toute la société.



Amalgame de l'intérêt du capital et de la rente foncière

Nous avons rendu visible comment, au moyen de l'organisation du travail par l'intelligence apparaît une émancipation du travail de la base de nature, du capital. Le capital peut maintenant prendre deux chemins, l'un étant celui d'une rente dans le sens de la consommation directe, ou l'autre, celui de l'accumulation de capital d'entrepreneur. Le premier cas est aussi pratiqué aujourd'hui par les pures conditions (juridiques) de propriété, ce sur quoi il a déjà été indiqué, et agit tendanciellement au renchérissement. Le dernier cas, relève aujourd'hui d'intérêts de propriété, mais peut servir le progrès économique avec la tendance à faire baisser les prix dans le sens de l'adaptation compensatoire exposée plus haut (étant présumé naturellement que la masse monétaire ne soit pas augmentée comme aujourd'hui avec la masse des prestations). Des conditions actuelles de la propriété tout comme de la création de monnaie et de crédit résulte une monétarisation des valeurs d'organisation. C'est pourquoi l'intérêt du capital s'est confondu avec la rente foncière et, comme part de cette même, a crû en montants au-delà de toute proportion. Sans rente foncière, cela a déjà été dit, la société humaine ne peut vivre. Le problème réel, dans la lutte agitatrice qui doit être menée contre l'intérêt, est comment, par la considération de l'économie dans sa totalité, la production du sol et la production spirituelle (le champ des facultés et des idées humaines) peuvent être amenées en lien nécessaire sain. C'est à cela que servirait un organe de coordination futur qui n'administrerait pas de manière vague et dirigiste, mais en connaissance de la formation de valeur et de prix et qui, grâce au système monétaire qui en découle, rendrait transparents les revenus des bénéficiaires d'argent de prêt ou de donation. Cet organe de coordination sera décrit plus loin⁶.

6. (9) - Dans son livre « Die natürliche Wirtschaftsordnung » (L'ordre économique naturel), Silvio Gesell s'approche du problème de la quote-part sociale dans le chapitre intitulé : « Le salaire de base ». Il s'y exprime à peu près en ces termes : si quelqu'un émigre aux États-Unis et qu'il y reçoit des terres libres, ce qu'il en tire comme revenu, est l'étalement/la ligne directrice pour tous les autres revenus. On saisit alors clairement que cette mesure étalon est le quotient de la division de la rente foncière par le nombre de la population, quand on comprend les deux pôles de la formation de valeur : « travail appliqué à la nature » et « travail organisé par l'intelligence/l'esprit ». Silvio Gesell n'est pas arrivé jusque là.



II. L'AVENIR DE L'ARGENT

Aujourd'hui celui qui se préoccupe des questions touchant l'avenir de l'économie ou de la société en général se voit immédiatement confronté à des jugements émotionnels qui varient selon la position sociale occupée par celui qui les porte. Quiconque se trouve du côté de la chance argumente volontiers ainsi : ne vous faites donc pas de pensées inutiles pour l'avenir ; jamais encore le niveau de bien-être matériel n'a été aussi élevé qu'à notre époque – du moins sur le vieux continent. Les gens ne connaissent pas la faim ; grâce à notre service de santé, la durée de vie est plus longue que jamais, la mortalité infantile minime. Tous disposent de tellement d'argent et de temps libre qu'ils peuvent voyager dans le monde entier, faire des vacances. Les restaurants, les centres de loisirs, les expositions, les salles de concert, les théâtres, les opéras sont bondés. Bref, du pain et des jeux à profusion ! Et en plus de cela, notre système de prévoyance sociale empêche la chute au-dessous du minimum existentiel.

Celui qui ne se trouve pas justement du côté des bienheureux ou n'est pas employé dans une banque ou un institut financier laisse entendre d'autres propos. Il voit le présent et l'avenir un peu moins roses et met le doigt sur différents problèmes : les propriétaires du capital qui exercent une pression permanente en vue d'une croissance continue de la productivité ; le risque de chômage ; les conséquences écologiques d'une économie d'usure et de gaspillage ; la baisse de qualité des aliments avec pour conséquence une augmentation des atteintes à la santé qui, à leur tour, font grimper les prix des services de la santé ; des déficits grandissants dans le système de sécurité ; un intérêt faiblissant pour le travail, sauf pour le revenu qu'on en retire ; un fossé toujours plus large entre riches et pauvres et la migration internationale qu'il engendre. Bref, une détérioration de la qualité de vie et des perspectives sombres pour une libre et constante évolution spirituelle et culturelle de l'humanité.

C'est un fait que la contrainte à la croissance décrite a conduit à un énorme accroissement du rendement et de la production de biens. Mais l'organisation et l'automatisation du travail qui permettent la formation de capital et la croissance de celui-ci comme but en soi ont donné une impulsion mécaniciste à toute la vie en société. Fait caractéristique, le principe de l'économie de marché est présenté comme exemple de système régulé dans un ouvrage de physique⁷. Et avec le temps, cette impulsion mécaniciste limite le libre épanouissement des besoins pour une part de plus en plus grande de la population – dans

7. (10) - voir Friedrich Dorn/Franz Bader : Physik. Schroedel Schulbuchverlag. Page 369.



un premier temps avant tout en qualité. Mais peut-être bientôt... aussi en quantité ?

Dans la première partie de ce travail, nous avons mis le doigt sur le dynamisme propre au système de la formation sur la base d'une science reposant sur une libre formation de jugement et une vie de l'esprit s'édifiant sur cela comme instigatrice de la valeur d'organisation. Une vie de l'esprit animée d'une conscience moderne doit donc ressentir comme une insupportable contrainte tout ce qui veut l'atteler sous le joug de la valeur d'utilité immédiate de l'économie et d'un doctrinarisme juridico-politique (maintien, étranger à la réalité, à une opinion théorique). Les impulsions pour le contenu des vies de droit et d'économie doivent venir d'un système de formation libéré de toute tutelle, autonome, pour que l'évolution de la culture puisse être ressentie comme libre. L'autonomie des vies de l'esprit et de l'économie est la plus importante revendication sociétale de notre temps.

La pensée de la « tri-articulation de l'organisme social » fut publiée par Rudolf Steiner, pour la première fois à l'époque, très critique pour l'Europe du centre, de la première guerre mondiale et propulsée comme impulsion pressente du temps, mais ses contemporains se sentirent dépassés et impuissants. Les oppositions à cette idée sont actives jusqu'à l'heure actuelle, et ceci pour diverses raisons, mais elles ont fait que dans l'évolution sociale rien n'a réussi à empêcher les contraintes et les destructions. Toutefois, ce n'est que lorsqu'on a une vue vers des six points cités plus haut (comme « *connaissance d'ensemble de l'économie* », que l'on peut renoncer au rôle de l'État actuel comme agent de transfert et restructurer, chacun dans son autonomie, les différents domaines qu'il gère maintenant encore en une administration centralisée. Sur la base de ces vues, l'économie se gère elle-même. Simultanément il faut que l'État se redéfinisse comme responsable des domaines qui sont conformes à son essence : le droit et la politique, la sécurité, l'hygiène publique et le régime pénitentiaire.



La division du travail progresse continuellement, les professions deviennent de plus en plus spécialisées. Cette division du travail et cette spécialisation sont en train de restructurer la planète comme domaine économique et d'ailleurs de la manière qu'à l'« Euramérique » (c'est-à-dire les États-Unis et les pays européens leur étant directement liés), revient la création de valeurs d'organisation), par contre, la production de valeurs d'extraction à la nature est délocalisée vers l'Eurasie et les autres régions terrestres restantes. C'est en premier dans un domaine de la vie de l'esprit indépendant, sous forme d'une considération économique d'ensemble, que peut exister un pôle d'opposition à ce morcellement territorial en sortes d'états sociaux (NDT Au sens des états platoniciens)/de conditions sociales des intérêts humains globaux. Car, sans compréhension des principes économiques qui gagnent sur la rationalisation et la spécialisation et sans confiance sociétale dans laquelle la volonté individuelle peut s'identifier avec le sens social embrassant l'ensemble, toute l'économie tomberait dans des rapports de concurrence et dans la recherche d'avantages, ce qui en dernière fin devrait conduire à une décadence sociétale complète. La pensée d'une administration certes autonome, mais coordonnée des trois domaines de la vie sociétale est si importante parce qu'elle rassemble/résume différents aspects du problème social actuel :

- Pour la vie culturelle, la gestion/l'administration autonomisée du système d'éducation signifie que les différentes populations vivant sur un territoire politiquement ou économiquement unifié déterminent leurs écoles et enseignants, facultativement leurs églises indépendamment les unes des autres par choix (NDT « Wahl pourrait aussi signifier « vote », mais ici il s'agit du choix personnel réel de chaque humain majeur)⁸.

8. (11) - Au sujet de ce problème très actuel règne une grande confusion. Celui qui propage l'idée de « culture directrice », pour ce qui s'est historiquement développé dans un certain domaine, s'expose aux reproches de « racisme ». Celui qui prône la pluralité des cultures, le multiculturel, se voit reprocher la marginalisation, la ghettoïsation. D'autre part, des pays se voient aujourd'hui déclarés comme pays d'immigration, alors que cent ans plus tôt, ils étaient, par improductivité du sol, des pays typiques de l'émigration. Le manque de production immédiate du sol a été entre-temps compensé par l'industrialisation et leurs biens d'exportation. Mais désormais, on se trouve face à l'émigration de la production industrielle pour des raisons de concurrence nécessitant une réduction des coûts – selon l'optique actuelle. Si avec cela, les prestations de compensation passent toujours plus vers la création de prestations de travail spirituel, définies ici/dans la note de bas de page n°4 2 comme prestation-moins/négative (-), ainsi se pose la question si et comment des immigrants dans une économie dépendante de prestations d'un travail non rationalisable arrivent à obtenir des prestations d'un travail corporel (prestations-plus/positives +) sans appauvrir les habitants du lieu.



- Pour l'économie se donne des administrations autonomisées des vies de l'esprit et de droit que fond et sol, les moyens de production artificiels ainsi que le travail seront dépouillés de leur caractère de marchandises. Car comme producteur du capital dans le sens de la nouvelle connaissance, le système de formation agit/œuvre par ses délégués dans l'administration/la gestion de l'économie, ce en quoi les délégués comme forces de direction exerceront la fonction de propriétaire de moyens de production et désigneront/détermineront eux-mêmes leurs successeurs en ce rapport sous la forme d'une transmission dépourvue de vente. Et la vie de l'économie obtient de la vie de droit les prescriptions d'après lesquelles le temps de travail après analyse de l'organe de coordination (voir en bas) sera fixé au moyen d'une votation démocratique et les perceptions de revenus comme répartition des quotes-parts sociales générées dans l'entreprise seront négociées par entreprise particulière.
- Dans le texte précédent, le point de vue d'une autogestion de l'économie est traité en première ligne et les deux autres domaines sont considérés aussi loin qu'ils possèdent des relations réciproques avec l'économie. Ainsi en manière d'exemple la question de l'étendue de l'agriculture ou de la libération/l'exemption au sens des « purs consommateurs » contient un aspect à la fois culturel (scientifique), juridique et économique, cela signifie :
 - quel besoin en quantité et quelle sorte d'aliments provenant des ressources de la propre base de nature,
 - combien de sols devraient se tenir à la disposition de l'agriculture,
 - combien de vie de formation et de culture sera demandée/réclamée ;
 - combien d'État (redéfini, voir en haut) est nécessaire,
 - que signifie leur entretien pour la durée du travail ?
- L'aspect purement économique est celui de la production des prestations et leur valorisation réciproque/mesure réciproque de valeur. Naturellement la fixation des prix se tient à nouveau dans un pendant avec la vie de l'esprit (entre autres par la valeur d'organisation) et la vie de droit (par la durée du travail ; car, reposant sur les besoins et négociées associativement, les quotes-parts d'argent de donation des actifs spirituels et purs consommateurs ne sont pas dépendantes d'excédents fortuits des prestataires de travail).

Seule la « tri-articulation sociale » crée les conditions amenant les individus à créer des relations réelles dans les différents domaines de la société qui prennent lieu et place de régulations étatiques abstraites et anonymes.



L'association, le domaine, l'organe

Maintenant, déjà en entrée, a été indiqué que lors des exposés précédents il ne s'agit pas d'un programme, donc non de directives pour un nouveau système. Comme le lecteur l'aura après tout compris, il ne s'agit pas de démolir ce qui existe, mais de ce que les responsables de l'économie d'un territoire économique tel qu'il s'est déjà constitué créent des connexions/liens entre eux à partir de la compréhension et sous les points de vue des principaux pendants présentés ici d'une économie considérée dans son ensemble, par la suite, également avec des entreprises d'autres territoires économiques. C'est là que seront fixés les détails sur la base d'une connaissance spécifique des choses et des expertises.

De telles liaisons conduisent à l'association.

L'association apparaît sous différentes formes d'organisation comme :

L'espace de la devise.

Par cette création un territoire économique devient une unité. Le *graphique* « *La valeur primordiale* » page 94 tout comme le « *bilan* »¹ rendent clair que la devise prospective, exprimée par comptabilisation sur la mise à la base de la création monétaire postulée ici, est la somme des moyens de production activés auxquels est fourni un travail corporel, à hauteur de la quantité/masse de monnaie émise; le moyen de production primaire est le sol. La devise sera structurée par le rapport du travail corporel au travail spirituel (qui devrait reposer sur le libre épanouissement/déploiement de besoins et est à représenter à cause de cela en fluctuation) et se répartit/se partage en quotes-

1. (12) - Dans ce bilan, repris de « *Wirtschaften in der Zukunft* » (« Faire l'économie dans l'avenir »), b a été remplacé par a', afin de rendre encore plus clairement que a' ressort de a et est *partie de a*.

L'association apparaît sous différentes formes d'organisation comme :

parts sociales/quotients sociaux qui représentent, d'après le contenu, l'argent d'achat, notamment de pouvoir d'achat généré par les prestataires de travail, d'après la forme aussi l'argent de prêt et de donation.

Le mieux-être civilisateur d'un espace de devise est d'autant meilleur, que

1. les prestataires de travail peuvent générer d'autant plus de quotes-parts sociales en plus des leurs (non par contrainte économique, mais sur la base de l'évolution culturelle) 2. d'autant plus de prestations matérielles reviennent à la quote-part sociale.

L'organe d'observation

consistant en représentants (des secteurs/branches) de l'économie.

BILAN	
ACTIF	PASSIF
STADE 1 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée a	CREDIT (de la banque à billets/centrale) a
STADE 2 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée a	CREDIT (de la banque à billets/centrale) a
FORMATION DE CAPITAL: CAISSE (= épargne de travail) a'	
STADE 3 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée a-a'	CREDIT (de la banque à billets/centrale) a
DEBITEUR (voir sous-bilan) a'	
SOUS-BILAN de la production industrielle & des services	
Moyens de production industriels & entreprises de services a'	CREDIT du côté de la production du sol a'



L'organe de coordination

consistant en délégués des trois domaines de la société, s'unifiant en soi et exerçant, selon les nouvelles connaissances, les fonctions : - des actuelles associations d'entrepreneurs/patronales pour ce qui concerne la formation des prix ; - des actuels syndicats pour ce qui concerne les revenus ; - du fisc actuel pour ce qui concerne le financement des systèmes de la formation et de l'éducation, de la santé et de L'État nouvellement défini (les offices de perception/recouvrement fiscal dans le sens actuel ne sont plus nécessaires) ; - de l'actuel établissement des factures de l'État par coordination avec des besoins pour le futur.

Les tâches de l'organe d'observation sont :

1. La constatation :

- du nombre de la population ; - du nombre d'actifs dans l'agriculture ; - du nombre total des prestataires de travail ; - des prestataires de travail au total - des actifs dans le service de l'État (en rapport à la génération des quotes-parts sociales des actifs dans le service de l'État et de purs consommateurs sont à considérer comme égaux/semblables, en rapport à leur distribution cependant pas, parce que cette dernière survient au moyen de levées d'impôt au sens d'un argent de donation obligatoire) ; - des actifs spirituels et purs consommateurs.

2. La détermination

de la masse monétaire d'après le nombre de la population, lors du passage sur le système d'argent de l'« économie associative » la banque centrale mettra le « nouvel argent » en circulation en créditant les comptes des habitants vivant dans son espace de devise des quotes-parts sociales (revenu annuel calculé). (Pour de plus amples détails, voir p. 123 et suiv. et le tableau p. 128). Les écarts entre les revenus contractés des fournisseurs de travail ainsi que les revenus cotés/quotientés/soumis à des quotes-parts de bénéficiaires d'argent de don/donation vis-à-vis des quotas sociaux se corrigent par les transferts de compte des nouveaux comptes de dépenses des entreprises au tournant de l'année.



L'ajustement des valeurs avec l'aide de l'organe de coordination se passe :

Les exposés suivants sur un futur ordre monétaire ne doivent pas être accueillis comme une recette rigide. Ils doivent être compris comme leur maniement raisonnable sur la base de la connaissance de la formation de valeur et de capital, d'une création de monnaie comme comptabilité des prestations avec le but de la compensation entre les besoins et la valeur des prestations au moyen du respect des quotas sociaux/quotes-parts sociales. C'est pourquoi des organes de l'économie associative peuvent délivrer des propositions individuelles divergentes pour la gestion/l'administration de la devise, aussi loin qu'elles ne contredisent pas les connaissances susmentionnées, afin de ne pas éliminer le parallélisme entre la valeur de chose et de signe.

3. L'observation :

- des prix, dont découle celle - des besoins, dont découle celle - de la réalisation/du respect des quotes-parts sociales, dont découle celle - de l'éventuelle surproduction ou sous-production.

L'ajustement des valeurs avec l'aide de l'organe de coordination se passe :

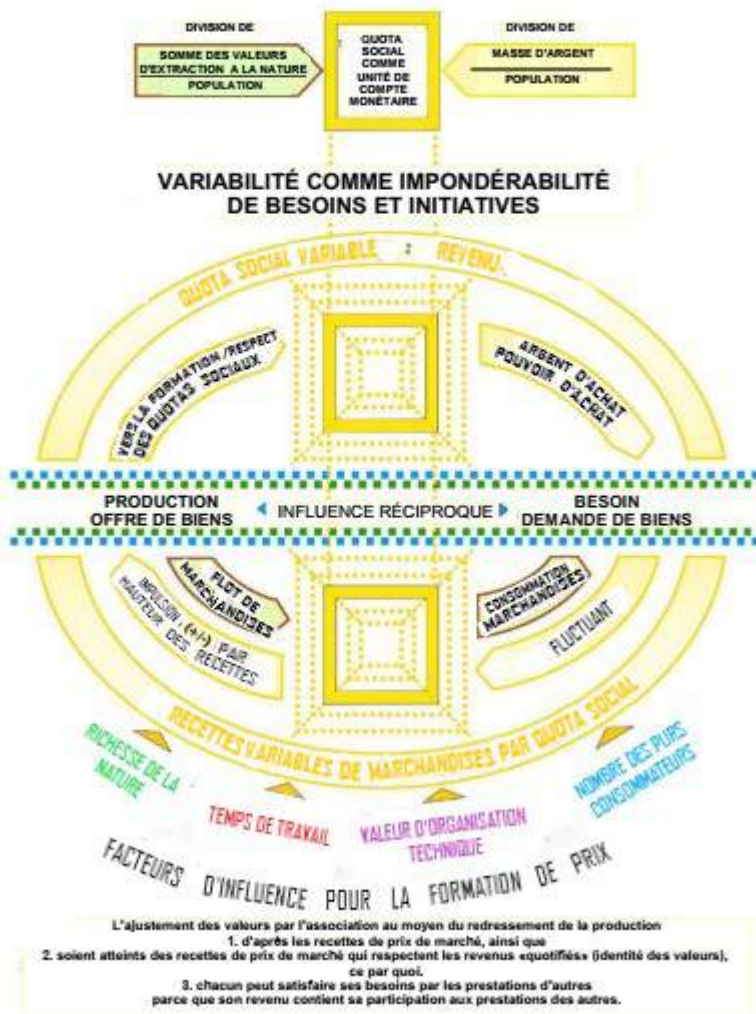
- au moyen du transfert de travail au sein des prestataires de travail - au moyen de transferts personnels entre des/les prestataires de travail et des/les accros à l'argent de don/(patients d'un traitement à la méthadone) - au moyen de la durée du travail (prolongation ou raccourcissement), afin que des gains/recettes de prix de marché soient atteints qui permettent de réaliser les quotes-parts sociales (identité des valeurs) par lesquelles chacun peut satisfaire ses besoins par les prestations d'autrui, parce que son revenu contient sa part aux prestations des autres.



L'ajustement des valeurs avec l'aide de l'organe de coordination se passe :

L'AJUSTEMENT DES VALEURS

Les carrés identiques correspondent à des grandeurs de comparaison monétaires pour des périodes identiques.
Sont comparées les quotas-parts sociales individuelles :
celles qui sont calculées partir des recettes sur les prix des biens avec celles exigées comme revenus.
Les carrés en pointillé montrent la mobilité par rapport à l'unité de calcul
comme grandeur d'orientation.



La masse monétaire - les différentes sortes d'argent - la circulation de l'argent

Si dans la première partie de cet écrit, intitulée « la science de l'argent », l'argent a été considéré à partir de la compréhension de la formation de valeur, de capital et de prix, la suite traite de l'art d'appliquer ces connaissances à l'argent dans sa circulation. Avec Goethe on pourrait se laisser dire : « On pourrait appeler science : la connaissance du tout, l'abstrait/le déduit : savoir ; l'art, par contre, serait science appliquée à l'action ; la science serait la raison synthétique et l'art son mécanisme, c'est pourquoi on pourrait aussi l'appeler science pratique. Et ainsi, la science serait alors finalement le théorème et l'art le problème ».

Dans l'économie associative, la masse d'argent respectivement la devise est pensée définie comme équivalent nominal de la création « réelle/objectale » respectivement quantitative de valeur qui ressort du travail corporel existentiel indispensable d'un nombre déterminé d'habitants sur la surface du sol lui étant nécessaire. Par tête de la population, nous la désignons comme quote-part sociale (Qs). En mesure de pouvoir d'achat, elle est le revenu primordial, qui comprend/inclus d'abord la valeur d'obtention à la nature (+) et alors l'ensemble de la valeur d'organisation (-). Elle contient le minimum, qui est nécessaire pour l'existence qui revient tout d'abord à la quote-part sociale, laquelle se remplit avec toujours plus de prestations avec l'accroissement de la valeur d'organisation. C'est pourquoi, en mesure de pouvoir d'achat, des revenus en dessous de la quote-part sociale peuvent être plus élevés que des revenus qui l'auraient dépassée dans le passé.

Partant de l'application de travail au « premier » moyen de production fond et sol, la monnaie est, sous prise en compte de la formation de capital, la somme de tous les moyens de production activés, mais elle est aussi la somme des quotes-parts sociales des prestataires de travail plus des dépendants de l'argent de donation ; les prestataires de travail définis comme producteurs de prestations immatérielles et purs consommateurs. Celui qui bute au terme «

dépendant d'argent de don », peut le remplacer par « bénéficiaire d'une rente de base/foncière ». Ce qui est essentiel, c'est que soit pénétrée ce qui conduit l'un dans l'autre à la formation de capital, l'activité des prestataires de travail et des dépendants d'argent de donation, du travail plus corporel et du travail plus spirituel, le fait que soit détermination réciproquement leurs prestations.

Maintenant émerge la question de savoir sous quelle catégorie sont à compter certaines entreprises actuellement actives sous le concept de prestation de services, en manière d'exemple le transport d'informations, d'humains et de biens, le tourisme, l'hôtellerie, les jardiniers, les coiffeurs. Nous comptons parmi les prestataires de travail des actifs dont les prestations reposent sur des besoins couvrant de la matière. Comment maintenant les travailleurs spirituels et les purs consommateurs dans le processus économique sont-ils saisis comptablement ? Cette saisie est le nerf de la guerre/le point bondissant de l'idée de tri-articulation sous l'aspect économique ! Les quotes-parts sociales des travailleurs de l'esprit et des purs consommateurs doivent être générées conjointement par les prestataires de travail, respectivement sont conjoints/adhèrent à leur revenu ; la valeur du travail spirituel correspond à ce qu'ils épargnent de travail corporel.

Les quotes-parts d'argent de donation se laissent répartir sur les domaines suivants de travailleurs de l'esprit et de purs consommateurs : (*voir aussi figure 10 dans „ Wirtschaften in der Zukunft“ [„ Faire l'économie dans l'avenir“] p. 76*)

- Les actifs dans les services de l'État et dans la banque centrale
- Les juges (comme solution transitoire, encore affiliés à l'« étatique », à la place du secteur libre de la formation et l'éducation - „ Faire l'économie dans l'avenir“ figure 10)
- Les médecins, le personnel médical et soignant
- Les professeurs, chercheurs, enseignants
- Les représentants des institutions culturelles et des églises
- Les personnes âgées et les handicapés
- Les mères et les enfants

Dans les comptes d'encaissement indiqués ci-dessous, se collectionnent/s'accroissent comme part de l'argent d'achat des quotes-parts d'argent de donation comme part du capital généré au cours de l'année. Avec la conversion des comptes d'encaissement en comptes de dépenses au changement d'année, tout l'argent est remis/repasse en circulation, et avec cela est au même moment aussi, tout l'argent de dons est à transférer sur les comptes des bénéficiaires d'argent de don de tous les domaines. Les paiements en/d'argent des dons devraient en principe survenir directement d'humain à humain dans le sens d'une libre



manifestation des besoins, non de manière anonyme par l'intermédiaire de décideurs intermédiaires. Donc par exemple, les sommes/les argents pour l'école seront versés directement sur un - disons - un compte de collecte des enseignants de l'école d'après un choix. Ou par exemple, des parts d'argent de don de santé seront versées sur un compte d'hôpital ou un compte collectif de médecins régionaux auquel sont affiliés des médecins par choix.

Un maniement transparent et d'abord simple dans le paiement des quotas d'argent de donation à partir des comptes de dépenses au début de l'année aux différents domaines proposés ici est l'attribution/la dotation directe ou indirecte par des comptes de collecte, des comptes avec les quotas leur revenant par les fournisseurs de travail respectivement leurs entreprises.

Les impôts seront payés, en manière d'exemple, dans la forme que les entreprises versent les quotas aux actifs dans de l'état sur des comptes de collecte, et d'ailleurs selon la clé suivante :

1. Combien de quotas sociaux reviennent aux actifs dans le service de l'État en rapport au nombre total de quotas sociaux dans la zone monétaire ? 2. Ce rapport, étendu aux recettes des prestations d'entreprise particulières, donne le montant de l'impôt.

L'appointement des quotas de pensionnés devrait survenir sur un compte de collecte régional, car oui des entreprises déclinent ou peuvent ne plus être en mesure de payer leurs quotas dans leur intégralité et ceux-ci doivent être repris par d'autres. Les entreprises individuelles, les entreprises artisanales en tant que payeurs de pensions sont volontiers à regrouper au niveau régional sous le point de vue du risque de succession, c'est-à-dire qu'elles sont à considérer au niveau régional comme une unité.

Si pour les femmes mariées non actives professionnellement et pour les vieux devraient être payé peut-être de 0,7 – 0,9 Qs, pour les enfants, selon l'âge de 0,3 – 0,7 Qs, les entrepreneurs, respectivement la direction d'entreprise (vie de l'esprit), devraient disposer d'encore suffisamment de moyens pour « donation » selon libre appréciation, par exemple pour des développements ou des recherches spécifiques. Sans une telle liberté de disposition, de la direction spirituelle un progrès n'est pas possible. Il est aussi laissé libre jusqu'où de telles quotes-parts réalisées comme capital vont de nouveau en circulation comme argent de prêt ou de donation. Le financement d'infrastructures dans les domaines mentionnés (par exemple, les bâtiments administratifs, les prisons, les écoles, les hôpitaux) survient en substance/d'après la chose par de l'argent



de donation, mais d'après la forme comment de l'argent de prêts (une catégorie d'argent supplémentaire, voir ci-dessous), parce que, reposant sur la production matérielle, vient au profit des revenus des fournisseurs de travail et ainsi rend possible un flux continu d'argent vers les entreprises correspondantes. Justement parce que des prestations de l'évaluation/la mesure positive de valeur, elles sont ici pour des coûts statistiquement déterminés de tous les quotas sociaux, ceux des prestataires de travail comme aussi des bénéficiaires d'argent de donation, à charge des entreprises.

Quand aussi pour l'économie associative prospective se donnera une nouvelle pensée, on peut d'abord utiliser les établissements et institutions existantes comme collecteurs de quotes-parts sociales. Les facultés et les responsabilités individuelles devraient être placées de façon toujours moins bureaucratique en vis-à-vis du libre déploiement des prestations.

L'économie associative repose sur la libre initiative des entreprises individuelles/particuliers, ce qui est aussi valable pour les échanges avec l'étranger. Toutefois les critères pour le commerce mondial ne seront ni de détruire les bases de la production dans le propre espace de devise avec des importations à bas prix ni de viser des évictions/éliminations à l'étranger par des exportations. Bien qu'on aspire à une vue d'ensemble de la formation du prix et du capital dans les différentes régions du monde, dans un premier temps, une devise mondiale unique ne conviendrait pas, car celle-ci forçant le développement économique mondial contraindrait purement un nivellement des prix, sans tenir compte prix déterminés par les besoins et exigés par la fabrication. Il sera tendu à atteindre un échange de prestations s'effectuant selon les mêmes points de vue que dans sa propre région d'économie associative, avec pour conséquence que les partenaires commerciaux intérieurs et étrangers puissent en tirer leurs avantages. Les importations seront financées par les recettes sur les exportations ou des crédits sur un compte en devise propre ; le crédit survient sur un compte d'encaissement, est négociable, du reste, il est soumis aux conditions de comptes justifiées/fondées ci-dessous. Les devises à valoir à l'étranger seront reprises par les importateurs et/ou les entreprises de tourisme par achat contre de la monnaie intérieure, les besoins en devises par des ventes de devises par des exportateurs et/ou des entreprises de tourisme et couverts par leurs avoirs correspondants en devise intérieure.



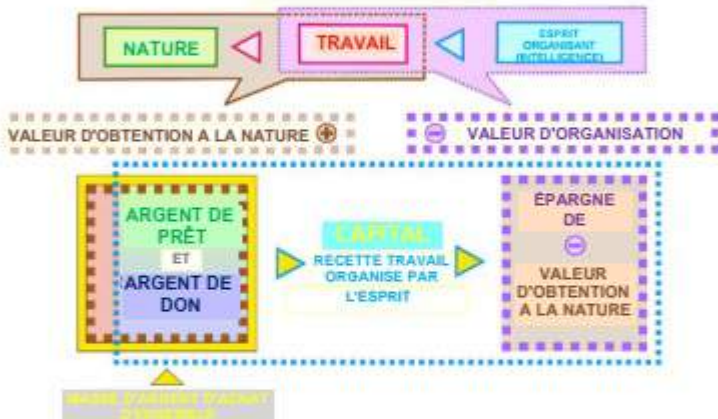
LA DÉRIVATION DE LA MASSE D'ARGENT

MISE EN ÉQUIVALENCE



L'ATTRIBUTION DE LA MASSE D'ARGENT EN TROIS SORTES D'ARGENT

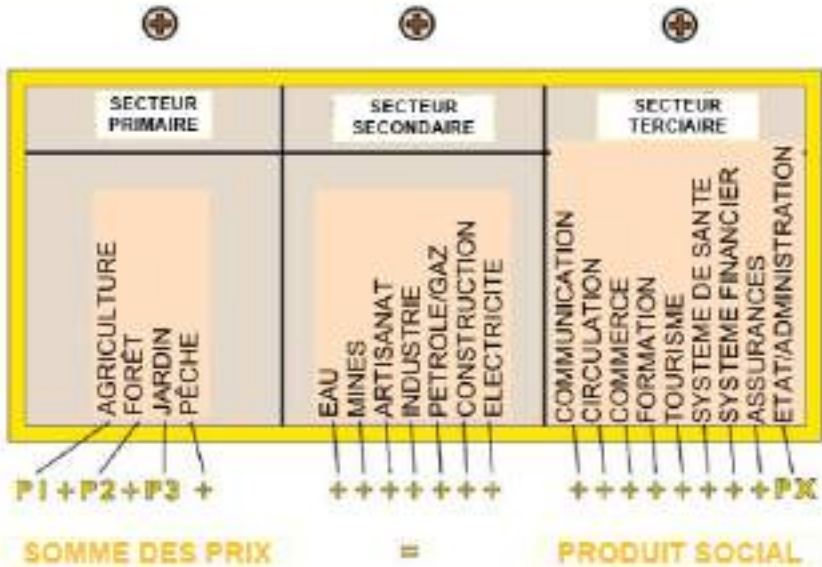
I. LEUR APPARITION



II. LEUR ORDONNANCEMENT QUALITATIF (PAS QUANTITATIF) MASSE D'ARGENT: SOMME DES PRIX DE LA PRODUCTION MATÉRIELLE ANNUELLE (IDEAL)



Comparaison avec la manière actuelle et fondamentalement différente de considérer la production des prestations



La production de prestations survient selon les trois secteurs certes séparés, mais comptés ensemble dans une même mesure dans le PIB/produit social. Il ne sera pas différencié entre la prestation matérielle et immatérielle, parce que cette dernière ne sera pas saisie comme résultat du processus de la formation de capital comme c'est décrit dans cet écrit. La valeur d'organisation œuvrant lors de la formation de capital ne sera pas saisie comme épargne de travail à la nature (-), mais additionnée comme une production/prestation matérielle complémentaire dans la comptabilisation de l'ensemble de l'économie, donc traitée comme une « valeur d'extraction/d'obtention à la nature (+) ».

La circulation des sortes d'argent

Dans les exposés précédents sur l'économie associative a été fondé pourquoi la future monnaie doit avoir la fonction d'une comptabilité des prestations. On peut ainsi réaliser qu'à travers la formation de prix (en argent) par les



associations, chaque fournisseur de prestations peut satisfaire ses besoins et ceux de ses proches par les prestations d'autres fournisseurs de prestations. Ceci vaut autant pour les besoins matériels que pour les besoins immatériels. C'est ce qui donne son sens à l'économie basée sur la division du travail, mais est seulement possible en premier par le *parallélisme de la valeur réelle/de chose et de la valeur nominale/de signe*.

Le passage de l'économie d'échange, respectivement de l'économie monétaire/de l'argent à l'économie de crédit exige/conditionne/est conditionné par ce que l'on comprenne la formation de valeur en polarité inverse. La production du sol crédite, respectivement finance la production de prestations émancipées d'elle. Cela conditionne que les revenus sont à payer d'avance.

La quote-part sociale ou quota par tête de la masse monétaire par tête d'habitants comme étalon de la création de valeur à l'intérieur d'un cycle d'un an est le revenu annuel moyen. La totalité de la masse monétaire est mise en circulation en créditant, dans un premier temps, le compte de chaque individu recensé/saisi par l'association du montant de sa quote-part. Des retraits d'argent ne peuvent pas dépasser le montant crédité au début de l'année.

Les prestataires de travail qui génèrent les quotes-parts sociales des bénéficiaires d'argent de don, afin d'obtenir une transparence du système comme entreprises, ont à conduire séparément un compte de dépenses et de recettes. Leurs dépenses et leurs dons auront à survenir au débit du compte de dépenses de l'année en cours. Celui-ci sera nouvellement crédité du total du compte de recettes à la fin de l'année; d'éventuels montants de crédit restants seront transformés en argent de don et/ou de prêt. Les comptes d'argent de prêt seront, comme les comptes de recettes, reportés à la fin de l'année sur les comptes de dépenses de l'année suivante des titulaires correspondants. En ce qui concerne la tenue du compte de dépenses et de recettes, les entreprises comptent comme *un* fournisseur de prestations individuel; leurs collaborateurs tiennent un compte comme des dépendants d'argent de don. La somme des soldes des comptes d'encaissement/recettes plus les soldes des comptes de dépenses des fournisseurs de prestations (entreprises), plus les soldes des comptes des bénéficiaires/dépendants/d'argent de don, des collaborateurs d'entreprise et des comptes d'argent de prêt correspondent à la masse monétaire. Cette dernière s'adapte aux modifications du nombre d'habitants par l'ouverture, respectivement la fermeture de comptes avec le crédit, respectivement l'annulation du montant de la quote-part sociale. En ce qui concerne la circulation de la masse monétaire correspondant aux quotas sociaux, les nouveaux arrivants



ou les émigrants doivent être assimilés aux nouveau-nés et aux personnes décédées. Une solution possible pour la gestion des comptes serait de créditer le quota social pour les nouveau-nés et les nouveaux arrivants en cours d'année, de créditer la différence des quotas sociaux complets sur les comptes collectifs d'argent de don, d'équilibrer les comptes des personnes décédées et des émigrants à la fin de l'année et de débiter la différence jusqu'à leur quota social complet lors du transfert des comptes de recettes vers les comptes de dépenses où les quotas sociaux calculés des entreprises et des bénéficiaires d'argent de don qui en dépendent sont dépassés. Un contrôle des comptes est assuré par le réseau des succursales de la banque à billet/centrale. La somme d'argent non utilisée de l'année précédente s'inclut dans la masse monétaire de l'année suivante. (C'est en même temps le montant manquant sur les comptes de recettes pour alimenter la masse monétaire). Le système en lui-même rend une thésaurisation sur les comptes d'argent de don systématiquement improbable ; le cas échéant, elle se laisserait réguler par la limitation des reports en fin d'année. Par la séparation des comptes de dépenses et de recettes, les écarts par rapport à des encaissements précédents de quotes-parts sociales pourraient être saisis. *Un égalitarisme est exclu dans le système prospectif de prestations.* Les prix des produits sont, dans un premier temps, à calculer comme somme des quotes-parts sociale des fournisseurs de travail nécessaires pour leur production comme personnes individuelles, ainsi que le pourcentage de dépendants d'argent de don leur étant assignés, plus les coûts des préachats et des investissements, qui doivent être crédités à la fin de l'année sur les comptes de prêts des entreprises bénéficiaires (à traiter comme indiqué ci-dessus) à partir des comptes de recettes de l'année en cours. L'évolution des besoins, les changements de qualité, la création de nouvelles entreprises, etc. entraînent naturellement des changements permanents dans les recettes des prestations par rapport aux quotas sociaux correspondants. Cette détermination - excédent ou déficit - est la quintessence des comptes annuels des différentes entreprises de production et la base du jugement de l'association.

En prévision d'investissements plus grands des comptes d'argent de prêts, transmissibles, peuvent être ouverts/aménagés chez des firmes d'équipement correspondantes, firmes de construction, d'automobiles entre autres, qui en finance leurs quotes-parts sociales en cours. Les comptes d'argent de prêt incluent deux processus non pleinement identiques : d'un côté, ils sont alimentés par du capital résultant de la rationalisation dans le but d'impulser une nouvelle production qui engendre une baisse générale des prix des biens (en fait argent de prêt). De l'autre côté, il leur flue de l'argent pour une accumulation

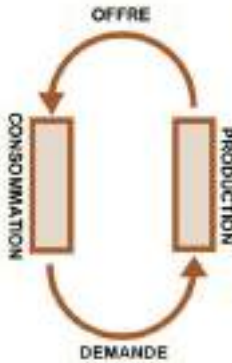


de pouvoir d'achat pour maisons, voitures, etc.). Les flux d'argent qui leur confluent se consomment continuellement/couramment dans le processus de fabrication impulsé. Préserver l'efficacité du système d'un embouteillage de capital appartient aux tâches essentielles de l'association. Quand l'argent est, comme aujourd'hui, un moyen d'échange indépendant, il acquiert par sa circulation une valeur propre qui lui ôte sa fonction de comptabilité. Le parallélisme de la valeur réelle/de chose et de la valeur nominale/de signe peut seulement resté garanti quand l'argent a le caractère d'une comptabilité, est donc monnaie scripturale ou de compte et qu'au numéraire/argent liquide revient seulement une fonction intérimaire. Comme tout l'argent, donc également l'argent liquide en tant qu'argent d'achat, entre chez les fournisseurs/prestataires de travail, ceux-ci devraient, par exemple, respecter la consigne suivante comme réceptionnaires de liquidités : » Dès réception, veuillez porter immédiatement cet argent à la banque qui en créditera votre compte de recettes. Si vous l'utilisez directement pour l'acquisition de prestations matérielles ou immatérielles, vous augmentez certes votre potentiel de dépenses de cette année, mais diminuez celui de l'année prochaine, car celui-ci dépendra de l'état, en fin d'année, de votre compte de recettes de l'année en cours ». *Avec cette compréhension de l'argent et du système monétaire, les problèmes rencontrés jusqu'ici par les ordres monétaires alternatifs sont assainis.*



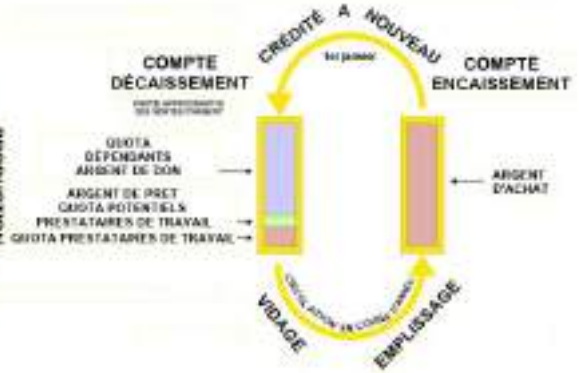
**PARALLÉLISME DE VALEUR DE CHOSE ET VALEUR DE SIGNE
PAR CONDUITE DE COMPTE SÉPARÉE**

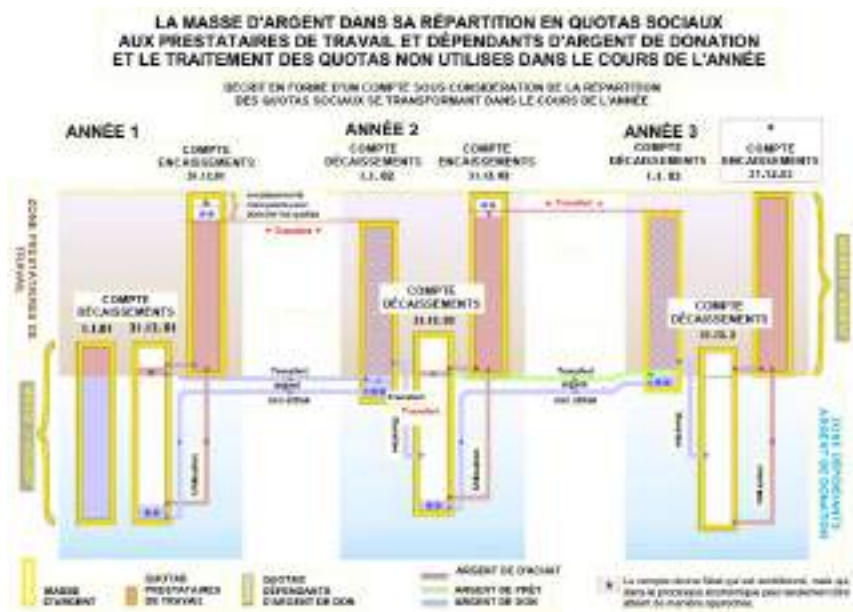
**VALEUR DE CHOSE
CYCLE OBJETAL**



**VALEUR DE SIGNE
CIRCULATION MONÉTAIRE**

COMPTE DES PRESTATAIRES DE TRAVAIL COMME ENTREPRISES





La comptabilité se modifie par rapport à ce qui se pratique aujourd’hui. Il n’y a plus les concepts et différenciations de « Capital technique/avoirs/actifs de dépôts » et « Capital financier/actif circulant ». Ceux-ci se dérivent de ce que les moyens de production, selon l’actuel concept de la propriété et la création de monnaie et de crédit, sont monnayables/monétarisables et représentent des marchandises négociables.

Bilan conventionnel

Actif immobilisé Capital technique/de chose	Actif circulant Capital financier
Terrains Immobilier Machines Participations •	Débiteurs Stock marchandises Titres Avoirs en banque Caisse

Dans l’établissement du bilan conventionnel, le critère pour le compte de résultats est la constatation du rendement du capital et pour le compte de



fortune/patrimoine le montant, calculé au prix du marché, des propriétés cessibles ou pouvant être mises en gage.

Le compte « Capital » prospectif

Ses critères sont :

- La saisie/la fixation/détermination de la formation de capital pour la consommation : **Argent de don**
- La saisie/la fixation/détermination de la formation de capital pour la fabrication de moyens de production : **Argent de prêt**

COMPTE D'ARGENT DE DONATION	
Compte de décaissement année courante	Compte d'encaissement année courante = compte de décaissement nouvelle année
SORTIE	ENTRÉE
Achats de marchandises (matières premières, préproduits) (x) Revenus conenus prest. de travail (x) Argent de prêt / fond de renouvellement (y) Impôts (z) Paiement de pensions (x) Paiements restants d'argent de don (x)	Recettes de ventes Comptes d'argent de prêt (Solde des réceptions d'argent de prêt)
Résultat: rapport revenus prest. de trav. paiements d'argent de prêt : paiements d'argent de don = $x : y : z$ Chiffre de comparaison: moyenne de l'économie d'ensemble de l'année précédente = $x' : y' : z'$	
COMPTE D'ARGENT DE PRÊT/MOYEN DE PRODUCTION	
VALEUR DE CHOSE / MOYEN DE PRODUCTION	PRESTATIONS / VALEUR ARGENT
Travail activé à la production du sol + bâtiments + machines + fond de renouvellement / exigence d'argent de prêt	+ comptes d'encaissements + comptes d'argent de prêt
Total en % de la masse d'argent = u	Total en % de la masse d'argent = v
Résultat: comparaison u : v	

Partant de la monnaie comme étant la somme de tous les moyens de production activés sur lesquels du travail corporel est effectué/fourni, ce sous quoi tombe en première ligne les terres utilisées par l'agriculture, lors de l'introduction du nouveau système de comptabilisation, les entreprises inscrivent, dans un premier temps, leurs immeubles et leurs machines à la contre-valeur des quotes-parts des prestataires de travail, plus le pourcentage de quotes-parts



des bénéficiaires/dépendants d'argent de don qu'elles ont à assumer ; plus tard/après au prix des coûts. Les amortissements effectués annuellement sur les bâtiments et les machines, et avec cela leur moins-value, apparaissent dans le fond de renouvellement.

La Banque centrale livre à l'organe d'observation de l'association les chiffres suivants au 31.12. :

- les soldes des comptes de recettes/encaissements des entreprises
- les totaux d'avoir-chiffres d'affaires des comptes des bénéficiaires/dépendants de l'argent de don (Comptes des collaborateurs de l'entreprise non inclus).

Les entreprises livrent les demandes, respectivement les engagements en argent de prêt à l'organe d'observation. Ces chiffres permettent à ce dernier de saisir la tendance à la surproduction ou à la sous-production, le degré de rationalisation, la tendance à l'excès ou au manque d'investissement dans les moyens de production.

L'économie associative est basée sur les facultés et le savoir-faire. Ces qualités sont exigées par les besoins et elles y répondent par la production de biens/de prestations. Les besoins matériels se répercutent sur les bénéfices/recettes/rendements de la production/des prestations. Les besoins immatériels peuvent être perçus à la lecture des attributions de l'argent de don. L'économie associative tend vers l'épargne de travail, non pas pour réduire les coûts, ces soi-disant coûts de salaire ; elle n'en a pas besoin, mais elle ne crée aussi pas du travail dans le seul but de procurer des revenus ; cela elle n'en a en tous cas pas besoin.

Mais l'économie associative repose aussi sur la confiance : Elle a besoin de la confiance et elle donne confiance. Elle fait cela parce qu'elle permet à chacun de vivre la vision de ce qui est bon pour la communauté et qui se manifeste dans l'accomplissement de la quote-part sociale de tout un chacun ; à cela peut à nouveau s'éveiller la volonté de travailler. On peut aider un individu en lui procurant des moyens d'existence. À une communauté dans son ensemble, on ne peut procurer des moyens d'existence qu'en l'aidant à penser et à réaliser une idée, une idée comme celle qui est à l'origine du concept de cet écrit. Cela ne servirait à rien si d'une communauté, on voulait, fournir à chacun les moyens d'exister ; au bout d'un certain temps, il s'avérerait quand même que ceux-ci manqueraient de nouveau.



La représentation d'un argent qui n'est plus accumulable, ne se multiplie plus par sa propre circulation et n'est plus un moyen de pouvoir sur le travail humain agit comme un choc et bloque beaucoup d'âmes tranquilles de s'embarquer sur l'économie associative. Les critiques jugent à partir des émotions liées à leur situation de vie au lieu de prendre, selon la méthode scientifique, l'économie associative tout d'abord comme un objet de connaissance et ensuite de faisabilité. Beaucoup d'humains seraient peut-être tout à fait favorables à un changement de système monétaire, mais à la pensée d'un « vieillissement » et d'un « rajeunissement » de l'argent ils sont effrayés en retour par une maîtrise jusqu'à présent apparemment compliquée dans la technique d'administration. Cet écrit veut démontrer/rendre clair que les structures/institutions de la société sont le miroir du stade d'évolution de la conscience humaine et exigent aujourd'hui d'être amenées à un niveau qui rende possible la satisfaction des besoins matériels et immatériels et garantisse en même temps la liberté sociétale et le bien-être général.

En entrée de l'écrit, nous avons présenté la tri-articulation de la société comme une exigence historique se donnant de la place toujours plus significative de la science, de la démocratie et de l'économie créatrice de capital. L'économie associative conditionne et contient une telle articulation : elle sera même constituée/formée de l'interaction des besoins et des facultés comme le domaine de la vie spirituelle avec la nature par ce que celle-ci produit ; les deux facteurs seront liés par le travail dans le signe du droit.

L'édification d'une société sur la base de l'économie associative et de la tri-articulation ne se tient pas dans le chemin de l'échange de prestations conditionné par le besoin avec l'ordre actuel des états et de l'économie. Mais l'imbrication internationale des capitaux, qui opère sous le nom de mondialisation, ne tolérerait pas un changement du système de propriété actuel et agirait contre lui à l'aide des instruments de pouvoir politique qui en découlent, ce qui, dans le cas le plus "inoffensif", signifierait un boycott. Par conséquent, la mise en œuvre pratique de l'idée de la tri-articulation et de l'économie associative dans les circonstances actuelles ne se rapprochera que si un large public au niveau international fait preuve de compréhension et de volonté de la mettre en œuvre.



Maniement pratique de nouvelles connaissances à l'exemple de problèmes actuels

Habiter :Intégré dans le quota social

Exemple de cas de l'économie associative à manier

La situation de départ est le territoire dans lequel la monnaie utilisée permet l'équilibre associatif entre le prix et la valeur de la prestation. Ce territoire se partage par principe en zone agricole, zone industrielle, zones de prestations de services, zones résidentielles/d'habitation, ainsi que de sites pour des institutions culturelles telles que les écoles, les églises, les hôpitaux, les maisons de retraite. Le zonage dépendra de la productivité agricole, y compris les ressources minérales/trésors du sol, de la production industrielle ainsi que la densité de population.

L'aménagement de l'espace s'y rapportant se base sur l'adaptation des lignes directrices/d'orientation de l'organe de coordination ¹, qui tiennent compte des prestations matérielles et immatérielles de l'ensemble de la population de la zone de devise et sur quoi elle vote périodiquement. Tout comme l'argent est géré/administré par le membre de la vie de l'économie, le capital est géré au pôle de sa création, à savoir par le membre de la vie de l'esprit ainsi que le travail par le membre de la vie de droit. Dans le dernier, est aussi ancrée la division des terres/sols, déterminée étatique-centralement démocratiquement, cependant de manière communale sur la base des activités des différents habitants. Les anciens registres fonciers, maintenant : les tenues de comptes/les comptabilités de surface de logement/d'habitation ainsi que

1. 37 - voir "L'avenir de l'argent" page 11588

les contrats de propriété seront tenus et conclus par les représentants de la vie de l'esprit communale pour tous les domaines d'activité.

Comment la terre devient-elle une propriété ?

(dans le sens du nouveau concept de propriété)

Toute terre/tout sol est toujours en propriété privée ; il n'est pas négociable, un transfert est un pur acte juridique/de droit. L'étendue de la propriété est dépendante de la capacité à l'utiliser. Toutes les terres réservées à la construction de logements et à l'industrie, mais non encore réclamées par elles sont utilisées par l'agriculture. Inversement, les terrains nécessaires au logement et à l'industrie et qui doivent encore leur être attribués conformément à l'aménagement du territoire à actualiser doivent être transférés de l'agriculture.

Pour la pensée dans l'économie associative, il est décisif que tous les processus économiques et sociaux soient pensés du processus, c'est-à-dire : dans des contextes/pendants, ainsi aussi travailler et l'habiter. Celui qui travaille doit donc aussi habiter ; demain comme aujourd'hui. L'économie associative ne part pas de zéro, elle construit sur l'existant. Chaque domaine d'activité occupe un nombre de personnes : agriculture, industrie et prestations de services, établissements d'enseignement, soins de santé ; par conséquent, chaque secteur d'activité dispose de terres communales à usage d'entreprise et résidentiel. Les nouveaux arrivants obtiennent leurs droits à partir des contingents ; lorsqu'ils déménagent, l'espace de vie qui devient disponible est remis à la disposition du secteur d'activité. En termes d'extension et d'esthétique, le logement dépendra de la formation de capital d'une zone économique, comme le sont la nutrition, la santé et l'éducation. En raison de la compréhension différente du capital par rapport à aujourd'hui, l'aspect tyrannique du rendement du capital (et de la spéculation) au sens de la pension dépourvue de prestation disparaît/tombe.

Construction de logement dans l'association

Dans l'économie associative, il n'y a pas de rapports de location ; les logements et les maisons ainsi que les terrains qui leur appartiennent sont la propriété des utilisateurs individuels. Le produit social et le revenu de peuple y sont identiques. À l'intérieur de la branche de la construction, le secteur du logement



constitue un pourcentage du produit social basé sur la demande - et donc fluctuant. Cette part se reflète dans le quota social de chacun comme ses besoins de logement (comme aussi d'autres besoins s'y reflètent). Cette somme sert de son côté à financer les quotas sociaux des personnes travaillant dans la branche du logement, tant pour l'entretien que pour les nouvelles constructions.

Ce ratio/cette part est bien sûr/naturellement une grandeur moyenne, et le paiement effectif des individus variera de cette taille en fonction de l'étendue de leur possession de logement respectivement de maison, sur la base de cette norme/ce standard de base cependant.

L'existence de l'association permet également d'avoir ici un aperçu du rapport des prix de la construction conditionnés par les besoins aux revenus, et des ajustements des prix de marché fondés associativement et des revenus. Ce qui est/sera compris ici sous « construction sociale de logement » n'inclut pas la méthode de construction bon marché en production et un prix de vente maximum, qui est conditionné par le rendement du capital à atteindre aujourd'hui, mais est déterminé par l'ampleur de la formation de capital et du besoin de cette valorisation. Les prétentions extraordinaires en matière de logement sont à financer individuellement. En cas de changement de possession, seuls de tels investissements supplémentaires peuvent être réclamés/fait valoir. Les contrats de prêt² avec les entreprises de construction pour les investissements de construction au-dessus de la norme moyenne sont négociables.

Le financement du système de santé

Conditions préalables

Le concept est basé sur les deux écrits « *L'avenir de l'argent* » tout comme « *Faire l'économie dans le futur* ». La connaissance du concept de « l'argent du don », de son origine, tout comme de son rôle à l'intérieur de la somme de l'argent de l'achat pour le financement des actifs dans la vie de l'esprit, est présumée. L'administration publique (État), les soins aux personnes âgées et aux handicapés, les soins de santé, l'éducation, les églises, les mères et les enfants, les artistes œuvrant librement sont dépendants de cette sorte de financement. Rien n'est convenu ici sur la part en pourcentage des coûts du

2. 38 - voir de même page 123 et suiv.



système de soins de santé dans le produit national quelque peu en comparaison à aujourd'hui. L'économie associative dans l'organisme social triarticulé aura un effet sociohygiénique ; son introduction se traduira par des conditions de vie différentes de celles d'aujourd'hui.

Argent des dons dans le domaine médical, variable

Dans l'économie associative, les personnes actives dans la production matérielle (fournisseurs de travail) génèrent tous les quotas sociaux sous la forme d'argent d'achat couvert par des prestations matérielles. Une partie de cela flue aux actifs du secteur de la santé sous forme d'argent de don. La formation de capital à créer pour financer l'argent de don dans la production matérielle par la rationalisation avec libération personnelle correspondante pour l'activité spirituelle a un effet neutre sur les prix. Un niveau de production matérielle trop faible entraîne des prix excessifs pour les marchandises et un rétrécissement de l'argent de don. La compensation entre la production matérielle et tous les secteurs de l'activité spirituelle et entre les secteurs spirituels eux-mêmes fait partie des efforts d'harmonisation de l'organisme de coordination.

L'absence de la notion de valeur économique ($V1+[-V2]$)³ n'est nulle part plus grave que dans le secteur de la santé. En raison de cette carence, les prestations du secteur médical sont considérées dans une mesure semblables aux résultats du travail de l'agriculture et de l'industrie, c'est-à-dire comme des prestations de mesure positive de valeur : les revenus du secteur de la santé se dérivent de la présence de malades : en d'autres termes, plus il y a de personnes malades, plus les revenus sont élevés.

Argent de don en fonction avec l'argent de prêt

Le secteur de la santé englobe : personnel : les médecins et le personnel de soins, financé au moyen d'argent de don, Pharmacie et installations médico-techniques, financé au moyen d'argent de prêt La part en pourcentage d'argent de prêt et de don dans le système de santé au produit social (argent d'achat) dépendra du niveau/de l'état de formation : premièrement, en ce qui concerne la faculté de prestation économique d'ensemble et la formation de capital en

3. * - V1 appelé valeur d'obtention à la nature dans les écrits évoqués V2 valeur d'organisation



général, deuxièmement, en ce qui concerne le maintien de la santé individuelle à rechercher, de l'état de la science médicale

Mise en œuvre pratique

On peut se représenter différentes possibilités de solution ; celle qui est esquissée ici se tient étroitement aux spécifications de principe. Il devra être gardé en vue : l'économie associative agit de manière planifiée, parce qu'elle possède une vue d'ensemble du processus économique du point de vue de la création de valeur, mais elle n'est pas une économie planifiée au sens d'une bureaucratie hiérarchisée/sur-ordonnée, mais se concentre sur des capacités et tient compte des besoins se transformant constamment. Toute activité économique s'oriente d'après le libre déploiement des besoins aussi bien de prestations matérielles qu'aussi spirituelles ; toute activité spirituelle s'oriente d'après l'utilisation/l'application optimale de facultés. Les facultés médicales devraient être en première ligne attirées par les problèmes de maladie et être primées d'après cela, et non guidées par des primes. Un égalitarisme dans les revenus est aussi peu recherché que les excès. Le concept « argent de donation » se réfère au capital consommé dans les domaines de l'évaluation/la mesure négative de valeur, mais pas sur le mode du paiement, qui possède un caractère obligatoire dans pratiquement tous les domaines. Ainsi, toutes les entreprises du secteur de la production matérielle payent le moins bureaucratiquement leurs quotas sociaux d'argent de dons accumulés l'année précédente au début de l'année sur les comptes nouvellement ouverts gérés au niveau régional des secteurs particuliers d'argent de don en fonction de leur nombre de têtes à la fin de l'année précédente (y compris celles leur étant proches), ainsi sur les comptes collectifs/collecteurs des médecins comme aussi le personnel soignant. L'affectation des médecins individuels à des sous-comptes encore à préciser - qu'ils soient praticiens indépendants ou médecins affiliés à un hôpital - relève de la responsabilité du système de santé lui-même/en soi. La prise en compte du secteur de la santé n'est pas soumise à la charge individuelle. Les exigences médicales et thérapeutiques supérieures à la moyenne dues aux facultés sont quantifiées en fonction de leur cotisation de revenu des personnes liées aux comptes de collecte d'argent de don. Comme dans la production matérielle, la mesure moyenne est donnée dans le domaine de l'argent de don, cependant au fil des ans, ce ne sont pas les montants alloués aux différents domaines (système



de santé, éducation, etc.) et, à l'intérieur de ces mêmes les montants/sommes revenant aux individualités.

Le principe du responsable/pollueur-payeur :

Les contributions supplémentaires en argent de don sur la base de besoins individuellement générateurs de/entraînant des risques médicaux (p. ex. voitures) sont à régler aux charges/aux dépens des quotas de dons restants, distribués de manière non obligatoire et donc librement disponibles individuellement. Quand on définit le quota social à 1, il subsiste une différence entre les quotas de dons versés, qui fluctuent de leur côté entre >1 et <1 , mais qui sont en moyenne <1 , et la somme calculée des quotas sociaux sous la forme d'un montant résiduel dans les comptes par domaines répartis régionalement, qui sera disponible pour l'augmentation des quotas individuels d'argent d'achat ou, en outre, pour de grands projets (recherche, contrats publics d'art). Le financement de tels projets de grande envergure sera débloqué/mis à disposition par l'organisme de coordination en fonction de sa position de vue d'ensemble dans l'organisme sociétal selon/d'après la priorité des demandeurs, ce par quoi l'accomplissement des quotas sociaux reste garanti.

Argent de prêt dans le domaine médical, variable

La pharmacie fait partie de la production matérielle. La consommation de produits pharmaceutiques est avec cela une partie du quota social de chacun. Une partie de cette partie passe à la consommation par l'autodispensation. La partie restante sera versée sur des comptes collectifs/collecteurs au sens d'une assurance risque, à partir desquels des ordonnances médicales seront remboursées/rémunérées. La consommation conditionnée par les besoins se répercute/s'impacte dans les quotas sociaux générés par l'industrie pharmaceutique. Selon cet impact dans les prix à l'intérieur d'une évolution dans le temps, intervient la compensation associative. D'une même manière de procéder, les quotas sociaux sont à imputer en proportion des coûts pour les hôpitaux et des établissements médicaux.



Édification de la société

Rétrospective - présent - prospective. Introduction

La volonté humaine a établi des institutions sociétales au cours du temps. On s'est tant vécu dans celles-ci qu'on les prend comme des données naturelles et pense qu'à partir d'elles on devrait se faire des vues sur les changements et les corrections du système existant. On s'oriente dans la pensée en fonction de faits créés, qui devraient en fait être dominés par la pensée. La pensée ne se reconnaît plus dans les données économiques comme le conditionner. Nous pouvons obtenir/gagner un jugement à la hauteur des faits ainsi que des exigences temporelles/du temps quand nous procédons méthodiquement ainsi que nous dérivons des concepts tels que la valeur et le capital du processus fondamental qui compose l'économie basée sur la division du travail : le travail en lien avec la nature d'un côté et l'intelligence de l'autre côté. Nous saisissons le contexte/pendant des concepts qui en résultent au moment de leur création/apparition et en développons leur maniement dans le processus économique ultérieur. Le mouvement dans la pensée, le processus de pensée, nous procure un aperçu/une vue d'ensemble du processus économique. Quand une fois le principe de ce lien/de cette connexion, d'après lequel le travail sera saisi d'après deux directions comme une opposition œuvrant simultanément, interdépendemment, comme une inversion réelle, apparaît une nouvelle, mais pour première fois une compréhension correcte du processus économique de formation de la valeur et du capital qui en découle. Cela conduit à des conséquences pour la création d'argent et le maniement de la propriété. Après tout, ces deux institutions ne sont pas des grandeurs de la nature, mais des résultats de connaissances et des créations dans la société. Qu'alors des revenus et des résultats matériels et immatériels du travail puissent ensuite être affectés/se laisser ordonner l'un à/dans l'autre est le résultat/se donne de la nouvelle fonction du prix. Les présentes explications comprennent trois parties : en introduction (I) sera présenté le principe de l'économie fondée sur le travail, dont la réalisation constitue le contenu du processus de civilisation et de culture. Vis-à-vis de cela se tient la description (II) de comment le système monétaire actuel et l'institut de la propriété actuelle s'emparent des facteurs constitutifs de l'économie basée sur la division du travail : le sol, le travail, le savoir, et les dégradent tous les trois en marchandises. Conformément à cela, le capital est égoïstement approprié comme résultat de l'application de savoir



qui augmente les rendements du sol. Il est démontré que la question du revenu devient un problème réel de la civilisation en raison de son couplage direct avec le prix. La lutte de concurrence entre le rendement du capital et le revenu du travail conduit à la conjoncture de problèmes systémiques, le chômage et la contrainte de croissance, qui sont insolubles pour la société actuelle. Par la suite (III), les bases d'une future théorie économique à orientation régionale et mondiale/globale sont développées. Celle-ci part de la prise en compte du processus économique de création de valeur. Il s'en déduit une quantité originelle comme mesure pour un revenu et une valeur de la prestation. Enfin, sera esquissé comment une telle vie de l'économie se laisse transposer par étape dans le cadre dans une société fonctionnellement articulée.

I. Le principe à réaliser

l'économie basée sur la division du travail Toute activité économique est basée sur le besoin. Vis-à-vis des besoins se tiennent des biens économiques. La transformation/l'élaboration socioculturelle des substances de la nature est le point de départ de l'économie basée sur la division du travail. Par activité économique fondée sur la division du travail, on entend : l'échange de résultats du travail, matériels et immatériels, dénommés prestations dans ce qui suit.

Les prestations obtiennent une valeur économique par le biais du besoin et de la fabrication. Le cycle économique initié par le besoin et la production de prestation consiste en l'échange de valeurs à l'intérieur de groupements sociaux respectifs et des communautés supplémentaires gérant ensemble. Prestation en échange contre prestation, donc valeur contre valeur, se répercute/s'impacte dans le prix. Le prix reflète donc la relation respective des valeurs.

Tandis que les besoins et la production de prestations se recouvrent encore dans l'autosuffisance, ce n'est plus le cas avec la division du travail commençant, et la question de la mesure mutuelle des valeurs se pose pour chaque producteur de prestation, qui est en même temps un porteur de besoins. Cela signifie, jusqu'où est-il en situation de satisfaire ses besoins des prestations des autres du prix de ses prestations. Les prix doivent en cela être conçus ainsi que les besoins individuels disponibles dans une société et les prestations fournies individuellement viennent durablement en compensation. Sans une telle compensation, des prestations fournies sont détruites et des besoins ne peuvent être satisfaits.



II. De la dominance du droit à la dominance du marché, de la société féodale à la société bourgeoise

Propriété et capital dans la perspective actuelle

Dans l'ordre économique européen féodal précapitaliste, les résultats du travail, qui étaient le produit de la terre, étaient grevés selon les privilèges du système juridique de l'époque sous la forme du « cens ».

Avec l'émergence de l'économie monétaire, le marché a pris la place du système juridique et distributif féodal. Aujourd'hui, le prix du marché ou de l'argent, régulé par l'offre et la demande, vaut comme la valeur de la marchandise.

L'argent a la particularité de transformer tout ce à quoi il se réfère en une marchandise. « Une marchandise » devient un bien par le fait qu'elle est échangeable contre une quantité d'argent dans laquelle son caractère particulier ne trouve pas d'expression. Aujourd'hui, non seulement les prestations circulent sur le marché en tant que biens représentant des valeurs monétaires, mais aussi le capital et le travail. Selon la définition actuelle, le capital est tout actif produisant un gain, donc tous les moyens de production, y compris fond et sol/le foncier, qui peuvent être prêtés et négociés contre de l'argent. Comme dans la société féodale, un « cens » (intérêt) peut toujours être forcé sur la base de la propriété, mais son lien/pendant avec la terre a été caché dans l'état actuel par le système monétaire et une nouvelle forme de perception des impôts qui en résulte.

Les processus de rationalisation induits par l'industrie ont conduit à une augmentation énorme des rendements du sol et ont permis d'extraire un « cens » toujours plus élevé, qui a été fait objet de profit par l'ordre de droit et d'argent actuel. Parce que la masse monétaire a été augmentée avec la quantité de biens, le « cens » financé par l'excédent de la production foncière a également augmenté en termes nominaux. Quand on définit le rendement du sol, en tenant compte de la productivité, comme une rente foncière, on peut dire : sans le rendement du sol, l'humanité ne peut pas exister du tout ; c'est ce dont tout le monde a besoin, ce dont tout le monde/tout un chacun vit. Sans une rente foncière, c'est-à-dire un surplus de production du sol, la civilisation et la culture ne peuvent pas se développer. Que sont en fait des taux d'intérêt/des intérêts et la rente de propriétaire ou de possession qui augmente de façon incommensurable ? Rente foncière cachée sous deux sortes de manifestations !



Et ce qui doit être mentionné dans la lutte d'agitation contre les intérêts et la rente de possession, c'est seulement comment ce surplus de production foncière peut être transféré de manière transparente dans le domaine de la production spirituelle ou dans le domaine des purs consommateurs (enseignants, médecins, retraités/pensionnés, enfants).

Rendement du capital et revenu du travail

Selon la compréhension juridique et économique actuelle, le gain/la recette de prestation - le prix du marché pour le résultat du travail - est du capital en termes de propriété, et avec cela le revenu du travail respectivement le salaire est payé à partir du capital. En lieu et place du servage s'est placé le rapport de dépendance salariale et de dette hypothécaire. Le rendement de prestation moins les coûts du travail devient le facteur de rendement pour le capital, lorsqu'on l'examine dans une perspective macroéconomique/économique d'ensemble. Le rendement du capital détermine la valeur monétaire et la valeur marchande/d'échange/de circulation du capital. D'après cette orientation, le rendement de la prestation, sous prise en compte du rendement réalisable/escompté, décide si un bien doit être produit ou non, et avec cela, ce n'est pas le besoin, mais le rendement de la prestation qui devient l'initiateur de l'activité économique. Le capital et le travail en tant que marchandise fondent la lutte entre le rendement du capital et les coûts du travail, qui se termine/fini dans la ruineuse concurrence des prix. En raison de son couplage immédiat avec le rendement/la recette de prestations, le travail a deux aspects : d'un côté, il est un facteur de coût, de l'autre côté, une occasion de viser des revenus. Du point de vue du capital, il vaut d'éliminer les coûts pour le travail, de déplacer le travail là où il est le moins cher. Mais pour générer des revenus, le travail dégénère aussi en activité inutile. Et donc, en tant que marchandise dépendant du capital, le travail comme marchandise conduit d'un côté au chômage et de l'autre à l'économie de l'usure/du gaspillage.

La tyrannie du capital-marchandise et le travail : l'amalgame du revenu et du gain de prestation produit le problème de la conjoncture

Selon le système juridique actuel, tous les gains des prestations se partagent en revenus du travail et en revenus du capital. Leur niveau dépend à son tour de la mesure dans laquelle l'ensemble des revenus se convertissent en recette



de prestations. Donc, recette de prestation et revenus se conditionnent l'un l'autre immédiatement.

Le revenu du capital doit de nouveau être injecté dans/alimenter le processus économique, sinon les revenus du travail rétrécissent et avec cela justement aussi la somme des gains/rendements de prestation.

L'alimentation peut signifier la construction de nouveaux moyens de production ou pure consommation, mais seule la première maintient ou augmente/multiplie le capital, ce qui équivaut à une augmentation permanente des prestations matérielles au détriment/coûts des immatérielles. Car la prestation immatérielle se maintient par la consommation de capital. Une augmentation/multiplication du capital au sens d'une augmentation nominale mesurable/saisissable de la valeur de la propriété ou au moyen du rendement des prestations est dépendant d'une augmentation/multiplication de la production matérielle avec une augmentation simultanée de la masse monétaire. Une augmentation de la production matérielle par le biais d'une croissance de la productivité doit s'accompagner d'une augmentation de la masse monétaire quand le rendement du capital devrait croître sans que le revenu du travail ne diminue. L'accumulation de capital repose sur le fait que les gains de rationalisation sont rendus utilisables pour une nouvelle augmentation de capital ; elle ignore le fait que la contre-valeur de la rationalisation sert au maintien d'une vie éducative/de formation et de culture à laquelle la rationalisation est due.

Impact/effet économique-financier de la propriété actuelle ; les problèmes inhérents/immanents au système

En raison de l'augmentation de la productivité grâce à la faculté d'entreprendre, les fournisseurs de travail- peuvent apporter une « plus-value/valeur ajoutée » au sens d'un rendement du capital ; en outre, les fournisseurs de travail peuvent être libérés/exemptés de la production matérielle. Les deux conquêtes de l'ordre économique capitaliste ne sont à juger négativement en soi, car elles préservent/maintiennent le processus de civilisation. Ce qui est décisif, c'est la manière dont elles sont traitées socialement et utilisées pour améliorer la civilisation.

Dans le rapport qui naît de l'interaction du capital et du travail, un triple se montre :



L'activité entrepreneuriale qui dépend de facultés individuelles. Le rapport de l'entrepreneur avec les collaborateurs, qui représente un rapport de droit. La production de prestations qui reçoivent/obtiennent une valeur de marchandise dans le cycle économique.

Si le rapport juridique effectif de la propriété à ceux qui en sont exclus est seulement organisé sur la base de motifs purement économiques, la disposition des moyens de production signifie que le travail et le gain de productivité réalisé sur la base des facultés individuelles sont intégrés dans une vie économique qui est réglée uniquement en fonction du bénéfice/de l'utilité du propriétaire. Une telle vie de l'économie, dont le moteur est la production de valeurs monétaires, agit comme un mécanisme destructeur :



Le rendement du capital doit constamment être extrait du gain/rendement de la prestation pour alors à nouveau créer un nouveau rendement de la prestation via le revenu du travail. La polarisation du rendement de la prestation en rendement du capital et des revenus du travail conduit à une contrainte de croissance et à une économie d'usure/de gaspillage, une spirale ascendante.

Pour le maintien ou l'augmentation du rendement du capital, la production est déplacée hors du tissu social développé/qui a grandi vers des endroits où les coûts du travail sont encore moins élevés par rapport à d'autres contextes sociétaux. Le problème de la génération de revenus se pose d'abord dans l'espace de la production externalisée. Reste ouvert jusqu'où des prestations de services seules parviennent à compenser la production matérielle en rapport

aux revenus. Le capital s'efforce de compenser les pertes dans le secteur de la production matérielle en reprenant des/par prise de contrôle d'infrastructures.

Quand les revenus du capital ne deviennent plus des revenus du travail pour des raisons de saturation matérielle ou d'externalisation de la production dans le système traditionnel de protection sociale, un effondrement conjoncturel s'y produit. Que le niveau de vie soit déterminé par le fait qu'il est plus ou moins consommé est une obsession reposant sur la réalité d'aujourd'hui.

Un endettement croissant du secteur public, en particulier pour compenser la perte de revenus, est rendu possible par une expansion constante de la masse monétaire, puisque la masse de billets de banque n'a pas de lien/ne se tient pas en pendant interne avec la production. Du pouvoir du capitalisme monétaire est apparu un secteur financier qui pèse sur/chargeant l'économie productive. Il simule employer un nombre croissant d'humains pour gérer le capital (spéculation), mais avec des productions de prestations au fond imaginaires comme de purs consommateurs et avec une génération de revenus parasite. Si le revenu du travail reste déjà dans l'indéterminé vis-à-vis de la valeur de la prestation : ainsi bien en premier le revenu des producteurs de prestations immatérielles et des « purs » consommateurs, enseignants, médecins, retraités/pensionnés, enfants, en ce qu'ils reposent sur des taxes (impôts, assurances) justement sur le revenu du travail. En conséquence de la séparation du sol de nombreux humains, ils tombent, sans revenu garanti provenant de prestations en dehors de la production foncière/du sol - ou, contraints par le besoin, de moyens étatiques – dans le dépourvu de sol : les conséquences sont des bouleversements sociaux, la migration et la ghettoïsation.

La propriété actuelle et la faculté individuelle

L'économie monétaire, combinée à la propriété, a conduit à une formation de capital, ce qui a eu pour conséquence une énorme augmentation de la production de prestations. Car au niveau actuel de développement sociétal, le capital est le moyen par lequel les facultés individuelles peuvent être mises à profit pour de vastes domaines de la vie sociale. Et une activité fructueuse des facultés individuelles au moyen du capital ne peut pas se produire sans la libre disposition de celui-ci. Cette libre disposition est fournie par la propriété.

Deux choses sont liées à cela dans la vie sociale, qui ont une signification tout à fait différente pour la même chose : la libre disposition sur le capital et le



rapport de droit dans lequel le propriétaire du capital rentre avec d'autres humains qui en sont exclus.

Ce n'est pas la libre disposition initiale qui est néfaste dans la vie sociale, mais lorsque le droit à celle-ci continue d'exister, alors que les conditions dans lesquelles un individu ou un groupe a reçu la libre disposition ne sont plus données.

Alors le capital agit comme un outil de pouvoir à la place des facultés.

III Concept d'une réforme de l'économie et de la société

- Saisie scientifique de la formation de la valeur de polarité inverse. - Trouver la mesure sous forme de valeur économique en ramenant la division du travail à son moment d'apparition.
- Conséquences pour la création d'argent, pour la fonction du prix pour la position de l'économie dans la société entre la vie de l'esprit et le droit
- Les revenus, moyens de satisfaction des besoins, et valeurs des prestations sous la forme de prix de marché apparaissent comme duels avec la division du travail.

Ces duels proviennent d'une valeur « d'origine », qui se laisse dériver d'une formation « originelle » de valeur, un principe.

La création de valeur, au sens économique, prend son point de départ lors du travail, qui d'un côté est appliqué à la nature, conduit à la valeur d'obtention à la nature, et, de l'autre côté, organisé par l'intelligence, conduit à la valeur d'organisation.

Elle constitue le passage d'une transformation/élaboration quasi « pré-économique » de la nature, où le produit possède une « valeur naturelle » comme dans le règne animal et est identique au besoin, à la création/naissance/l'apparition de la valeur économique, où l'humain n'utilise pas les résultats de son travail pour lui-même, mais entre dans une relation d'échange de prestations avec d'autres humains. Les deux pôles de la formation de valeur se tiennent dans un rapport inverse se conditionnant mutuellement : sans valeur organisationnelle, il n'y aurait pas de développement/d'évolution, mais sans valeur d'obtention à la nature (« travail à la nature »), la valeur organisationnelle/d'organisation ne pourrait pas se réaliser. La valeur d'obtention à la nature se tient en polarité



à la valeur d'organisation ; elle se mesure en valeur épargnée d'obtention à la nature. La valeur originelle représente le résultat du travail corporel qui est fourni par un nombre déterminé de population sur une surface de sol dont il a besoin existentiellement ; en ce sens, elle est une « pure » valeur d'obtention à la nature et livre la mesure quantitative pour la valeur de la prestation. L'effet de la valeur d'organisation dans la valeur d'obtention à la nature initie/introduit la division du travail.

Par cela les résultats du travail se différencient qualitativement et quantitativement.

Cependant, la création de valeur initiale reste toujours la même par rapport à une population déterminée : la valeur d'organisation - quelle que soit la quantité produite - se mesure en valeur épargnée d'obtention à la nature, et la valeur reste avec cela totalement égale aux prestations.

La création monétaire : parallélisme de la valeur de chose et de signe ; détermination du quota social/de la quote-part sociale Comme nous l'avons dit, dans la création de valeur initiale/originelle, la valeur que le besoin attribue à une prestation coïncide avec la valeur que le producteur d'une prestation a à accorder à la satisfaction de ses besoins. Un nombre/chiffre se laisse assimiler à la valeur d'origine comme une valeur « de chose » en tant que quota social, une valeur « nominale » : l'argent - la masse d'argent/monétaire par tête.

Les revenus s'orientent maintenant au quota social. Par le parallélisme de la valeur de chose et de signe, à l'aide de l'argent quantitativement lié à un certain nombre de population, la mémoire de la création de valeur originelle comme grandeur d'orientation ou respectivement mesure peut être préservée.

Maintenant les revenus et les recettes de prestation peuvent être saisis séparément et être atteints des établissements/institutions qui finissent à un niveau supérieur - de nouveau - dans l'« unité », la coïncidence des besoins individuels respectivement des revenus et des recettes de prestation, par le biais de prix de marché orienté sur les quotas.

Dans le cas du travail seulement corporel, c'est-à-dire du travail directement à la base de nature, devrait régner un nivellement en termes de revenus, sinon l'échange des résultats du travail viendrait rapidement à être interrompu.



La liberté et l'élasticité, la possibilité de gains amènent dans le système des actifs spirituels et des « purs consommateurs ». Ils retirent leurs revenus d'actifs (NDT Des personnes) déterminés impliqués dans la production matérielle, mais n'ont pas à laisser aller leurs dépenses aux mêmes. Tous les quotas sociaux incluent directement seulement des prestations matérielles, aussi celles dans les mains des « purs » consommateurs. Ce que les « purs » consommateurs obtiennent comme revenu en comme leurs quotas sociaux, ce sont toujours des « bons » pour des produits matériels. Cela est déjà fondé dans ce que la valeur d'organisation (capital) se définit comme la valeur épargnée à l'obtention à la nature.

La fonction du prix La saisie de la valeur originelle peut poser/préparer des difficultés au premier moment, car elle est à la fois conditionnant et conditionnée : avec le préfixe " Ur (originel)" est indiqué : - sur un processus comme celui qui conditionne toute formation de valeur, à savoir le « travail appliqué à la nature », lequel travail est à son tour organisé par l'esprit ; - sur le résultat de ce travail comme le conditionné, à savoir la valeur originelle dans la forme du résultat du travail corporel d'un nombre déterminé de population immédiatement sur la base de nature dont elle a besoin.

On n'a pas la permission de se représenter la valeur originelle comme quelque chose de fixé substantiellement. Le traitement à égalité de produits de la nature déterminés avec la valeur originelle serait un résultat particulier, spécialisé, une valeur originelle individualisée. Que la valeur originelle se manifeste chronologiquement, historiquement d'abord dans les résultats du travail proche de la nature, est conditionné par ce que dans le cours du développement économique - la division du travail - la valeur d'organisation conduit à une formation de valeur qui s'éloigne de l'immédiateté de la base de nature. En tant que valeur économique absolument, elle passe par toutes les compositions depuis la « pure » valeur d'obtention à la nature à laquelle le travail donne la plus haute valeur, laquelle est décisive pour la valeur de signe, jusqu'à la « pure » valeur d'organisation, dont la seule activité serait de faire don tout ce qui est produit.

Nous saisissons le processus de travail comme le conditionnant la formation de valeur (le travail, organisé par l'esprit, appliqué sur la nature), le résultat du travail comme le conditionné, et d'ailleurs comme valeur (valeur d'obtention à la nature + valeur organisationnelle comme moins ; les deux ensemble, parce que se compensant, seulement une valeur constante). Avec la quantification



chiffrée, nominale, de la valeur sous forme d'argent, nous rendons le conditionné à nouveau le conditionnant du processus associatif de compensation entre le prix que le besoin concède à une prestation et la valeur à exiger pour la production de la prestation. En tant que valeur monétaire/d'argent ou valeur de signe, la valeur originelle par tête (quota social) constitue le garde-fou auquel les revenus s'orientent et auxquels se mesurent aussi les prix de marché des prestations individuelles conditionnées par les besoins (*voir graphique page 148*). Par le traitement à égalité/comparaison de la valeur originelle avec une quantité d'argent, nous créons le parallélisme de valeur de chose et de signe. Par cela, la valeur de signe sous forme d'une certaine quantité d'argent par tête respectivement les quotas sociaux, c'est-à-dire le particulier devient le conditionnant (le garde-fou susmentionné). Par cette sorte de création de l'argent, nous faisons du concept de valeur lui-même une intention. Cela signifie que la valeur originelle, désormais en tant que valeur de signe, peut et devrait avoir un effet en retour sur la création de valeur en ce que les prix de marché accordés par les besoins aux résultats du travail sont amenés le plus largement en accord avec leur valeur économique (valeur originelle). La compensation entre besoin et valeur de la prestation consiste dans l'accomplissement approximatif des quotas sociaux particuliers. Sur la base de la saisie de la valeur économique des prestations et de l'implicite des quotas sociaux esquissés ici, le prix des prestations peut avoir la seule fonction de miroir les besoins des consommateurs particuliers comme aussi de l'ensemble de tous les consommateurs dans la zone monétaire/de devise.



COMPENSATION DE VALEUR DE LA PRESTATION ET BESOIN PAR CADRAGE DES RECETTES INDIVIDUELLES DE PRESTATION ET REVENUS D'APRES LA VALEUR ORIGINELLE



La représentation actuelle de valeur, par contre, part d'un prix de marché pour les prestations, dont les revenus se dérivent. On finit alors dans la dualité de rendement de prestation contre revenus, base des tensions sociales. Ici, ce qui vaut pour la valeur de la prestation est saisi d'après la méthode inductive qui est diversement représentée aujourd'hui : l'observateur contemplatif du marché observe comment agissent l'offre et la demande. Sur la base de l'observation, la règle est alors établie : lorsque l'offre coïncide avec la demande, le prix de l'échange apparaît comme cette/sa valeur. Une représentation de valeur sous la forme d'un prix monétaire/en argent ne fait pas de différence entre les prestations matérielles et immatérielles, assimilant les prestations de la production du sol à celles de la production spirituelle, avec des conséquences extrêmes pour le financement du système de santé, par exemple. Une telle méthode d'observation des processus économiques reste complètement extérieure aux phénomènes. Elle n'englobe pas le processus réel de ce qui se joue lorsque l'offre et la demande viennent en l'état, notamment que l'offre de marchandise contient une demande d'argent et que la demande de marchandise comprend une offre d'argent. Ainsi, l'échange menant au prix signifie en fait déjà « valeur pour/contre valeur ». Le prix est le rapport des/de valeurs entre elles/l'une à l'autre.

Avec la connaissance de comment revenu et recette de prestations sont à saisir séparément, les humains pourront être libérés de la tyrannie qui agit aujourd'hui comme contrainte de croissance, conjoncture et marché du travail ; en dehors de cela des besoins spirituels-culturels peuvent parvenir à satisfaction, qui doivent s'étioler dans le cas des revenus pensés dans la seule dépendance du règne de l'offre et de la demande. La demande seule ne peut pas décider si un bien peut être produit à un prix qui correspond à la valeur d'origine au sens caractérisé et avec cela correspond/traduit le quota social du producteur.

Rendons-nous encore une fois clair en adossement à la création de valeur originelle ci-dessus : tout le travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population. Tout ce avec quoi le travail se lie vient du sol. Car c'est ce dont chacun a besoin, ce dont chacun vit. Et pour ceux qui ne font pas de travail au sol à cause de leur activité spirituelle, ceux qui restent dans le travail au sol doivent en générer leur part avec la leur - c'est-à-dire leurs quotas de revenus selon la définition ci-dessus, qui sera décrite comme « argent de la donation » dans la suite.

Formation de capital C'est précisément en fonction du degré d'organisation que le travail organisé par l'esprit se détache de plus en plus de son immédiateté avec la nature, un processus qui conduit à la formation du capital. Cela signifie qu'avec l'augmentation de la formation de capital, de plus en plus de personnes peuvent être libérées de l'agriculture pour des activités industrielles et purement spirituelles ; l'industrie, pour sa part, poursuit ce processus de libération/d'exemption du travail, qui va de pair avec l'épargne de travail. Le capital est l'équivalent de cette épargne de travail. C'est la base de l'existence de tous les humains exemptés, oui, il obtient son sens seulement avec le financement de celui qui est exempté, exempté relativement pour une production matérielle ultérieure, c'est-à-dire la production industrielle en tant que production foncière « étendue/prolongée » ou absolument pour l'activité spirituelle, comprenant/englobant en outre tous les « purs » consommateurs (soins à la vieillesse, ménages/services publics, éducation et système de santé, église). Le concept actuel de capital n'inclut/ne contient pas cet aspect.

La prospérité d'une société, tenant des besoins matériels et immatériels, s'accroît dans les conditions suivantes : I. Plus un agriculteur peut subvenir



aux besoins d'humains en dehors de l'agriculture, plus la formation de capital disponible pour l'activité industrielle et purement spirituelle est élevée.

II. l'industrie augmente sa prestation en termes de variété et de quantité avec du capital grâce à l'organisation du travail.

La prospérité s'exprime alors en deux composantes : 1. Combien de quotes-parts de revenu les actifs dans l'agriculture et l'industrie peuvent gagner en plus des leurs, qui peuvent être mis à disposition comme argent de don d'une activité purement spirituelle.

2. Combien de prestations de l'agriculture et de l'industrie dans leur ensemble échoient à chaque contingent/quote-part de revenu ; avec combien chaque producteur individuel de prestation y participe ou, dit autrement, quelle proportion/part de la valeur de la prestation propre encaisse du contingent de revenu. Cela devient plus petit à mesure que la productivité augmente selon I. et II.

On voit de ce qui précède que l'efficacité/efficience de la division du travail est d'autant plus grande que la part de la valeur de sa propre prestation au quota social est faible/restreinte et d'autant le revenu de l'individu se rapproche du quota social comme garde-fou. Car avec cela sera optimisé la part mutuelle dans les quotas sociaux et atteint la couverture des besoins avec la valeur des prestations. Le problème de la maximisation du revenu comme motivation de la volonté de travailler obtient un aspect différent pour ceux qui comprennent l'efficacité/l'efficience de la division du travail : travailler pour l'acquisition de l'argent implique une autosuffisance qui inhibe le bénéfice collectif de la division du travail.

Du système de capital et de salaire au système de prestations

Génération de revenus garantis/assurés contre création de patrimoines incertains La prise de conscience/réalisation de la connaissance d'après laquelle le revenu, en tant que porteur des besoins et la valeur des prestations peuvent être amenés dans un équilibre/une compensation appelle un nouveau concept pour la société, notamment son articulation. D'après cela, la vie de l'esprit, englobant la formation, la science et l'art, sera placée dans l'autonomie en tant que producteur et gestionnaire/administrateur de capital. Le concept de



propriété sera modifié de telle sorte que les moyens de production, y compris le sol, seront liés à une personne ou à un groupe de personnes aussi longtemps que les capacités de ces personnes le justifient ; on arrivera de cette manière au concept de possession limitée dans le temps et tournante. Comme tout le capitaliste de la vie de l'économie passera dans l'administration de la vie de l'esprit, ainsi le juridique du travail dans celle d'une vie de droit indépendante de la vie de l'esprit et de l'économie. Tout comme la forme de propriété nouvellement définie dans la vie intellectuelle autonome enlève au capital son caractère de puissance et de marchandise, de même le caractère de marchandise du travail dans la vie indépendante de droit. La vie de l'économie a à faire avec l'évaluation mutuelle de la valeur des prestations et à l'équilibre/la compensation entre le revenu et, justement, la valeur de la prestation sur la base des producteurs, des distributeurs et des consommateurs associés dans un espace de devise.

Approche pratique " Les agriculteurs dans un espace monétaire se regroupent au niveau régional sous le point de la production comme les possesseurs/dépositaires des exploitations. Les exploitations régionales s'associent à l'unité agricole/agriculture. Cette unité détermine à partir du volume de production combien d'humains elle peut placer libres en dehors de l'agriculture. À partir de cela, elle détermine sa production de quotes-parts sociales. " Les entreprises industrielles et de prestations de services s'associent selon les branches et celles-ci, à nouveau, entre elles. " Après la préparation organisationnelle, les représentants de l'agriculture, de l'industrie et des prestations de services entrent en négociation avec les dirigeants des établissements d'enseignement et le gouvernement central actuel. " La nouvelle création de monnaie : relier la masse monétaire au nombre de la population ; créditer les comptes des individus de l'espace monétaire avec leur quote-part sociale " La banque dans la zone monétaire comme pure tenue de compte/comptable " La séparation de la conduite de comptes des entreprises de production matérielle en comptes de recettes et de dépenses " Le nouvel établissement de bilan dans les entreprises selon la génération de quotas/quotes-parts avec l'articulation/le membrement en argent de prêt et argent de cadeau/don " L'observation de la formation des prix dans l'agriculture et l'industrie en vue de cette production/génération de quotas " L'observation de la mesure dans laquelle le rapport entre les fournisseurs de travail aux bénéficiaires d'argent de cadeau/don s'écarte de la moyenne dans la génération de quotas "En conséquence, les délocalisations/déstockages/transferts de



production négociés se donnent toujours avec le but de remplir les quotas " Le changement des rapports de propriété des moyens de production, y compris les sols en possession de particuliers (pendant) une période limitée " Le transfert des moyens de production n'est accompagné d'aucune transaction monétaire " La société s'articule en domaines s'autogérant de la vie de l'esprit, de la vie de droit et de la vie de l'économie, qui interagissent les uns avec les autres, les deux premiers détenant, dans l'économie, par exemple, la gestion/l'administration du capital et du travail.

L'économie dans la comparaison des systèmes

Principes de base/Bases 1. Toute activité économique repose sur le besoin. (*NDT Le vrai, pas celui de faire du profit ou dominer!*) 2. Face aux besoins se tiennent des biens économiques 3. Le traitement/la prise en main sociéto-culturelle des substances issues de la nature constitue le cadre de l'économie basée sur la division du travail. 4. L'économie de division du travail signifie : échange de résultats matériels et immatériels du travail, ci-après dénommés prestations. 5. Les prestations acquièrent une valeur économique par le besoin et la production de prestations. 6. Le cycle économique initié par le besoin et la prestation de services consiste en l'échange de valeurs qui communiquent via le prix. 7. Pour suite de la division du travail, les valeurs provenant du besoin et de la production de prestations divergent ; et la question apparaît pour chaque porteur de besoin et producteur de prestation, dans quelle mesure il est en situation de satisfaire ses besoins à partir du prix de sa prestation (recette de la prestation de services/revenu) des prestations d'autres.

.

.

.

Quelle fonction a le prix dans quel système économique et ses paramètres ?

.



ÉCONOMIE DE MARCHÉ

D'APRÈS LA CONCEPTION TRADITIONNELLE

Manière de voir : *SELON L'ÉCONOMIE D'ENTREPRISE*

(cursives = commentaire)

DÉRIVATION DU SYSTÈME DE SES PRÉMISSES "PRIX EN ARGENT = VALEUR"
ET L'INCAPACITÉ S'EN SUIVANT
DE SAISIR SÉPARÉMENT RECETTE DE PRESTATION ET REVENU

- Tous les prix se composent des prix pour les trois facteurs de production :

SOL TRAVAIL CAPITAL

LE PRIX (EN ARGENT) EST :

BASE DE CHAQUE DÉFINITION DE LA VALEUR MESURE DE LA VALEUR DES PRESTATIONS
DE TOUS LES SECTEURS



CYCLE DE RÉGULATION



PRIMAR SEKTOR	SEKUNDIR SEKTOR	TERTIAR SEKTOR
LANDWIRTSCHAFT FORSTWIRTSCHAFT FISCHEREI	BAUWESEN BEREUBUNG GRUBBERE ZUGAS BAUWIRTSCHAFT ELECTRIZITÄT	VERKEHR WIRTSCHAFT INDUSTRIE BEREUBUNG BEREUBUNG TRANSPORT STADTVERWALTUNG

$P_1 + P_2 + P_3 + \dots + P_N$
SOMME DES PRIX = PRODUIT SOCIAL

ARGENT ET PRODUIT SOCIAL SE DONNENT
MUTUELLEMENT DÉTERMINATION DE CONTENU

Sur la base de la définition en haut
(non connaissance de la formation de valeur polaire-inverse)
des prestations matérielles et immatérielles seront
indifféremment considérées comme de même valeur
(seulement une catégorie de prestation : ●)

- Le prix en argent/de marché détermine la hauteur de la recette de prestation.
- La recette de prestation forme la motivation pour la masse de prestations ; le réel initiateur de la production n'est pas le besoin, mais la recette de prestation.

La recette de prestation et le revenu du travail ne peuvent aujourd'hui être saisis indépendamment l'un de l'autre.

- La recette de prestation se partage au moyen de la propriété en revenu du capital et revenu du travail (salaire).
Des revenus formés ainsi ne peuvent remplir les exigences du point 7 (voir plus bas)



ÉCONOMIE DE MARCHÉ

D'APRÈS LA COMPRÉHENSION FUTURE

Manière de voir : *SELON L'ÉCONOMIE D'ENSEMBLE*

DÉRIVATION DES CARACTÉRISTIQUE DE SYSTÈME
FORMATION DE VALEUR, DE ÇAPITAL, D'ARGENT, DE PRIX
ET L'INCAPACITÉ S'EN SUIVANT
DANS LEUR PENDANT AVEC L'INDIVIDUALITÉ

- les prix de marché, tout d'abord miroir des besoins, rend possible la comparaison entre recette de prestation et revenu individuel. Car les revenus représentent les quotas de la masse d'argent (devise) voir plus bas ; dernière mesure de VALEUR se toutes les prestations.

LA VALEUR COMME :



- Fixation de la masse d'argent sur base de la valeur d'obtention maximale à la nature (⊕ prestation) :
 - avec cela liée au nombre de la population de l'espace de devise
 - par cela stipulée revenu par tête nominal
 - par cela résultat de la prestation et revenu saisissables indépendamment l'un de l'autre
- Les revenus, grandeurs indépendantes du résultat de prestation, se partagent en "matériels" ⊕ et "immatériels" ⊖ :
- La rémunération du travail comme marchandise disparaît.
- Capital (⊖ prestation), équivalent d'épargne de travail à la base de nature est base de l'existence des exemptés de celle-ci
- Économie de division du travail conditionne avec cela l'utilisation de capital en forme d'argent de prêt et de donation.



ÉCONOMIE DE MARCHÉ (poursuite)

- La masse des prestations détermine la hauteur des revenus.
- L'épargne de travail conduit à l'augmentation du capital, respectivement à plus haute productivité du travail.
- L'opposition capital-salaire déterminée par la propriété conduit à l'élimination du revenu du travail comme facteur de coûts ; un revenu compensatoire sous forme de soutien aux chômeurs pour maintenir le pouvoir d'achat est laissé à la société anonyme. Sous le présent aspect de la propriété, les gains sont privatisés, tandis que les pertes qui menacent le système sont socialisées.
- La création, le maintien et l'augmentation du capital sont toujours liés à la production matérielle.
- L'augmentation de la masse monétaire avec l'augmentation de la masse des prestations (aussi grâce à du travail inutile ou l'économie de gaspillage) permet, grâce à des rendements nominaux plus élevés, la multiplication apparemment illimitée et la libre disponibilité (négociabilité) du capital en tant que propriété privée ; c'est la *dedans* que se fonde la *contrainte de croissance*.

L'i m m a t é r i e l l e (☉) production de prestation par contre (voir ci-dessus le secteur tertiaire à partir de l'enseignement, y compris) se maintient par c o n s o m m a t i o n de capital.

Au stade de la saturation matérielle, la *ré qui est due à une vie éducative dont la promotion* résultant du prix de marché devient la *vie est basé sur un besoin général*. car dans ce débat, la vie éducative et culturelle sera le premier domaine de la société à souffrir de réductions.

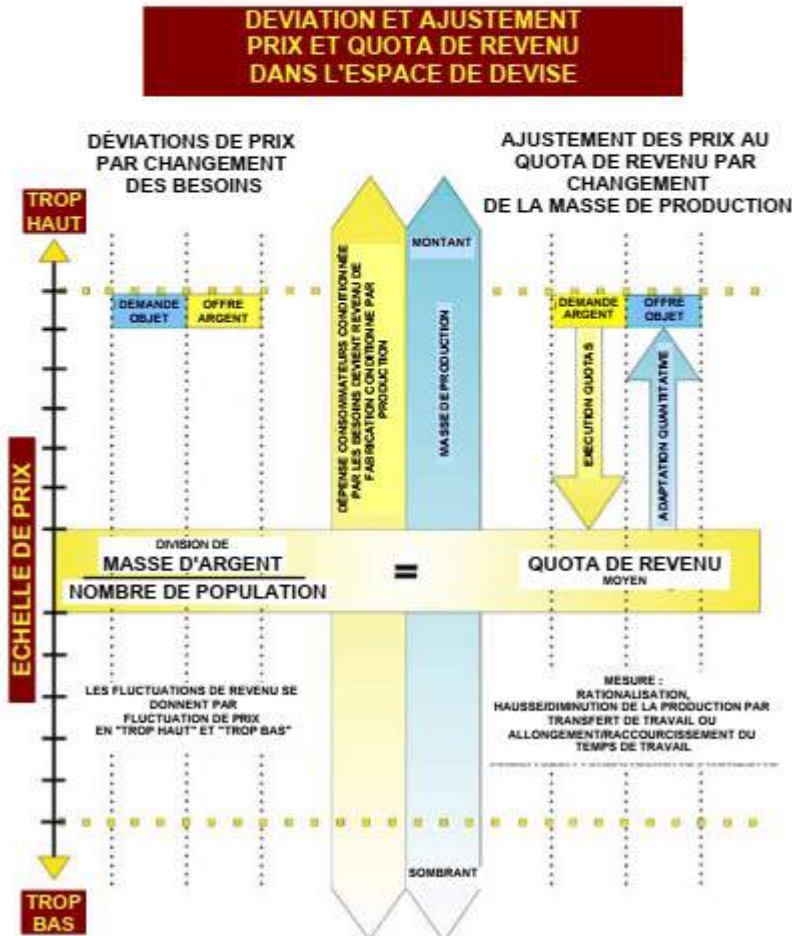
L'accumulation de capital issue d'une pensée d'autosuffisance dépassée ne tient pas compte de l'effet de la division du travail exigé par la civilisation. Car elle mésuse de l'organisation de la production matérielle (valeur d'organisation : ☉) , qui est due à une vie de la formation dont l'exigence repose sur un besoin général.

- *L'économie, d'un côté, la science, la vie de la formation et leurs besoins croissants de l'autre côté, tombent dans un conflit, menaçant la liberté et l'intégrité scientifiques.*



ÉCONOMIE DE MARCHÉ (poursuite)

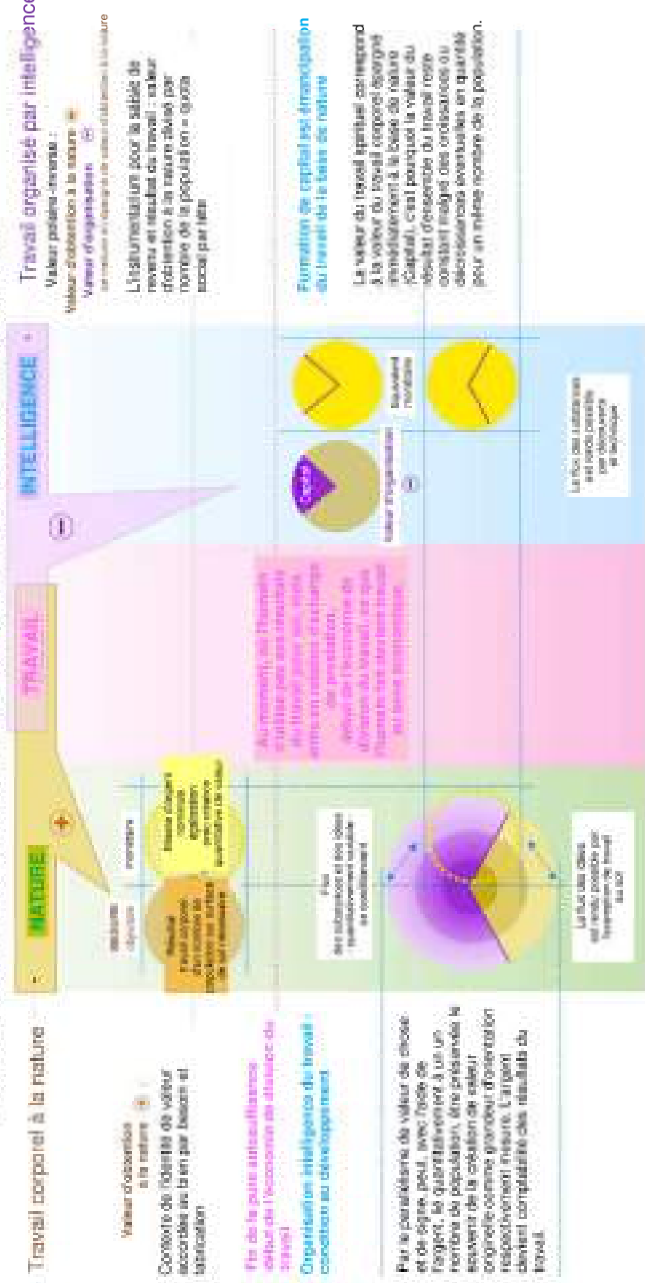
- Tout l'argent est représenté par la prestation matérielle.
L'argent de prêt et de donation représentent les destinataires:
- argent de prêt le producteur de prestations matérielles supplémentaires
- argent de don le producteur de prestations immatérielles
- La masse d'argent, basée sur le nombre de la population, rend possible l'ajustement associatif de la production, pour viser des revenus par entreprise particulières couvrant les recettes de prestation.



UNE COMPENSATION ENTRE BESOIN INDIVIDUEL/REVENU ET VALEUR DU RÉSULTAT INDIVIDUEL DU TRAVAIL EST-IL POSSIBLE DANS LA SOCIÉTÉ ?

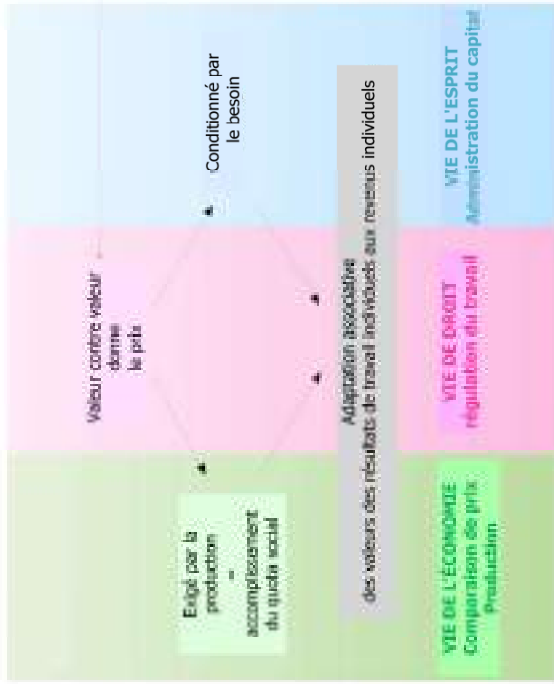
Y-a-t-il une mesure comme coordinateur, quand revenu et valeur du résultat du travail divergent conditionnés par l'évolution ?

Facteurs de production comme déclencheurs du processus inverse-polaire de formation de valeur



Valeur = résultat du travail

Les revenus s'orientent au quota social. Revenus et recettes pour les résultats du travail peuvent être saisis séparés par l'argent comme souvenir de la formation de valeur originelle et mesure en même temps, et des institutions (associations) peuvent être trouvées pour, sur étendue plus haute, finir des prix de marché orientés sur des quotas, mais pourrants libres - de nouveau - en coïncidence de besoins individuels respectivement revenus et bénéfice.



Dans la formation de prix
interviennent seulement encore :
besoins
et respect du quota social (n)

Transfert du travail à l'intérieur de la
production
Retrait et affectation de travail de et à
des activités immatérielles ;
utilisation/consumation de capital
correspondante (engagement/mise
de fonds)

La structure de société comme
conséquence et condition préalable
de la compensation entre besoin et
valeur du résultat du travail

La pensée de la triarticulation sociale se donne d'une manière intéressante ; pour l'économie il résulte de l'administration autonome des vie de l'esprit et de droit, soutenu par la façon de la création d'argent, que fond et sol, moyens de production agricoles, tout comme travail sont destinés à leur caractère de marchandise. Parce qu'aucune rente ne peut être extorquée et le travail n'est pas un facteur de coûts, agissant seulement dans la formation de prix, besoins et des effets des mesures prises associativement pour l'accomplissement des quotas sociaux. Le système de formation notamment comme producteur du capital, par ses collègues dans l'économie, y le aussi son administration, afin que ceux-ci puissent exercer leur fonction de propriétaire de moyens de production et déterminer eux mêmes, sans restrictions, il est sujet sous forme d'un transfert sans coût. Et la vie de droit sanctionne, le temps de travail au moyen de suffrages démocratiques, et comme des associés, validations. Les rapports de revenus négatifs par une reprise particulières. La vie de l'économie elle-même a à faire avec la production et la mesure réciproque de la valeur des prestations, ce qui détermine la composition des associations d'entrepreneurs. Par l'édification esquissée ici de l'économie et de la société, une compensation entre besoin, respectivement besoins, et valeurs des prestations, est réalisable possible ; un égalitarisme n'est pas donné.

Troisième partie
Articles, conférences

Quatrième partie

Complément pour le lecteur intéressé en théorie de la connaissance

Que signifie « inversion » ?

Pourquoi la théorie économique fondée par Rudolf Steiner n'a-t-elle pas été comprise ?

Y a-t-il un intérêt à ce qu'un public plus large ne doive pas comprendre du tout ?

Rudolf Steiner ne part pas des résultats des résultats du travail comme la théorie de l'économie traditionnelle, et il ne dérive pas de ses rapports d'échange ou de prix leur valeur économique supposée qui détermine le revenu. Naturellement, le problème du prix est le point central autour duquel tourne toute l'activité économique et, évidemment, sur la base de la circulation de l'argent, il existe une interdépendance entre le revenu qui déclenche la demande et les recettes de la quantité de biens offerts, mais le prix ne devrait et ne peut en fait remplir seulement la fonction du médiateur vers/à une valeur de référence de niveau supérieur/surordonnée. Car l'orientation de la production de biens en fonction de la seule demande, en fonction du prix de marché à atteindre, ne peut décider si un bien est produit à une valeur qui correspond essentiellement à la valeur des autres biens dont le producteur a besoin dans le temps qu'il utilise pour produire un résultat de travail similaire ou équivalent. Comme le produit de la vente des résultats du travail (recettes des prestations) et les revenus se conditionnent mutuellement, la valeur économique réelle reste dans un indéterminé comme référence et point de repère pour des rendements de prestation et des revenus. Une compensation entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines sera atteinte lorsque le prix et le revenu ne sont pas assignés l'un à l'autre en tant que variables interdépendantes, mais que la valeur de la prestation et le revenu, c'est-à-dire la valeur de production dite « objective » d'un bien basé sur le principe du coût et sa valeur de besoin « subjective » seront ramenés à une unité d'origine comme variable de référence supérieure au rendement de la prestation. L'économie a à faire avec l'échange de biens sous forme de valeurs ; au prix résultant de valeur contre valeur. Steiner s'élève méthodiquement à la saisie en pensée de la valeur économique du résultat du travail au processus de travail, qui se joue entre la

nature au sens de la substance et l'esprit dans la manifestation de l'intelligence humaine : esprit organisant le travail corporel lequel élabore un produit de la nature pour la circulation économique. A cette double valeur/validité du travail, produisant du substantiel, organisant cette élaboration, repose à la base en premier de la formation de la valeur en tant que processus à polarité inverse (voir schéma page 170). Pour déterminer quantitativement la valeur économique, Steiner part d'un état quasi pré-économique dans lequel la valeur de besoin et la valeur de production forment encore une unité. Par l'influence de l'intelligence sur le travail, organisant celui-ci, la valeur de besoin et la valeur de production se séparent en un déséquilibre et sont à nouveau à reconduire associativement à l'unité d'origine devenue référence/grandeur d'orientation pour leur compensation. Le producteur substantiel est le pôle de la nature, et là apparaît la grandeur donnant la mesure à toutes les prestations, matérielles et immatérielles. La mesure livre le résultat du travail corporel d'un nombre de population déterminé immédiatement à la nature dans un certain laps de temps - disons un an. Mais la valeur arrive seulement à sa validité économique aussitôt que le travail est organisé par l'esprit ; alors seulement du développement/de l'évolution vient dans les produits, dans les besoins, la division du travail intervient, avec elle la circulation économique des produits naturels transformés/modifiés et avec cela le problème de l'écart entre la valeur de la production et la valeur de besoin. Sans « valeur d'organisation », il n'y a aucun développement économique, sans « valeur d'obtention à la nature », il n'y a aucune réalisation de la valeur organisationnelle. La valeur apparaissant au pôle de l'esprit se mesure en polarité - comme valeur négative - comme l'équivalent/la contre-valeur du travail corporel épargné immédiatement/sans médiation à la nature. Cela signifie que le travail spirituel en tant qu'organisation du travail corporel conduit, par l'émancipation du travail de son lien immédiat avec la base naturelle, à de plus en plus de biens dont la valeur particulière diminue/baisse/sombre, mais dont la valeur d'ensemble reste la même pour le même nombre de population. L'épargne de travail corporel dans l'élaboration de substances par une organisation intelligente conduit à nouveau à plus de liberté pour l'activité spirituelle. Au pôle de nature, le travail a sa plus haute valeur, au pôle spirituel sa valeur est nulle. On n'a pas la permission de se représenter aucun des deux pôles comme étant fermé/circonscrit, reposant sur lui-même. Après tout, l'esprit et la matière sont liés par le travail, qui initie la formation de la valeur. La pensée d'un pur travail corporel au pôle de nature ne représente aucune hypothèse injustifiée, car ce serait représentable réalisé ; par contre, à la représentation



d'une valeur économique seulement en lien avec le pôle de nature ne reviendrait aucune réalité.

Ni l'origine de la valeur économique amenée à la conscience par Steiner ni l'inversion du signe (+/-, la polarité inverse) qui caractérise la relation de valeur des résultats du travail aux deux pôles de formation de valeur l'un par rapport à l'autre n'ont été comprises (voir le graphique " Polarité dans l'économie ", page 170).

Ce n'est qu'avec la reconnaissance de la valeur économique que la théorie économique prend le caractère d'une science. Car ce n'est qu'alors que le rapport entre le travail physique et spirituel, la formation de capital, tout comme la valeur des prestations et le revenu peuvent être amenés dans un pendant de lois/de légités, et quantifiées. Avec cela, la théorie de l'économie surmonte le champ des pures statistiques ; ses jugements contiennent alors un aperçu d'une économie orientée vers le respect/l'accomplissement des quotas sociaux.

Maintenant, si lors de la compréhension du concept de valeur et de la création d'argent qui s'en suit, c'est-à-dire l'équivalence de la valeur de chose et de signe, aurait lieu une libération du revenu de sa simple dépendance du rendement du travail, un changement du concept de propriété serait implicite et rendrait impossible que le gain de rationalisation soit imputé à la propriété du capital et puisse être individuellement expulsé monétairement. L'hostilité fanatique découle d'un manque de compréhension de ces connaissances et se fait maintenant serviable dans leur/sa lutte agitatrice.

Quelle est la suite épistémologique de l'« anthroposophie », et pourquoi porte-t-elle ce nom vis-à-vis de la théorie de la connaissance que l'on a appelée jusqu'à présent « philosophie » ? Pourquoi ce développement et cette expansion de la connaissance n'ont-ils pas encore été compris jusqu'à présent, du moins pas compris ainsi qu'ils seraient passés dans la conscience et la sensation de la vie au moyen d'une argumentation purement intellectuelle et formelle, tout comme le kantianisme aujourd'hui fait partie de l'attitude de l'humain face à la vie ? Le kantianisme caractérise que la vérité est éprouvée comme un reflet idéal d'une réalité extérieure et la cognition/connaissance comme la répétition conceptuelle de quelque chose qui existe même sans le connaisseur, réduisant ainsi le rôle de l'être humain à celui d'un spectateur oisif.

Derrière cela se trouve le grand problème, toujours plus brûlant, devant lequel l'humanité se trouve comme devant un abîme, à savoir : comment ce que



l'humain vit dans la perception sensorielle en tant qu'extérieur est-il lié à ce qu'il vit dans la pensée en tant qu'intérieur? La philosophie a pris fin en tant qu'épistémologie, parce qu'elle considérait la perception sensorielle comme quelque chose d'absolu, quelque chose qui se fonde sur soi-même, et par conséquent elle n'est pas parvenue à une explication de la perception sensorielle qui relie « l'extérieur » et « l'intérieur ». Avec l'être humain, deux forces se manifestent, à savoir avec lui comme « victime » et « auteur » à la fois, le constituant et apparaissant à travers lui dans le processus de connaissance : d'où l'anthroposophie. On n'a pas la permission de se représenter aucune des deux forces existant pour soi; elles apparaissent toujours ensemble, se conditionnent l'une l'autre et constituent ensemble la réalité. L'une est à penser contre un centre comme force centrale ou de pression, l'autre périphériquement contre une sphère comme force universelle ou d'aspiration/succion. La force centrale, en tant que force de pression, a la propriété/particularité de presser hors d'elle la force universelle, de la repousser, de se séparer d'elle; elle a un effet d'atomisation. La force universelle, comme force d'aspiration/de succion, a la propriété de s'approprier la force centrale, de la dissoudre; elle a un effet liant. Au début, seule la force centrale ou de pression entre dans la conscience de l'humain d'aujourd'hui en tant que « extérieur » - mais justement seulement en tant qu'extérieur. Le mouvement et la vitesse pour lesquels l'humain actuel n'a pas de conscience sont représentés par la synthèse/le rassemblement de sommes, l'intégration des points de repos dans le temps, c'est-à-dire par la spatialité. Les points de repos, de leur côté, sont des différentiels (résultats de la différenciation) dans lesquels la vitesse est décomposée et dans lesquels elle disparaît. Si la force centrale est maintenant rendue absolue, cela conduit par ex. en physique au problème de la « matière » telle qu'elle est hypostasiée et synthétisée en physique. Dans la théorie économique, cela conduit à ce que toutes les prestations (résultats matériels et immatériels du travail) soient considérées comme découlant uniquement du travail en rapport avec la base naturelle, ce par quoi toutes les prestations obtiennent le caractère de valeurs d'obtention à la nature, donc de prestations dont la valeur est évaluée/mesurée de manière positive (voir « L'activité économique de l'avenir », page 43). La physique, qui depuis près de cinq cents ans a déterminé méthodiquement ce qui doit être considéré comme scientifique, est définie comme la science des processus naturels qui, établis par l'observation et la mesure, peuvent être saisis dans leur régularité/conformité à des lois/des légités et rendus accessibles à la représentation mathématique. La physique est basée sur le problème du rapport entre le mouvement et la masse, la phronomie ou la cinématique, qui



peut être saisie purement à la mesure de la représentation, vis-à-vis de l'effet des forces ou de la dynamique, qui ne peut être testé empiriquement que par des mesures dans le monde extérieur. Leurs formules, pour autant qu'elles ne se donnent pas de ce qui a pure mesure de représentation, comme les processus de mouvement se résument à une pression de poids. Qu'est-ce qui vient encore dans la conscience de l'humain actuel comme expérience/vécu extérieur ? Pour cette raison, la science de la nature rend la force centrale absolue et transfère toute l'énergie comme potentielle aux extrémités de son observation saisissable à la mesure de conscience, la physique dans les atomes, la biologie dans les gènes, la médecine dans les virus et les prions.

Lorsque je suis assis - disons - à une altitude de 10 000 mètres dans un avion qui plane tranquillement, si je supprime/réprime les perceptions optiques et acoustiques qui mènent à des conclusions de pensée, je ne peux pas dire si je me meus vis-à-vis de l'environnement ou non. Par quoi le mouvement me devient-il conscient ? Par la différence de pression-, basée sur une accélération (+ ou -). Et par quoi je perçois la pression ? La pression décrite comme le poids d'un corps est généralement définie comme la force gravitationnelle résultante (accélération) agissant sur le corps.

Comment peut-on se rendre clairs le pendant entre la masse/l'image et le mouvement en tant qu'unité ? En ce qu'en tant que processus cognitif/de connaissance nous laissons apparaître l'espace inversement polaire des forces décrites ci-dessus. Représentons-nous que nous serions un être unidimensionnel (en ligne droite dans le processus de formation, voir l'apparition dimensionnelle à partir du mouvement qui suit) : Qu'est-ce qu'on verrait/Que verrions-nous ? Seulement des points. En tant qu'être bidimensionnel (niveaux en cours de formation/étendue en processus d'apparition), nous verrions de nouvelles lignes droites. En tant qu'êtres tridimensionnels (corps en processus d'apparition), nous verrions de nouveaux niveaux/de nouvelles étendues. Nous voyons en trois dimensions (corps) ; nous sommes donc vivants en quatre dimensions. Comment est-ce que j'accède/arrive à la première dimension ? En ce que je déplace le point. Comment à la deuxième dimension ? En ce que je déplace la droite. Et ainsi de suite. Ainsi, vers le centre, je fais l'expérience des dimensions de manière discontinue comme image, vers la sphère continuellement du mouvement.

La physique s'efforce de créer une image du monde d'où devraient provenir nos perceptions sensorielles. Elle est cependant sujette à une illusion, car les processus pensés par elle comme reposant à la base des perceptions pourraient seulement rester une suite d'impulsions (pressions) externes, mais ne seraient



jamais des perceptions internes. Elle ne peut pas trouver la transition/le passage entre des processus de mouvement externes qu'elle décrit comme la cause des perceptions et les images perceptives vécues en interne. Pour cela, elle a besoin de la tension différentielle caractérisée par l'exemple ci-dessus, qui a été décrite par moi comme polarité inverse. Cela signifie qu'il y a besoin pour le développement de la conscience/le devenir conscient et la cognition/connaissance, un donné (masse) initialement impénétrable, discontinue (en apparence seulement), et vis-à-vis de cela, un donné qui est continuellement expérimenté par l'activité intérieure dans la construction (mouvement).

La réalité est unité. Pour la conscience, générant celle-ci ainsi, la réalité se divise/se partage en « demi-unités/demi-mesures », qui ont l'aspect de centre et de sphère, auxquelles correspondent un extérieur et un intérieur, qui constituent l'être humain corporellement (fonction nerveuse et métabolisme) et selon l'âme/psychiquement (vouloir et penser). La volonté qui est active dans l'activité de la pensée est soumise à la conscience, mais pas celle qui est active dans le mouvement corporel. L'activité de pensée/pensante et l'activité de la sorte de la volonté ne se montrent pas séparées à l'observation intérieure. Mais ce serait aussi inadmissible de parler d'une volonté indépendante/autonome qui s'ajoute encore à la représentation. C'est l'idée (le concept) saisie comme une force. La conscience, qui se comprend comme une inversion des rôles de victime et d'auteur, est capable de s'ajuster de telle manière qu'elle reçoit séparés le penser et le vouloir dans le champ d'observation. La réalité unifiée nous apparaît d'abord en vertu/par force de l'inversion comme une opposition ; le résultat d'un processus inversement polaire, qui se manifeste pour la cognition/la connaissance dans le percevoir et le penser, mais qui est suspendu dans le processus de cognition/connaissance. Aucune des deux activités cognitives/de connaissance (percevoir, penser) n'ont la permission d'être considérés comme quelque chose d'absolu, reposant sur soi ; elles œuvrent toujours ensemble. Derrière la saisie et le ressouvenir d'une pensée, le même processus se joue que lorsqu'une perception sensorielle se met en place/vient en l'état. Au début, nous vivons/faisons l'expérience comme « extérieur » seulement des perceptions, et comme « intérieur » des concepts. Au début, nous ne faisons pas l'expérience/ne vivons pas la pensée comme une force universelle à l'extérieur/dehors, co-active lors de la formation/venue en l'état d'une perception sensorielle. Que les perceptions sensorielles (par ex. rouge, bleu, do, do aigu) soient d'abord vécues comme quelque chose d'absolu, quelque chose qui repose sur soi-même, doit être compris comme un support de la pensée sur le chemin d'une pensée individuelle et libre, qui est due à l'histoire de l'évolution. Si la pensée est



toujours plus dirigée/conduite par la volonté, la mémoire respectivement le souvenir intervient à la place de la perception sensorielle comme un donné, ce qui fait que l'activité de la pensée qui est impliquée dans la naissance/venue en l'état de la perception sensorielle, mais en cela pas encore activité de pensée consciente, passe dans la pensée consciente. Et cette pensée qui synthétise les éléments de représentation de la mémoire est maintenant perçue. Sur une surface de mer, je « verrais » l'horizon comme un cercle. Pour le « penser » comme un cercle, je dois le construire à partir de la représentation de mémoire comme un lieu géométrique de tous les points qui sont également éloignés d'un point, « actif intérieurement ». Ce passage du « perçu » au « pensé », Steiner l'esquisse dans la Philosophie de la liberté au chapitre III avec les mots : « Quand on distingue la pensée préconsciente de la pensée consciente après/ensuite, ainsi on ne devrait pas oublier que cette distinction est une entièrement extérieure, qui n'a rien du tout à faire avec la chose elle-même. Je ne transforme/fait absolument pas une chose en une autre en ce que je la regarde pensant. Je peux me penser qu'un être avec des organes sensoriels complètement autres et une intelligence fonctionnant autrement aurait d'un cheval une tout autre représentation que celle que j'ai/moi, mais je ne peux me penser que ma propre pensée devienne une autre parce que je l'observe. J'observe moi-même ce que je produis moi-même. »

Si le processus qui vient en l'état lors d'un processus de perception sensorielle à l'œuvre devait être vécu immédiatement continuellement vers « l'intérieur » respectivement la pensée "vers l'extérieur" comme une force universelle, serait un processus de vie et non un processus de conscience. (voir graphique suivant « La double inversion ») La pensée est une activité d'où proviennent des concepts et des idées. Cela signifie que la pensée englobe le faire et l'objet du faire, elle a deux côtés d'apparition/de manifestation, mais qui ne sont pas à séparer l'un de l'autre. Car l'activité qui part du Je doit donc avoir un contenu, mais le contenu, les pensées et les idées ne viendraient pas du tout à l'apparition sans l'activité. La pensée en tant qu'activité s'enflamme tout d'abord à la perception sensorielle, qui n'est qu'apparemment venue en état indépendamment d'elle. Soustraite/retirée de la perception sensorielle, elle trouve son support/appui - dans un premier temps/tout d'abord - dans la mémoire. La pensée n'ajoute rien de son propre chef aux perceptions sensorielles, elle ne dit rien a priori sur les perceptions, mais établit plutôt les conditions, les formes, à travers lesquelles le contexte/le pendant, la légité, des phénomènes deviennent idéellement conscients. Naturellement, les pensées se laissent gagner de l'activité synthétique de la pensée, qui dès le départ s'appuie purement sur

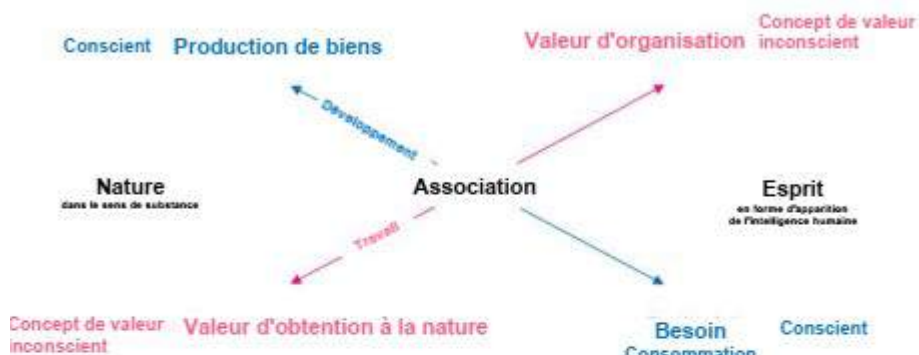


les représentations de la mémoire. Mais de l'activité purement synthétique de la pensée ne suit encore aucune loi objective. C'est seulement dans la conscience humaine, dans la pensée consciemment expérimentée/vécue, que les concepts et les idées mènent une existence/un être-là indépendant/autonome.

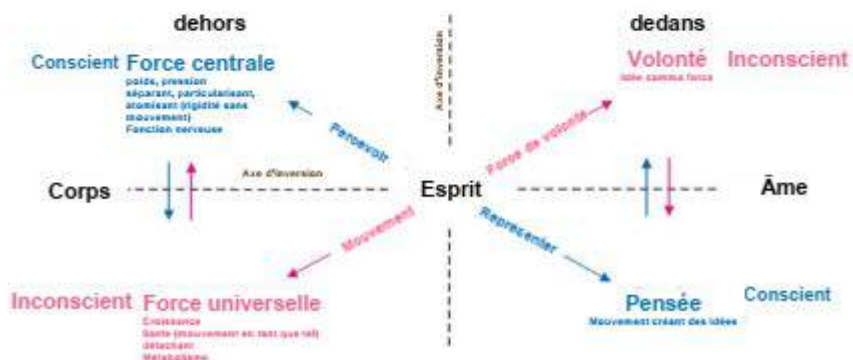


LA DOUBLE INVERSION

COMME POLARITE DANS L'ECONOMIE



DANS LES PRINCIPES CONSTITUANTS L'HUMAIN



Dans "Vérité et science", chap. 5, Rudolf Steiner a indiqué sur cette inversion dans le processus de connaissance comme suit : *
Ce qui nous apparaît séparé dans la pensée, ne sont donc pas des formes vides, mais une somme de déterminations (Catégories),
qui sont cependant forme pour le contenu du monde restant.*



Mais justement dans cette indépendance ne leur revient aucune réalité. Maintenant aucune différence ne se laisse trouver entre ce qui apparaît dans la conscience comme par exemple un concept mathématique, quand cette conscience étend son contenu sur un état de fait empirique ou quand elle s'actualise ce concept mathématique dans la pure pensée mathématique déduite.

Maintenant, on doit se rendre clair ce qui suit : Pour la réalité, la séparation en ces parties qui nous sont livrées par elle en percevoir et penser, disons donné et idée, n'a aucune signification, pour la conscience et la cognition/connaissance, elle est essentielle. Car la connaissance de la réalité ne vient pas au Je sans que le Je la construise à partir de donné et pensé eux-mêmes. Le « quoi » du donné sera placé pour le Je seulement par ce dernier lui-même. Le Je n'aurais aucune raison de placer en lui-même, par la pensée, la partie d'un donné gagné, s'il ne se voyait pas d'abord vis-à-vis de la chose de façon totalement indéterminée. Ce qui est donc placé par le Je comme une partie idéelle du donné, alors, n'est pas placé sans le Je, mais par le Je. Mais la détermination idéelle du donné par le Je n'en est pas seulement une pour le Je, donc subjectivement, car la division/séparation en Je et en monde extérieur a seulement état à l'intérieur du donné. Face à la contemplation pensante qui unit/unifie tous les contraires, cette « détermination seulement pour le Je » n'a plus de signification. Le Je en tant que séparé du monde extérieur décline dans la contemplation pensante. Il n'y a donc plus aucun sens de parler purement de déterminations pour le Je.

La connaissance repose sur une division/séparation/scission de la réalité en un donné, auquel s'allume mon besoin de connaissance, et en un donné seulement par mon activité ; contenu de ma pensée. Et seulement parce ce que je produis la pensée, je suis aussi lié à son contenu ainsi que je le vis. C'est seulement parce que je me meus dans le monde que je le vis comme réel, mais la cause/la raison du mouvement me reste immédiatement inconsciente. Je vis la pensée comme un mouvement, dont la cause m'est consciente, mais ce qu'elle produit ne me garantit pas immédiatement la réalité. Maintenant, la description du donné pour un facteur de connaissance est seulement l'expression de son rapport à l'autre facteur. Il ne peut être absolument donné, car sinon il n'entrerait en aucune relation avec moi.

Des déclarations ci-dessus, il s'ensuit maintenant : Dans la pensée nous avons quelque chose qui n'est pas seulement un régulateur des perceptions sensorielles, mais qui est impliqué/participant de manière constitutive dans/lors de leur réalisation/venue en l'état. Seulement nous ne faisons pas l'expérience initiale de cette pensée en tant que telle, parce qu'elle n'est pas soumise/subordonnée



à l'organisme, comme la pensée qui est tirée des perceptions sensorielles et trouve son support dans la mémoire. Lorsqu'une perception sensorielle se met en place/vient en l'état, elle est impliquée dans le processus. On se bloque/se déconstruit le chemin vers une connaissance fondée quand on voit quelque chose d'achevé et basé/reposant sur soi-même dans les perceptions sensorielles. Alors on voit dans la pensée aussi seulement le producteur d'images de représentations qui seront basculées sur les perceptions sensorielles comme régulatrices.



Postface

À la fin de la Première Guerre mondiale, sous l'impression des troubles sociaux et des calamités économiques de l'époque, le Dr Rudolf Steiner a pour la première fois avancée la pensée d'une tri-articulation du système étatique, jusqu'alors administré de manière uniforme/unitaire, tout comme une réorientation de l'ordre économique et monétaire. L'auteur de la présente publication a repris et développé les pensées du Dr Steiner à l'époque. Il voit la condition préalable à la compréhension de la formule de prix, de la séparation relative du travail et du revenu, etc., dans la compréhension de l'idée de polarité inverse, qui s'est développée à partir de la tradition de la pensée mathématique-géométrique européenne.

Il n'était donc pas surprenant pour l'auteur que les réflexions présentées dans cet écrit aient été saisies par quelqu'un dont la pensée a été formée par l'occupation à la géométrie projective pour la saisie à caractère/à force d'image de la polarité inverse comme elle intervient dans le rapport du travail corporel au travail spirituel : monsieur David Schmid a donc aussi accompagné et rendu possible cet écrit d'une manière valant des remerciements.

Sur l'auteur

Alexander Caspar, né en 1934, a été pendant de nombreuses années membre de la direction d'une banque privée zurichoise associée à l'industrie. Vit encore à Kilchberg, ancien petit village surplombant le lac aux environs de Zurich.



www.gemeinsinn.net

Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani
13 route de Fessenheim
F-67117 Quatzenheim
francois@triarticulation.fr
Tel. 00 33 950 263 598
www.triarticulation.fr

Institut für soziale Dreigliederung
Liegnitzer Strasse 15
D-10999 Berlin
sylvain.coiplet@dreigliederung.org
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43
www.dreigliederung.de

Institut pour une triarticulation de l'organisme social Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

Bienvenue aussi à toute personne pouvant travailler à l'amélioration : traduction, relectures, conseils.

Contact :

François Germani 0388 691158
francois@triarticulation.fr

www.triarticulation.fr

Illustration : Stéphane Coudré

Informations diverses
- Choix de traduction
- Glossaire et lexiques
- Droits de propriétés
sont dans notre LIVRET
D'ACCOMPAGNEMENT
téléchargeable sur :
[www.triarticulation.fr/
AS/Com/index.html](http://www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html)

La présente brochure
vous est vendue au
coût des frais
nécessaires à la
fabrication de la
prochaine. Les besoins
des collaborateurs
travaillant au contenu
et aux prochains
projets restent à
financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS

Formulaire de don en ligne : www.dreigliederung.de/institut/spenden

L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt suivant les conventions en vigueur (voir www.triarticulation.fr/Soutien.html).

Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre reçu fiscal.

Parmi les trois domaines se distinguant progressivement dans la vie sociale, l'économie moderne n'est apparue vraiment dans la vie de chacun qu'en dernier au cours du 19e siècle. A peine commençait-on à se familiariser aussi à être citoyen d'une vie étatique aspirant à la démocratie, il nous faut maintenant aussi trouver le type de rapport à établir entre nous au sein de celle-ci. Cela d'autant plus qu'aux dégâts sociaux, s'ajoute la question écologique. Aux préoccupations civiques, s'ajoute une nécessaire culture de cette économie de division du travail.

Début août 1922, prenant congé de ses auditeurs, R. Steiner, aborde la question d'une monnaie fractionnaire qui serait libellé en « blé » plutôt qu'en « or ».
C'est de cela dont l'auteur se saisit, le resituant dans l'ensemble de la tri-articulation et ses conséquences pour la vie de ce tiers des activités nécessaires à l'humanité.

Alexander Caspar, né en 1934, vit encore à Kilchberg, un village sur un coteau du lac de Zurich en Suisse. Il a longtemps été à la direction d'une banque privée et a du faire plus ou moins silence sur des recherches qui vont dans un sens bien différent de ce qu'il était tenu de côtoyer professionnellement. Ses rares publications sont aussi restées assez confidentielles, mais nous sommes contents de les faire enfin connaître au public francophone.

